

Le Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme

Edition Spéciale

Nr. 02



La situation au Mali

**Edition Spéciale sur la situation au Mali, putsch, rebellion
Touareg et menace terroriste**



Touareg, islamistes, Aqmi: ils se disputent le nord du Mali

Par [Catherine Gouëset](#), avec AFP, publié le 03/04/2012 à 16:56, mis à jour à 17:07



Le nord du Mali est depuis plusieurs semaines sous le contrôle d'une mosaïque de groupes, aux revendications et intérêts divergents: Touareg en lutte pour leurs droits, islamistes, trafiquants de drogue et autres criminels profitant du chaos.

REUTERS/Luc Gnago

Le nord du Mali est tombé aux mains de rebelles touareg et de groupes islamistes. Que sait-on de ces groupes, de ce qui les rassemble et les différencie?

Après la prise de Tombouctou et du Nord du Mali par des rebelles touareg ces dernières semaines, à la faveur du chaos créé par le coup d'état militaire du 22 mars à Bamako, la ville de Tombouctou serait désormais aux mains de groupes islamistes. Que sait-on de ces groupes?

Les groupes rebelles du nord du Mali, combien de divisions?

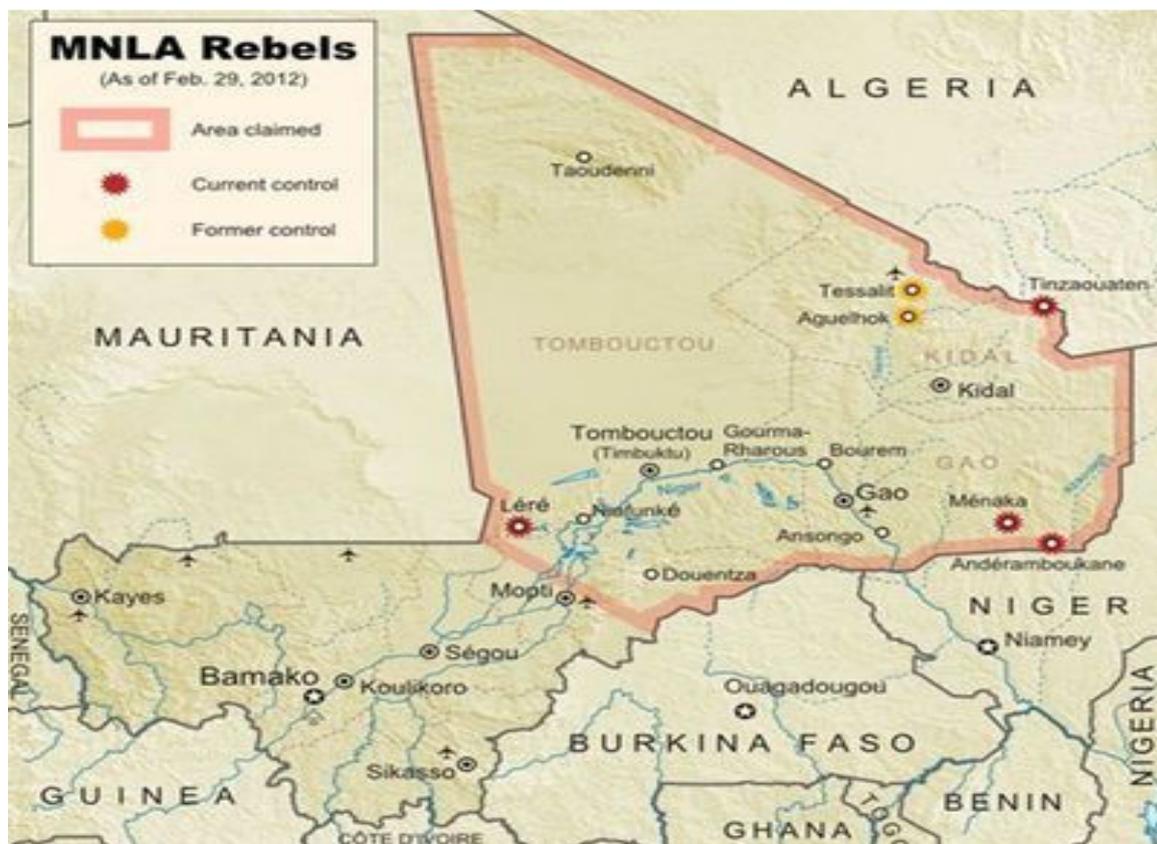
Le nord du Mali est depuis plusieurs semaines sous le contrôle d'une mosaïque de groupes, aux revendications et intérêts divergents: Touareg en lutte pour leurs droits, islamistes, trafiquants de drogue et autres criminels profitant du chaos.

- **le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA)**, la principale composante, est celle qui avait revendiqué la prise de Tombouctou et de sa région, dimanche. Le MNLA qui se veut laïque, revendique l'autonomie du nord du Mali à majorité touarègue qu'ils dénomment l'Azawad (Lire Qui sont les rebelles touareg?);

- le mouvement islamiste **Ansar dîne**, "l'Armée de la religion", est l'un des autres groupes armés de la région. Il est dirigé par **Iyad Ag Ghaly**, principal artisan de la prise de Kidal, dont il est originaire. Celui qui fut le principal chef de la rébellion touareg des années 1990, aurait subi l'influence de précheurs salafistes pakistanais il y a une dizaine d'années, selon Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des Mondes africains (CEMAF). Ansar dîne serait composé de jeunes radicalisés au contact d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Il aurait joué un rôle d'intermédiaire dans les prises d'otages avec certaines *katibas* (cellules) d'Aqmi dont celle d'Abou Zeid, responsable de l'enlèvement des collaborateurs d'Areva et Vinci, à Arlit.

- un nouveau groupe islamiste a fait irruption en décembre 2011, le **Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao)**. Se présentant comme une dissidence d'Aqmi, il serait dirigé par des activistes maliens et mauritaniens. Il avait revendiqué l'enlèvement des trois humanitaires européens dans un camp de réfugiés sahraouis non loin de Tindouf, et un attentat à la voiture piégée contre la gendarmerie de Tamanrasset, ville de garnison du Sud algérien. Le Mujao affirme avoir participé à la prise de Gao samedi.

- un autre dirigeant touareg, le colonel **Elhadj Ag Gamou**, "était resté sous uniforme de l'armée malienne en raison de ses différents avec Iyad Ag Ghaly", selon Jean-Philippe Rémy, spécialiste de l'Afrique au Monde. A la chute de Kidal, il a fait défection et a rejoint le MNLA.



L'Azawad, partie nord du Mali revendiquée par les rebelles touareg

Que fait Aqmi dans la région?

Aqmi est formé par d'anciens djihadistes algériens du Groupement salafiste pour la prédication et le combat algérien (GSPC). Sa zone d'opération s'étend sur toute la région désertique du Sahel depuis les régions semi-arides du Sénégal jusqu'à certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

Aqmi est particulièrement présent dans l'Adrar des Ifoghas, un massif à cheval sur le Mali et l'Algérie. C'est là qu'il retient ses 13 otages occidentaux (dont 6 Français). La nébuleuse Aqmi est organisée en petites cellules (*katibas*) disséminées, dont celle de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, revenu dans le nord du Mali, après un séjour en Libye selon des sources sécuritaires régionales. Ils sont estimés entre 500 individus et un millier.

Les Touareg sont-ils nombreux au sein d'Aqmi?

Les recrues touareg restent marginales, selon Pierre Boilley: "Il s'agit essentiellement de jeunes chômeurs, dont la plupart ont très vite regagné le MNLA au lancement de la dernière rébellion le 17 janvier, explique-t-il.

Quels sont, alors, les liens entre Aqmi et les rebelles touareg?

Selon certains témoins cités par l'AFP, Mokhtar Belmokhtar a été vu "de plus en plus aux côtés de Iyad Ag Ghaly", le dirigeant d'Ansar Dine. Mokhtar Belmokhtar, surnommé "Belawar" (ou "Louar", le Borgne), est l'un des vétérans d'Aqmi qui opère depuis ses bases du nord du Mali dans tout le Sahel.

D'où viennent les moyens de ces groupes armés?

Outre les armes ramenées de Libye à la chute du régime Kadhafi (Lire Les armes de Kadhafi, un legs mortel pour l'Afrique), les moyens matériels des rebelles proviennent en partie des rançons récupérées lors des échanges d'otages, mais aussi de divers trafics dont celui de la drogue. "La drogue vient d'Amérique du Sud (cocaïne) ou du Maroc (haschich)", selon Christophe Ayad du *Monde*. Et son convoiage bénéficiait, selon lui, de "complicités dans les douanes, l'administration et l'armée" malienne.

Les intérêts de ces groupes sont-ils convergents?

Ansar Dine et le MNLA ont combattu ensemble contre l'armée dans des localités du nord-est, Tessalit, Aguelhok et Kidal ces deux derniers mois. Mais une lutte de leadership existe actuellement entre eux. Et maintenant qu'ils ont atteint la limite sud du secteur revendiqué sous le nom d'Azawad par les Touareg, leurs intérêts vont diverger: le MNLA revendique un Etat touareg dans le Nord tandis qu'Ansar Dine se bat pour l'instauration de la charia dans la totalité du territoire malien.

"Rien ne permet de dire aujourd'hui que le MNLA est débordé par une frange islamiste. Il reste très majoritaire, a le contrôle effectif des grandes villes du Nord, même si Ansar Dine a parfois aussi participé à leur conquête", estime Pierre Boilley. Pour lui, "le MNLA va sans doute d'abord chercher à consolider ses positions, mais il n'est pas exclu qu'il lance, à moyen terme, l'offensive contre Aqmi".

Le Mali coupé en deux: que veulent les Touareg ?

Par L'EXPRESS.fr, publié le 02/04/2012 à 16:55, mis à jour le 03/04/2012 à 16:41



Les régions de peuplement touareg au sahel sont également des zones d'opération privilégiées d'Aqmi.

Idé/L'EXPRESS

Qui sont les Touareg qui ont, depuis janvier, pris une à une les villes du nord du Mali et se sont emparés de Tombouctou dimanche? Quelles sont leurs motivations et leurs revendications? Explications.

Pourquoi le Mali est-il coupé en deux?

Avec la chute de Tombouctou, dimanche, les rebelles touareg ont pris le contrôle de la quasi-totalité du nord du Mali, quelques heures après la prise de Gao, la capitale régionale. C'est le 17 janvier que les insurgés avaient lancé leurs premières attaques sur des villes du nord du pays: Ménaka, Aguelhok et Tessalit.

Quel rapport avec le coup d'Etat du 22 mars?

Ce soulèvement est l'une des causes du putsch contre le président Amadou Toumani Touré, accusé d'avoir été incapable d'endiguer l'offensive touareg. Pourtant les militaires putschistes n'ont pas résisté à l'avancée des Touareg qui ont pris Gao, principale ville du nord, samedi 31 mars, avant de

s'emparer, dimanche, de Tombouctou, dernière ville de cette région du Mali encore sous contrôle gouvernemental.

Qui sont les rebelles qui ont pris les armes?

Parmi les insurgés qui ont attaqué les villes du nord figurent des membres du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), organisation politico-militaire sans leader connu, née fin 2011 de la fusion de plusieurs groupes rebelles, et selon Bamako, d'anciens combattants de Libye. En outre, ajoutent certaines sources, des éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) sont présents au sein de la rébellion, ce que le MNLA, d'obédience laïque, dément régulièrement.

Des supplétifs de Kadhafi de retour au pays après la chute du guide libyen



Le 31 mars, les rebelles ont pris Gao, principale ville du nord, avant de faire tomber le lendemain Tombouctou, dernière ville du nord du Mali encore sous contrôle gouvernemental, et de sa région.
[afp.com/Georges Gobet](http://afp.com/Georges%20Gobet)

Après la chute de Kadhafi en 2011, des centaines de Touareg lourdement armés sont rentrés dans le nord du pays (Lire Les armes de Kadhafi, un legs mortel pour l'Afrique).

Certains de ces hommes ont intégré le processus de paix offert par le gouvernement du président Amadou Toumani Touré, tandis que d'autres l'ont rejeté.

Qui sont les Touareg?

Il s'agit d'un peuple nomade vivant d'élevage et de commerce. Les Touareg sont estimés à 1,5 million de personnes répartis sur le Mali, le Niger, l'Algérie, mais aussi la Libye, le Burkina Faso et la Mauritanie. Leur langue commune, le tamasheq, est apparentée à la langue berbère. Seul peuple africain avec le peuple éthiopien ayant sa propre écriture, ils sont caractérisés par le port d'un voile teinté d'indigo, d'où leur surnom "d'hommes bleus".

Au Mali, ils ne sont majoritaires que dans la portion du pays située au nord du fleuve Niger. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) revendique l'autodétermination et l'indépendance de l'Azawad qui correspond aux trois régions maliennes de Kidal, Tombouctou et Gao.

Des nomades bousculés par l'histoire

Pendant des centaines d'années, les Touareg ont dominé le commerce transsaharien. Mais plusieurs évolutions ont mis en danger leur mode de vie, selon le site d'analyse stratégique [Stratfor](#): la création de frontières, l'urbanisation et la désertification, ainsi que le développement du commerce maritime.

Ils deviennent peu à peu les plus déshérités de la région du Sahel et du Sahara. Ayant refusé la scolarisation pendant la colonisation, leur position est affaiblie au moment des indépendances. "Le retard de développement très important entre le nord et le sud a justifié le soutien du gouvernement et des ONG au Nord Mali. Mais dans les faits, cela n'a pas suffi à combler l'écart entre les deux régions", expliquait Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des Mondes africains (CEMAF), à l'Express en février (Lire [Le spectre de la division touareg](#)).

Menacés par la désertification

La désertification réduit en particulier les espaces de pâturage des Touaregs qui se retrouvent en conflit avec les fermiers non-touareg... lesquels, de leur côté, réclament des terres longtemps utilisées par les Touareg lors de leurs déplacements.

Les famines de 1973-74 et de 1984-85 voient la disparition de leurs troupeaux et des milliers de jeunes Touaregs migrent alors vers les villes, l'Algérie ou la Libye, où Mouammar Kadhafi en incorpore plusieurs milliers dans son armée. Une décennie plus tard, nombre de ces exilés, contraints au rapatriement, rejoignent des mouvements réclamant autonomie et développement contre les pouvoirs centraux malien et nigérien.

Un accord de paix mal appliqué

Au Mali, les Touareg entrent en rébellion en 1990. Cette "guérilla des sables" dure plus de cinq ans et fait plusieurs centaines de victimes et des milliers de déplacés. Bamako obtient un accord de paix, qui aboutit à une décentralisation assortie d'une large autonomie de gestion, et permet le désarmement des combattants et leur intégration au sein de l'armée, les corps paramilitaires et la fonction publique.

Mais faute d'application des accords -qui prévoyaient entre autres, la démilitarisation de la zone Nord-, plusieurs ex-leaders de l'armée malienne reprennent les actions armées et l'engrenage des violences finira par aboutir à la prise de contrôle de la moitié nord du pays par ces rebelles qui ont troqué les chameaux pour les 4x4.

Avec AFP

Mali: chronique d'un putsch annoncé

Par Vincent Huguex, publié le 22/03/2012 à 15:05, mis à jour à 17:00



Le président du Mali Amadou Toumani Touré a été renversé. Des soldats maliens ont annoncé ce jeudi matin avoir déposé le "régime incompetent de Bamako".

REUTERS/Mali TV via Reuters TV

Le président Amadou Toumani Touré, alias ATT, a été renversé à Bamako en quelques heures. Ce coup d'Etat militaire mené ce jeudi étonne par sa rapidité, mais était prévisible. Récit.

Une dramaturgie archi-classique. Le coup d'Etat militaire perpétré ce jeudi matin à Bamako, au Mali, obéit au scénario du putsch "à l'ancienne" dont l'Afrique subsaharienne est si familière.

En préambule, la mutinerie au coeur d'une ville de garnison, en l'occurrence Kati, à une quinzaine de kilomètres de la capitale. Puis la prise de contrôle des locaux de la radiotélévision nationale, ici l'ORTM. Ensuite, l'assaut sur la présidence -le palais de Koulouba-, au prix d'échanges de tirs nourris avec la Garde présidentielle restée loyale au chef d'Etat élu. Enfin, le communiqué, emphatique et martial, lu à l'antenne avant l'aube par un sous-officier en treillis au phrasé hésitant et maladroit, au nom d'un organe ad hoc à l'intitulé aussi interminable que pompeux. Cette fois, le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE).

Là encore, rien ne manque au kit du parfait putschiste: les mutins ont comme il se doit "mis fin" au "régime incompetent" du président Amadou Toumani Touré, alias ATT, dont ils dénoncent "l'incapacité à gérer la crise au Nord" -allusion à la rébellion touarègue déclenchée à la mi-janvier- et à "lutter contre le terrorisme". Ils ont dissous les institutions, suspendu la constitution, décrété -"jusqu'à nouvel

ordre", formule rituelle- un couvre-feu, et, il va de soi, pris l'engagement de restaurer le pouvoir civil et d'installer un "gouvernement d'union nationale" associant toutes les "forces vives de la Nation".

Voilà plus d'un mois que le malaise au sein de l'armée est palpable

A la mi-journée, une nouvelle annonce viendra compléter le tableau, confirmant notamment la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes. Maliennes et Maliens sont invités à reprendre le travail mardi prochain; à l'exception notable des secrétaires généraux des ministères, sommés sans attendre d' "administrer les affaires courantes". Autre séquence certifiée conforme au manuel de l'insurrection illustré: l'arrestation de plusieurs ministres, dont, semble-t-il, ceux des Affaires étrangères et de l'Administration territoriale, et le placement en "résidence surveillée" de divers officiers supérieurs à Gao, siège de l'état-major délocalisé.

Aucune information fiable en revanche quant au sort d'Amadou Toumani Touré lui-même. Lequel serait, selon un militaire loyaliste cité par l'AFP, "en lieu sûr" hors de Koulouba. Et plus précisément dans un camp militaire des environs de Bamako, entouré par le noyau dur des Béréts rouges de sa garde.

S'il a étonné par sa rapidité, ce dénouement semblait prévisible. "Dire que j'ai été surpris serait malhonnête, nous confiait vers 13H00 par téléphone un universitaire proche d'ATT. Voilà plus d'un mois que le malaise au sein de l'armée est palpable. Quant à savoir qui tire les ficelles dans la coulisse, Dieu seul à ce stade connaît la vérité."

Le fruit de la révolution libyenne?

Une certitude: les soldats du rang reprochent au président de ne pas les avoir dotés des moyens requis pour combattre ce énième avatar de l'irrédentisme nordiste, incarné cette fois par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Ils lui font aussi grief de sa "mollesse" face à la faction islamiste Ansar Dine, alliée indocile du MNLA. Nul doute qu'ATT, cet extrémiste du consensus, paie cash son goût du compromis et sa répugnance à trancher dans le vif, mais aussi les effets collatéraux d'une révolution libyenne qui a hâté le retour massif au pays de supplétifs touaregs lourdement armés.

Sans doute la troupe en veut-elle aussi à l'ancien général, qui devait s'effacer le 8 juin prochain au terme de son second mandat, d'avoir fermé les yeux sur les agissements d'une cohorte de hiérarques galonnés, corrompus et enclins à pactiser avec le diable pour perpétuer une rente alimentée par les trafics d'armes et de drogues. Le troufion de base digérait de plus en plus mal le train de vie de supérieurs logés dans de somptueuses villas ou paradant au volant de 4X4 haut-de-gamme, tandis que lui bataillait dans le désert un ennemi insaisissable et bien mieux équipé. D'autant que les massacres commis aux dépens de frères d'armes vaincus dans leurs fortins isolés ont plongé camarades et familles dans la détresse et la fureur.

ATT récusé pour son "irrésolution"

Voilà des mois qu'à Paris comme à Washington, les officiels accablent *mezza voce* le chef d'Etat déchu. "A ce degré-là, nous confiait voilà peu un haut responsable militaire français, il ne s'agit plus de tiédeur ou de passivité, mais de complicité. Nous n'avons plus rien à attendre d'ATT. Mieux vaut prendre langue avec ses successeurs potentiels en attendant son départ." Autant dire qu'au-delà d'une réprobation convenue, l'Occident ne versera sur le cadavre politique de l'intéressé que des larmes de crocodile. Ce lâchage du "cancro" de la classe sahélienne, au profit des "élèves modèles" nigérien et mauritanien, suscitaient d'ailleurs chez ATT une intense amertume, déjà perceptible dans l'entretien qu'il avait accordé à L'Express à l'automne dernier. Mais plus patente encore ces dernières semaines.



Amadou Toumani Touré était devenu le "cancro" de la classe sahélienne...

REUTERSToussaint Kluiters/United Photos

Sur un mode un rien surréaliste, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a condamné le coup d'Etat -c'est bien le moins-, demandé le rétablissement de l'ordre constitutionnel et réclamé la tenue "le plus vite possible" du scrutin présidentiel. Reste qu'on voit mal la junte respecter le calendrier initial, lequel prévoyait un premier tour le 29 avril. Elle n'en a d'ailleurs nullement l'intention, puisque son chef supposé, le capitaine Amadou Sanogo et son porte-parole, le lieutenant Amadou Konaré, subordonnent le retour aux urnes à la restauration de l'intégrité territoriale du pays... Ce qui laisse le temps de voir venir.

Destinée ô combien paradoxale que celle d'ATT. A l'inverse de plus d'un de ses pairs du continent, ce natif de Mopti s'est abstenu de bricoler la loi fondamentale de son pays pour briguer, au mépris des textes, un troisième mandat; et il n'aura pas achevé le second. Lui qui fut jadis l'un des acteurs du putsch fatal au tyran Moussa Traoré, lui qui dirigea un Comité de transition pour le Salut du peuple et veilla sur la conduite de la restauration démocratique puis des élections présidentielle et législatives de 1992, lui qui s'effaça alors sans barguigner devant le chef d'Etat élu Alpha Oumar Konaré, le voilà à son tour évincé par une colère couleur kaki. De même, ce prétorien "civilisé", cet élu issu des hautes sphères de la Grande Muette malienne, formé au sein de l'école interarmes de Kati, doit à sa "faiblesse" et à son "irrésolution" d'avoir été récusé par la troupe, que celle-ci fut manipulée ou pas

Mali: le spectre de la division touarègue

Par Marie de Douhet, publié le 10/02/2012 à 10:05, mis à jour le 02/04/2012 à 17:38



Depuis les années 1960, le Nord du Mali est le théâtre d'affrontements récurrents entre Touaregs sécessionnistes et forces maliennes.

[afp.com/Georges Gobet](http://afp.com/Georges%20Gobet)

L'élection présidentielle aura-t-elle lieu ? A moins de trois mois du scrutin du 29 avril, le "problème du Nord" laisse entrevoir une fracture ethnique au Mali. Et un risque de crise politique.

Ce sont des femmes en colère qui manifestaient le 1er février dernier dans Bamako. "Epouses, mères ou soeurs de militaires tués lors des affrontements d'Aguelhok, qui opposaient l'armée malienne aux rebelles Touaregs du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), elles accusent le gouvernement d'avoir envoyé leurs hommes à l'abattoir sans préparation ni matériel adéquat" explique Anne Doquet, chercheur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Depuis les années 1960, le Nord du Mali est le théâtre d'affrontements récurrents entre Touaregs sécessionnistes et forces maliennes.

Agressions racistes

Population du Mali: 14,159,904 millions d'habitants

Pourcentage de Touaregs : moins de 10% de la population

Une fois encore, le gouvernement est directement mis en cause. Excédées par une énième vague de violence, les populations lui reprochent sa mauvaise gestion du dossier. Ils lui font notamment grief de dissimuler ses difficultés face aux insurgés. "Ces derniers jours, poursuit Anne Doquet, les émeutiers

l'accusaient d'exagérer le nombre de victimes coté rebelles et de minimiser les pertes au sein de l'armée malienne. La découverte des dépouilles de 40 soldats dans une fosse commune alors que le gouvernement n'avait annoncé que deux morts a rendu les manifestants fous furieux."

Les émeutes tournent au règlement de compte xénophobe: attaques de boutiques tenues par des Touaregs, incendies, pillages... Les "hommes bleus" doivent fuir. Le "ras le bol" général a ouvert la voix aux dérives racistes et beaucoup font désormais l'amalgame entre rebelles et "peuples au teint clair". "Les Touaregs et les Arabes sont de plus en plus victimes d'agressions, s'offusque Ramata Koulibali, présidente de la Fédération des femmes maliennes de France. "Ils patissent directement des exactions des rebelles car ils ont la peau claire et les gens les associent au MNLA. Or ce n'est pas parce qu'ils sont Touaregs qu'ils sont forcément sécessionnistes !"

Sentiment d'exclusion

Pour Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des Mondes africains (CEMAF), "c'est la première fois que les Touaregs associent le mot indépendance à leurs revendications. Jusqu'à présent, ils réclamaient simplement une autonomie interne et la démilitarisation du Nord. Cela traduit leur amertume concernant ce qu'ils considèrent la marginalisation de leur région et l'échec des politiques d'intégration mises en oeuvre à leur profit depuis les années 1990."



Un sentiment d'exclusion à double sens: "Les Touaregs ont toujours été privilégiés, favorisés", soupire Traoré Bakary, chercheur à Paris II. Le Nord bénéficie de plus grands investissements, alors que nous avons le sentiment que le gouvernement nous a abandonné."

Aux yeux de Pierre Boilley, ces contradictions reflètent les stéréotypes en vigueur chez les "sudistes" envers les Touaregs. "Le retard de développement très important entre le nord et le sud a en effet justifié le soutien du gouvernement et des ONGs au Nord Mali. Mais dans les faits, cela n'a pas suffi à combler l'écart entre les deux régions."

Reste que le comportement d'une poignée de Touaregs au sein de hautes instances de l'Etat n'a pas nécessairement désamorçé les préjugés. "Tel fut notamment le cas quand certains officiers touaregs de l'armée malienne ont déserté avec armes et bagages pour constituer leurs propres mouvements de guérilla", continue Pierre Boilley.

Echec des politiques d'intégration

Pourquoi les efforts d'intégration, notamment au sein de l'administration et des forces armées maliennes semblent ils voués à l'échec ?" Le non respect des Accords d'Alger (2006), -qui prévoyaient entre autres, la démilitarisation de la zone Nord-, qu'atteste la construction de nouvelles bases militaires a mis le feu aux poudres," répond Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More. "Le retour des combattants touaregs partis combattre avec Kadhafi leur a aussi donné les moyens d'intensifier leur rébellion grâce aux armes et munitions acquises," conclut-il. D'autres facteurs opèrent; notamment la volonté de certains insurgés de garder la mainmise sur une zone de transit du trafic de drogue provenant d'Amérique du Sud et destinée à l'Europe. Il serait donc réducteur de considérer les revendications du mouvement rebelle comme homogènes, mues par une commune ambition. Anne Doquet insiste quant à elle sur le fait que même si le MNLA est très majoritairement Touareg, "rien ne dit que des Maures ou Arabes ne participent pas au combat." L'unité ethnique de la rébellion et sa capacité de rassemblement des populations sont donc elles aussi, incertaines.

D'autres observateurs se montrent plus sévères: "Ces gens ne seront jamais satisfaits, s'emporte Alassane Touré, président de l'association Al Barka Gao en France. Chaque fois qu'on leur accorde quelque chose, ils exigent davantage. Tout ce qu'ils veulent, c'est diviser le pays, et ils n'arrêteront pas tant qu'ils n'obtiendront pas leur indépendance."

"On ne voit pas pourquoi ils obtiendraient un Etat de l'Azawad indépendant", renchérit Ramata Koulibali. "Il y a plus de 10 ethnies dans le nord, alors pourquoi cette zone devrait elle revenir à celle là plus qu'à une autre ? Nous avons toujours vécu ensemble, nos parents et grands-parents se sont battus pour l'indépendance du Mali, il n'y a rien à diviser. Pour moi, c'est une minorité armée composée de quelques milliers d'hommes, qui défend ses intérêts et qui ne représente pas l'ensemble de la population touareg."

Soupçons de manoeuvres politiques et risque de guerre civile

Des propos qui trahissent un malaise au sein de la population malienne. Pour Gaharo Doucouré, président du Conseil des Maliens de France, "le laxisme du gouvernement constitue une aubaine pour la rébellion." Il crie au loup en accusant les rebelles de connivence avec Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) pour attirer l'attention de la communauté internationale, mais lui-même ne fait pas

grand chose et bénéficie d'une certaine façon de la situation."Les adversaires du président Amadou Toumani Touré suggèrent qu'ATT et son entourage pourraient chercher à tirer parti de la situation via un report de l'élection du 29 avril: "L'article 30 de la Constitution stipule qu'un président ne peut effectuer que deux mandats, souligne Anne Doquet. "Mais l'article 50 confère au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels, donc la possibilité de rester aux commandes si l'intégrité territoriale du Mali est menacée."

Rumeurs formellement démenties par la présidence, ou ATT a martelé à plusieurs reprises son désir de s'effacer à la date prévue. Les représentants des quatre principales associations maliennes en France l'affirment à l'unisson: "Au Mali, et même en France, au sein de notre communauté, les élections monopolisent le débat et tout le monde agit comme si elles allaient avoir lieu. Mais on ne peut s'empêcher de se poser des questions car l'insécurité est dramatique et les candidats ne peuvent pas se rendre dans le Nord pour faire campagne ! Comme il est fort probable que la plupart des habitants de ces zones n'oseront pas sortir pour aller voter, c'est toute une partie du territoire qui ne se prête pas à la tenue du scrutin."

Très impliquées dans l'aide au développement et les partenariats entre la France et le Mali, ces associations jouent un rôle significatif dans l'organisation des opérations de vote depuis l'Hexagone. "Nous travaillons comme au sein d'une circonscription. La voix des Maliens de France compte beaucoup", explique Gaharo Doucouré.

A la grande des populations et à l'incertitude politique s'ajoute la dimension humanitaire. "Près de 20 000 personnes ont fui le Mali ces dernières semaines et nous avons dû suspendre nos activités sanitaires et alimentaires, confie Pierre Verbeeren, directeur général de Médecins du Monde-Belgique. La situation sécuritaire est critique car la sécheresse et l'épuisement des stocks de nourriture requièrent une aide d'urgence. "Au point que les Touaregs fuient par milliers. "Il y a un risque de guerre civile" constate, inquiet, Pierre Boilley.

Mali: des Touaregs lancent un ultimatum à Aqmi

Par [Boris Thiolay](#), publié le 03/11/2011 à 11:20, mis à jour le 02/04/2012 à 17:21



Certains observateurs locaux craignent que la frange ultra des militaires touareg, de retour de Libye, ne relance le mouvement de rébellion contre les autorités de Bamako. Ici, un touareg dans le nord du Mali en 2006.

AFP PHOTO GEORGES GOBET

De retour de Libye, des combattants touareg lourdement armés menacent de chasser les terroristes du nord du pays. Mais ils font aussi planer le risque de réactiver la rébellion touareg contre le pouvoir central de Bamako.

La tension monte encore d'un cran dans la bande saharo-sahélienne. Des groupes de combattants touaregs maliens ayant servi dans l'ancienne armée libyenne du colonel Kadhafi sont prêts à partir en guerre contre les terroristes d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi).

"Ces troupes, revenues récemment de Libye, ont lancé un ultimatum aux gens d'Aqmi en leur intimant l'ordre de quitter le Nord du Mali", affirme à L'Express un élu touareg de la région. "Il semble que les islamistes aient pris la menace au sérieux, car ils ont quitté une de leurs bases dans l'Adrar Tigharghar, un massif montagneux désertique, à environ 120 kilomètres de la frontière algérienne", poursuit-il. Ces combattants ont également arrêté des trafiquants de drogue, qui coopèrent à l'occasion avec Aqmi.

Depuis la chute du régime du colonel Kadhafi, au mois d'octobre, plusieurs centaines de militaires maliens, qui servaient depuis des années sous l'uniforme libyen, sont rentrés dans leur région d'origine. Avec armes lourdes et bagages. Ces troupes aguerries, qui comptent parmi eux d'anciens membres des rébellions toureg des années 1990 contre le pouvoir central de Bamako, possèdent "des missiles anti-aériens, des camions lance-roquettes BM 21 Grad, des mitrailleuses de calibre 12,7 mm et des dizaines de véhicules 4x4", reconnaît une source gouvernementale.

Rébellion réactivée?

Cet afflux d'hommes en armes risque de déstabiliser encore davantage le nord du Mali, une région désertique, plus grande [650 000 kilomètres carrés] que la France, aride, peu peuplée et laissée à l'écart des programmes de développement. Une immensité difficilement contrôlable, où se sont enkystés les terroristes d'Aqmi.

Certains observateurs locaux craignent par ailleurs que la frange ultra de ces militaires toureg ne relance un mouvement de rébellion contre les autorités de Bamako, tout en chassant simultanément les hommes d'Aqmi de "leur" territoire. De son côté, le gouvernement malien cherche à racheter les armes en circulation, pour éviter qu'elles soient dispersées dans la nature, voire qu'elles ne se retournent contre lui. Dans le même temps, des notables du nord - élus, chefs de clan - tentent d'éviter que la situation ne dégénère.

Selon une source touareg, des combattants ont repeint leurs véhicules aux couleurs du Mouvement de libération de l'Azawad [*la région aux confins nord et ouest du Mali*], l'ancien mouvement rebelle. "Quoi que l'on pense des revendications des combattants touareg rentrés récemment, le déclenchement d'une nouvelle rébellion risquerait de coûter la vie à beaucoup de gens et de ravager encore davantage notre région déshéritée", explique un notable local. L'éventuel reflux d'Aqmi dans le nord malien, souhaité par la majorité de la population pourrait s'accompagner de la réouverture de vieilles blessures.

Mali: un groupe islamiste contrôle Tombouctou, le Conseil de sécurité de l'ONU convoqué

Par L'EXPRESS.fr, publié le 02/04/2012 à 20:06, mis à jour le 03/04/2012 à 10:00



Quinze pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU se rencontrent ce mardi pour discuter de la crise au Mali.

AFP

Un chef islamiste a pris le pouvoir dans la ville du nord-ouest du pays, tombée dimanche aux mains des rebelles touareg. A la demande de Paris, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit mardi au sujet de la crise au Mali.

Le chef du groupe islamiste armé touareg Ansar Dine (défenseur de l'Islam) a pris le contrôle, ce lundi, de Tombouctou, d'après des témoins. Iyad Ag Ghaly en a chassé les rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui avaient capturé la ville du nord-ouest du pays dimanche dernier.

"Iyad est venu ce matin avec cinquante véhicules. Ils ont pris la ville, chassé les gens du MNLA qui étaient là, ont brûlé le drapeau du MNLA et ils ont mis leur drapeau au camp militaire de la ville", a déclaré Moussa Haïdara, un caméraman qui a filmé l'entrée dans la ville du groupe.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir mardi, à la demande de la France, afin d'examiner la crise au Mali. Un diplomate occidental affirme que les quinze pays membres du Conseil doivent y adopter une déclaration sur la situation.

"Réagir de façon énergique"

Le Conseil doit "réagir de façon énergique face à l'effondrement du gouvernement et la chute des trois villes du Nord", a expliqué ce diplomate.

Le Quai d'Orsay a affirmé ce lundi que le Conseil de sécurité pourrait être saisi, par Paris, des éventuels "besoins" de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pour régler la crise. Peu avant, cette organisation avait décidé un "embargo total" contre la junte et "la mise en place immédiate" de sa force militaire.

Lundi matin, la France et la Belgique ont conseillé officiellement à leurs ressortissants de quitter le Mali. "La situation se dégrade très rapidement", mais "la France ne s'engagera pas militairement", a affirmé Alain Juppé, le ministre français Affaires étrangères.

Les principaux événements au Mali depuis mars



Des soldats maliens patrouillent dans Bamako, le 1er avril 2012 Issouf Sanogo AFP

[Partager](#)

Rappel des événements depuis le coup d'Etat qui a renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré (ATT) et amené une junte au pouvoir au Mali, dont le Nord est aux mains des rebelles touareg et de groupes armés islamistes au terme d'une avancée de trois jours.

--MARS 2012--

- 22: Des militaires annoncent avoir renversé le régime, l'accusant d'incompétence dans la lutte contre la rébellion touareg et les groupes islamistes dans le Nord. Ils déclarent, au nom d'un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, avoir dissous les institutions et suspendu la Constitution.
- 23: Le coup d'Etat est unanimement condamné par la communauté internationale. L'Union africaine suspend le Mali.
- 25: La France réclame le respect du calendrier électoral et affirme que Touré reste pour elle "le président du Mali", sans exiger explicitement son retour au pouvoir.
- 26: Plus d'un millier de manifestants à Bamako exige le départ de la junte, à l'appel du "Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République (FUDR)", créé la veille et composé des principaux partis.

Les Etats-Unis, après l'Union européenne et plusieurs pays, suspendent leur aide, hors humanitaire.

- 27: Réouverture des frontières ainsi que des administrations et des commerces. Levée du couvre-feu.

La junte annonce avoir adopté un nouvel "acte fondamental", par lequel elle s'engage à ce que ses membres ne se présentent pas aux prochaines élections.

- 28: Touré affirme qu'il est actuellement "à Bamako" et "pas prisonnier".

Plusieurs milliers de personnes marchent à Bamako pour soutenir la junte.

- 30: Le mouvement islamiste armé touareg Ansar Dine, appuyé par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), principale composante de la rébellion, et des éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), s'empare de Kidal (nord-est).

- 31: Les rebelles prennent Gao, principale ville du Nord-Est, qui abritait l'état-major régional de l'armée.

--AVRIL--

- 1er: La junte promet le retour à un pouvoir civil et une transition vers des élections à une date non précisée.

Le MNLA annonce avoir pris Tombouctou et sa région entière, dernière ville du Nord-Est encore sous contrôle gouvernemental.

- 2: La France et la Belgique conseillent à leurs ressortissants de quitter le Mali. "La situation se dégrade très rapidement", mais "la France ne s'engagera pas militairement" (ministre français des AE).

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) décide un "embargo total" contre la junte et "la mise en place immédiate" de sa force militaire.

Putsch au MALI

le Mardi 3 Avril 2012 à 10:25 | Lu 0 fois



La junte militaire au Mali va apprendre à ses dépens que les coups d'Etat militaires sont de moins en moins tolérés dans la sous région ouest africaine, plus précisément dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). En sommet extraordinaire sur le Mali en marge de la cérémonie d'investiture de Macky Sall, président du Sénégal, les chefs d'Etat de la Cedeao ont imposé un embargo total au régime de la junte militaire du Mali. En effet, des sanctions diplomatiques et économiques lui sont imposées et sont applicables, dès ce lundi, 2 avril 2012. Alassane Dramane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire, et les autres chefs d'Etat de la Cedeao réunis à Dakar ont décidé de maintenir ces sanctions tant que l'ordre institutionnel n'est pas rétabli au Mali par la junte militaire du Capitaine Amadou Sanogo, actuellement pris entre plusieurs feux : embargo de la Cedeao, isolement au plan international, avancée des Touaregs dans le nord du pays ... En outre, les chefs d'Etat de la Cedeao ont décidé de la mise en place d'une force d'attente. A cet effet, ils annoncent une réunion des différents Etats major pour réfléchir sur les modalités de la mise en place de cette force d'attente sous régionale.

Kogne-Bi / Rewmi Quotidien

Mardi 3 Avril 2012 - 10:25

L'AFRIQUE EN FACE



Le blog de Vincent Huguex

Un putsch sans queue ni tête

LE 2 AVRIL 2012 9H58 | PAR

VINCENT HUGUEUX

« Et l'oscar du putsch le plus inepte de la décennie est attribué à l'unanimité à... la junte malienne ». Anachronique en diable, le coup d'Etat perpétré le 22 mars par un improbable «Comité national pour le redressement de l'Etat et la restauration de la démocratie » (CNRDRE) mérite de figurer ad aeternam au funeste firmament des pronunciamientos militaires à l'africaine.

Voyons. Pour justifier la mutinerie fatale au pouvoir anémique d'ATT, le capitaine Amadou Sanogo et sa clique ont invoqué d'emblée deux arguments. Un, l'insigne faiblesse des moyens consacrés à la lutte contre la rébellion touarègue déclenchée dans le grand nord à la mi-janvier ; grief recevable au demeurant. Deux, l'impérieuse nécessité de « sauver » les usages démocratiques. Résultat de l'aventure ? Epaulée par ses alliés de circonstances djihadistes, l'insurrection a fait son miel de l'anarchie régnant au sein de l'armée, au point de conquérir en 24 heures, quasiment sans combattre, Gao et Tombouctou. En clair, les apprentis-sorciers en treillis auront précipité la partition de facto qu'ils prétendaient enrayer. De même qu'ils ont dynamité le calendrier électoral. Le premier tour de scrutin présidentiel aura peut-être lieu un 29 avril, mais pas cette année. Encore bravo, les gars...

Toute honte bue, cette junte ubuesque appelle à la rescousse ceux-là même qu'elle défait et abreuvait de sarcasmes dans l'ivresse de sa victoire sur le vide : la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et les partenaires africains ou occidentaux du Mali. Bref, on piétine en rangers le fragile échafaudage du pays, puis on implore les vilains tontons de réparer la casse en urgence.

Isolés, acculés, Sanogo et les siens ont pris hier dimanche « l'engagement solennel de rétablir la constitution -abrogée huit jours plus tôt- et les institutions républicaine ». Enclins à s'enivrer de formules ronflantes, ils annoncent des « consultations avec toutes les forces vives de la nation » - ce qui suppose qu'il y ait encore une nation- dans le cadre d'une convention ». Et pourquoi pas un séminaire de réflexion en pays dogon ? Mieux, ou pire, les Dr Folamour du camp Kati envisagent « la mise en place d'organes de transitions en vue de l'organisation d'élections apaisées, libres, ouvertes et démocratiques. »

La junte présente moins volontiers les armes que des excuses. Elle aura regretté tour à tour les pillages commis par ses soudards, l'arrestation de telle figure de la scène politique ou les menaces proférées à l'encontre de journalistes. Avant de solliciter le pardon des chefs d'Etat dépêchés par la Cedeao et contraint de rebrousser chemin en plein ciel du fait d'une manif hostile sur le tarmac de l'aéroport de Bamako. Mais c'est devant le pays tout entier, ou ce qui en reste, que les mutins devraient faire acte de contrition.

Mali

Putsch au Mali : le sort du président Touré toujours inconnu

Politique samedi 24 mars 2012



Des stations essence fermées, à Bamako.
EPA

Les auteurs du putsch contre le président Amadou Toumani Touré tentaient samedi de garder le contrôle de la situation face à une possible contre-offensive loyaliste. Un calme précaire régnait à Bamako, avec une activité toujours au ralenti. Les banques et de nombreuses stations services restent fermées, posant un problème croissant de manque de liquidités et de carburants.

Samedi, dans un nouveau et court message diffusé par la télévision publique ORTM qu'ils occupent, les mutins du « **Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat** » (CNRDRE) ont appelé « **les propriétaires des stations essence à ouvrir** » leurs établissements. « **Des mesures sécuritaires ont été prises depuis 04 h 00 du matin** » pour prévenir les pillages, a assuré un porte-parole. L'ORTM restait sous le contrôle des militaires et continuait de diffuser émissions de musique traditionnelle et documentaires animaliers, en alternance avec les précédents messages des mutins assurant que « **tout va bien** ».

Vendredi soir, suite à une brève interruption du signal de la télévision publique, des informations contradictoires avaient circulé sur la situation à Bamako et le sort du chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo. Des soldats du rang dirigés par le capitaine Sanogo ont annoncé jeudi avoir déposé le président Touré, dissous toutes les institutions et suspendu la Constitution, après des affrontements avec des loyalistes autour de la présidence.

Ils ont accusé le président Touré et leurs supérieurs hiérarchiques, d'incompétence dans la lutte contre la rébellion touareg et les groupes islamistes, en particulier Al-Qaïda au Maghreb islamiques (Aqmi), qui mènent depuis la mi-janvier une vaste offensive dans le nord-est du pays. La rébellion a affirmé vendredi qu'elle poursuivrait ses opérations. Et samedi, l'une de ses composantes, le groupe islamiste Ansar Dine a affirmé qu'elle s'apprêtait à prendre Kidal, une des villes les plus importantes du nord-est malien en plein pays touareg, et à y « **appliquer** » la charia.

Le sort du président Touré reste toujours inconnu. On ignore si, protégé dans un endroit inconnu par des militaires loyalistes il préparerait la contre-offensive, comme l'assurait jeudi son entourage, ou s'il est prisonnier des mutins. Le chef de l'Etat « **va très bien, il est en sécurité** », a affirmé vendredi le capitaine Sanogo, refusant de dire où il se trouve. Les dirigeants du gouvernement renversé sont

« **sains et saufs** » et seront « **prochainement remis à la justice malienne** », a-t-il encore affirmé, sans plus de précisions.

Des pillages isolés et tirs sporadiques continuaient d'être signalés samedi dans la ville, alors que les premières heures du putsch avaient été marquées par de nombreuses exactions, pour lesquelles le chef de la junte s'est « **excusé** » et auxquelles il s'est engagé à mettre fin. À cinq semaines du premier tour de la présidentielle prévu le 29 avril, le coup d'Etat a été condamné par 12 des principaux partis politiques maliens, fragilisant un peu plus la position des putschistes.

Plusieurs associations de la société civile ont elles aussi condamné samedi le putsch, et appelé la junte à quitter le pouvoir, tandis que la Commission nationale des droits de l'homme a dénoncé « **un climat de terreur** » causé notamment par « **des coups de feu intempestifs** ». Trente-huit partis politiques se sont réunis pour former avec la société civile une plateforme et rencontrer la junte afin de lui demander le retour à l'ordre constitutionnel. Le coup d'Etat a été également unanimement condamné internationalement. Une délégation conjointe de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de l'UA et de l'ONU, a séjourné à Bamako vendredi

Analyse. Mali, un coup d'État pour rien



3 avril 2012 Rubrique: [Chroniques](#), [Insécurité](#)

15 réactions [-] Texte [+] Email Imprimer 30

Lepoint.fr – 02/04/2012 - Le coup d'État devait préserver le pays de grands malheurs. Il ne fait que le plonger un peu plus dans l'abîme.



Des soldats maliens à Kati, dimanche. © AFP

Les Maliens se demandent s'ils vivent toujours dans le même pays depuis plus d'une semaine que cette démocratie, à bien des titres exemplaire depuis 20 ans, est la proie du chaos. Les putschistes ont enfin décidé le retour à l'ordre constitutionnel, mais trop tard, face à une rébellion touareg de plus en plus incontrôlable. Le pays vit un cauchemar, d'absurdité en absurdité, sur un train d'enfer.

Rappel : la junte composée de soldats dont aucun haut gradé, avec à sa tête le capitaine Amadou Sanogo, s'est emparée du pouvoir le 22 mars dernier en justifiant son coup d'État par la défaite du président Amadou Toumani Touré (« ATT ») face à la situation dans le nord du pays. Cette région est depuis de longs mois, et plus encore depuis le début de l'année, le

décor de la rébellion des Touaregs – parents pauvres du Mali – et des terroristes d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi).

Quand quelque chose de grave se passe, les femmes africaines se mobilisent. Or ce fut le cas à Bamako, il y a un mois de cela, quand des Maliennes manifestèrent dans la capitale pour dire leur ras-le-bol des conditions dans lesquelles leurs maris et fils soldats de l'armée malienne se trouvaient face aux rebelles du nord : sans moyens, sans armes, sans stratégie. Depuis, le mécontentement montait toujours plus fort, sans que le gouvernement prenne aucune mesure, et jusqu'à une rencontre aussi peu concluante avec le ministre de la Défense le 22 mars. Le jour même, les putschistes passent à l'acte.

Changement nécessaire

Juste après le coup d'État, des voix se sont prononcées en faveur de la junte, non pour saluer cet attentat à la démocratie dans un pays pacifique soucieux de ses institutions et du dialogue démocratique, mais pour reconnaître que s'exprimait là un signe nécessaire du changement de politique, et de la prise en considération sérieuse d'une menace gravissime pour le peuple malien. Mais comment ces hommes ont-ils pu aussi facilement s'en prendre aux tenants du pouvoir, à commencer par ATT lui-même, refusant de donner la riposte pour éviter que des Maliens tirent sur d'autres Maliens ?

Comment le chef de l'État, qui devait quitter le pouvoir au moment des élections en date du 29, a-t-il pu être invalidé si peu avant une échéance politique prévue au calendrier, et dans quel but ? La réponse invoquée : pas d'élections possibles pour les citoyens maliens du nord du pays dans le climat actuel, impossible de les envoyer aux urnes en sécurité. Il faut savoir que de nombreux Maliens vivent depuis des mois hors de leur pays en cherchant refuge contre l'insécurité ambiante dans des conditions de misère effroyables, que ce soit au Niger ou en Mauritanie.

Un coup d'État pour rien

Et maintenant ? Sous la pression internationale, et les menaces de la Cedeao, Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, la junte a enfin capitulé dimanche matin en s'engageant à rétablir l'ordre constitutionnel. Un coup d'État pour rien, ou pour le pire ? Le comble est en effet arrivé lorsque la rébellion touareg, profitant de cette confusion trop longtemps entretenue, s'est empressée de passer à l'attaque : la ville de Kidal, puis celle de Gao et désormais la mythique et pacifique Tombouctou ont été conquises par des hommes armés jusqu'aux dents : nommés « revenants », ce sont d'anciens kadhafistes qui sont rentrés de Libye après la mort de celui qui, pour eux et pour beaucoup d'autres, était le « roi des rois africains ». Il suffit de se promener dans la capitale du Mali pour voir en termes immobiliers les investissements du Libyen dans le pays.

Difficile de croire à tant de légèreté de la part de ces putschistes, et même de naïveté puisque le capitaine Amadou Sanogo et son CNRDR, Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, espéraient une négociation avec les rebelles, ou du moins une trêve des opérations... Tout au contraire, bien sûr, le MNLA, Mouvement national de libération de l'Azawad ne l'a pas reconnu comme interlocuteur et fait marcher ses troupes...

Si la situation du nord du pays a bien été sous-estimée, si la Cedeao n'a pas manifesté son soutien jusque-là au Mali dans une situation qui met l'intégrité du pays en danger, si les dommages « collatéraux » de la crise libyenne, avec le déferlement des armes, sont apparus

manifestes ces derniers jours, il n'en reste pas moins aujourd'hui que le bilan de la junte est catastrophique : un coup d'État pour rien, une régression désolante pour un des pays les plus stables du continent.

Le Point.fr- Publié le 02/04/2012 à 20:09

Mali : « les pays voisins ont intérêt à intervenir »



2 avril 2012 Rubrique: [Insécurité, Nord-Mali](#)

INTERVIEW – La rébellion Touareg a conquis en quelques jours toutes les grandes villes du nord du Mali. Pierre Jacquemot, chercheur à l'Iris, explique les enjeux de cette avancée qui affole Bamako.



Un soldat malien à Bamako le 1er avril 2012 Crédits photo :AFP

LE FIGARO – Que représente le territoire de la région d'Asawad, que les Touaregs ont presque totalement conquis?

Pierre Jacquemot – Cette région au nord du Mali, dont les Touaregs réclament l'indépendance, n'est pas seulement le «berceau» de leur peuple. Elle est depuis longtemps traversée par des trafics multiples: armes, voitures, cigarettes, mais aussi otages. Et depuis quelques années, la cocaïne d'Amérique Latine y transite également. Donc derrière les revendications touaregs ou islamistes, il ne faut pas perdre de vue ces importants intérêts financiers.

Les Touaregs risquent-ils de poursuivre leur descente et d'atteindre la capitale?

C'est le scénario catastrophe qui hante Bamako. Car si les Touaregs prennent Mopti, une ville commerçante et portuaire importante à la frontière entre le nord et le sud du pays, alors ils pourront facilement descendre le fleuve du Niger jusqu'à Ségou puis atteindre Bamako.

Qui les arrêterait? En face, l'armée malienne est en déliquescence. Bien que l'ancien président Amadou Toumani Touré était lui-même un général, il n'a jamais réussi à réorganiser l'armée. Les militaires de la junte qui ont pris le pouvoir le 22 mars se plaignaient notamment de problèmes de corruption. De plus, l'armée est fragilisée par la présence d'anciens rebelles touaregs, qui avaient été absorbés après les soulèvements précédents dans un but d'intégration, et qui retournent actuellement dans la rébellion. On a donc des défections importantes, comme celle samedi du colonel Elhadj Ag Gamou, le chef de la garnison de Kidal. L'armée a été affaiblie par le putsch mené par des jeunes officiers et sous-officiers, qui ont démantelé l'état-major et écarté les colonels, généraux et commandants.

Il est toutefois plus probable que les Touaregs cherchent à consolider leur position dans le nord en vue de négocier l'indépendance de la région avec Bamako. Il s'agira alors notamment pour eux de mater les opposants qui continuent de les combattre, même après que l'armée ait fui.

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le grand groupe rebelle Touareg, serait appuyé par des islamistes. Quels sont leurs rapports?

Le MNLA, qui se dit laïc, a en effet été appuyé par Ansar Dine, une milice salafiste dirigée par le Touareg Iyad ag Ghaly, qui est le principal artisan de la prise de Kidal. Et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), une dissidence d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), dirigée par des Maliens et des Mauritaniens, a également revendiqué sa participation à l'offensive. Mais au Sahara, cela se passe toujours ainsi entre les différentes chefferies: les alliances de circonstance se nouent, se dénouent et se transforment en conflits. Il y a donc de fortes chances que ces différentes factions finissent pas se confronter.

La création d'un État touareg est-il envisageable?

Non. Cela violerait le principe d'intangibilité des frontières coloniales qui est en vigueur depuis 50 ans dans l'Union Africaine. Il y a certes eu quelques exceptions, comme le Sud Soudan ou l'Erythrée, mais c'était très différent. D'abord on peine à imaginer la viabilité d'une telle région, vu l'absence de ressources économiques et d'infrastructure. Et puis la région comporte de nombreux autres groupes ethniques qui, comme les Maures ou les Toubous, n'accepteraient pas un contrôle touareg. Enfin, quelles seraient les frontières de cet État? Les Touaregs ne sont pas seulement présents dans le nord du Mali, ils sont aussi au Burkina Faso, au Niger et en Algérie. Or ces pays n'accepteront jamais de modifier leurs frontières.

Les pays voisins ne peuvent-ils pas venir en renfort pour aider Bamako?

Bien sûr, il est prévu par la Communauté économique des pays d'Afrique occidentale (Cédéao) qu'un pays menacé peut faire appel aux pays voisins. Le Nigeria a d'ailleurs une armée aguerrie qui a l'habitude d'intervenir en tant que force de maintien de paix dans les conflits régionaux, comme récemment au Libéria. Les pays voisins auraient d'ailleurs intérêt à stabiliser la situation avant que leurs territoires sahariens ne soient pris dans la tourmente. Mais il faut que ce soit un gouvernement légitime qui en fasse la demande. Et la Cédéao refuse de reconnaître un gouvernement issu d'un coup d'État militaire. Le Burkina Faso, qui joue traditionnellement un rôle diplomatique important dans les conflits en Afrique de l'Ouest, cherche donc un moyen de rétablir un gouvernement civil au Mali. Une possibilité évoquée est de laisser le président de l'Assemblée nationale malienne, Dioncounda Traoré, assurer l'intérim du pouvoir jusqu'aux prochaines élections. Mais il est en exil. Il faudra de

toutes les manières trouver une porte de sortie honorable pour la junte, en la laissant retourner à la caserne et en lui promettant l'impunité.

LeFigaro.fr – Publié le 02/04/2012 à 18:47

Mali: embargo ouest-africain, menace d'intervention armée, avancée islamiste



3 avril 2012 Rubrique: [Insécurité,Nord-Mali](#)

Les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest, réunis lundi à Dakar, ont menacé d'intervenir militairement au Mali en pleine tourmente et annoncé un « embargo total » et immédiat au moment où la ville de Tombouctou (nord) tombait aux mains des islamistes qui en ont chassé les rebelles touareg.



Le président ivoirien Alassane Ouattara (2D), le président du Bénin, Thomas Boni Yayi (D), le président burkinabé Blaise Compaoré (2G) et le président nigérien Mahamadou Issoufou à Abidjan le 29 mars 2012 © AFP

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a décidé « de la mise en place immédiate » de sa force militaire « d'attente », a annoncé lundi à Dakar à l'issue du sommet le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, président en exercice de l'organisation.

Pour cela, les douze chefs d'Etat présents ont « demandé au comité des chefs d'état-major de se réunir dès cette semaine à Abidjan pour voir les modalités d'activation de cette force », a déclaré M. Ouattara.

Préventivement, la Cédéao avait déjà mis en état d'alerte en fin de semaine dernière une force militaire de quelque 2.000 hommes

L'organisation a également décidé d'un « embargo total » contre la junte au pouvoir à Bamako, en application des menaces annoncées lors d'un précédent sommet sur la crise malienne le 29 mars à Abdijan.

« Toutes les mesures diplomatiques, économiques, financières et autres sont applicables dès aujourd'hui (lundi) et ne seront levées que quand l'ordre constitutionnel (sera) effectivement rétabli », a déclaré M. Ouattara, soulignant: « nous avons demandé que l'embargo soit total par rapport à tous les Etats voisins du Mali ».

Le sommet auquel ont participé une dizaine de chefs d'Etat et des représentants de l'ONU, de la France et des Etats-Unis notamment, s'est tenu après la prestation de serment du nouveau président sénégalais Macky Sall.

Acteurs clés du Sahel, la Mauritanie (avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz) et l'Algérie, qui ne sont pas membres de l'organisation, assistaient à la réunion. M. Ouattara s'est félicité de la présence de ces deux voisins du nord du Mali, laissant entendre que l'embargo s'appliquerait également sur cette zone aux mains de la rébellion et des groupes armés.

Le chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo a « pris acte » de ces sanctions, rappelant cependant que « l'urgence est le recouvrement de l'intégrité territoriale » dans le nord.

Au moment où étaient prises ces décisions, l'AFP apprenait de sources concordantes que la ville historique de Tombouctou, ancien haut-lieu touristique du Mali, était tombée aux mains des islamistes d'Ansar Dine (défenseur de l'Islam) et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Retour de Libye d'un chef d'Aqmi

Iyad Ag Ghaly, chef d'Ansar Dine, « est venu ce matin avec cinquante véhicules. Ils ont pris la ville, chassé les gens du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg)), qui étaient là, ont brûlé le drapeau du MNLA et ont mis leur drapeau au camp militaire de la ville », a affirmé Moussa Haïdara, caméraman, qui a filmé l'entrée dans la ville de Iyad Ag Ghaly.

L'agence d'information en ligne mauritanienne Al-Akhbar, a affirmé lundi que « des forces d'Aqmi ont investi dimanche soir la ville de Tombouctou, avec 50 véhicules surarmés ».

L'un des chefs d'Aqmi, « Yahya Abou Al-Hammam, est entré dans la ville et fait de l'ancien état-major » de l'armée malienne « dans la ville son Quartier général ».

« Désormais, les drapeaux d'Aqmi flottent sur l'état-major et partout dans le reste de la ville », ajoute Al-Akhbar.

Un chef historique d'Aqmi, l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, qui était parti en Libye depuis plusieurs semaines, est revenu dans le nord du Mali, a par ailleurs appris lundi l'AFP de sources sécuritaires régionales.

« Il semble qu'on le voit de plus en plus aux côtés de Iyad Ag Ghaly », a affirmé l'un de ces sources.

Sous pression, la junte qui a pris le pouvoir le 22 mars avait promis dimanche le retour à un pouvoir civil et une transition vers des élections à une date non précisée.

La rébellion touareg du MNLA et les autres composantes de la rébellion, groupes islamistes et trafiquants, ont pris coup sur coup depuis vendredi les trois capitales régionales du nord: Kidal, Gao et Tombouctou, sans rencontrer de résistance.

Rien –et surtout pas l’armée malienne en déroute– ne semble pouvoir stopper cette fulgurante offensive, qui suscite beaucoup de craintes parmi les populations.

Des centaines d’habitants de Mopti (centre) et de ses environs, incluant des militaires et leurs familles, ont quitté leurs domiciles, craignant l’avancée des rebelles, ont indiqué des témoins.

Des scènes de vandalisme ont aussi été constatées dans les régions nouvellement capturées et une banque a été dynamitée lundi à Gao où les vivres commencent à manquer. Neuf soldats ont été tués lors de la prise de cette ville samedi, selon des témoins.

L’avancée rebelle a été rendue possible à la fois par la désorganisation de l’armée malienne, aggravée par le putsch, mais également par l’armement lourd dont dispose la rébellion et les groupes islamistes, ramené de Libye par des centaines de supplétifs du colonel Mouammar Kadhafi, qui ont combattu à ses côtés avant la chute de son régime en août 2011.

La junte, dirigée par le capitaine Amadou Sanogo, avait justifié son coup d’Etat par « l’incompétence » du président ATT à combattre la rébellion dans le nord.

Sur le terrain, le putsch a eu pour principal effet d’accélérer l’offensive du MNLA et de ses « alliés » du moment. Mais leur domination sur tout le nord pourrait paradoxalement exacerber leurs rivalités.

Les hommes d’Ansar Dine ont clairement annoncé leur intention d’appliquer la charia dans tout le Mali, la MNLA, mouvement laïque souhaitant, lui, créer un Etat touareg dans le nord du pays.

Le Conseil de sécurité de l’ONU se réunira mardi pour examiner la crise au Mali.

AFP – Publié le 02/04/2012 à 23:40

Rébellion au Nord-Mali : Tombouctou, capitale de l’Azawad ?



3 avril 2012 Rubrique: [Insécurité.Nord-Mali](#)

La rébellion touarègue contrôle toutes les grandes villes du Nord-Mali, une première dans l’histoire du pays depuis son indépendance. Tombouctou, la « Ville aux 333 saints » occupe visiblement une place à part dans le dispositif. Le chef d’état-major du MNLA, Mohamed Ag Najim, et le leader du groupe islamiste ansar dine, Iyad Ag Ghali, y ont établi leurs quartiers.



C'est un drapeau noir comme celui-ci qui flotte désormais sur Tombouctou. © D.R.

Mohamed Ag Najim, chef d'état-major du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et ses hommes sont entrés dimanche 1er avril à Tombouctou, ville désertée par l'armée malienne. Le jour suivant, c'était le tour d'un autre groupe rebelle, les islamistes de Ansar dine, avec à leur tête Iyad Ag Ghali. Le MNLA a aussitôt libéré le camp militaire Cheick Sidi Elbakaye, au centre de la ville, pour y installer ses compagnons d'armes.

« Iyad a alors fait descendre le drapeau du MNLA qui se trouvait dans le fort et a hissé le drapeau de Ansar dine et celui du Mali », dit Baba Boré, animateur à la radio Alpharouk, une station FM de Tombouctou. « C'est un drapeau noir sur lequel est écrit en arabe et en blanc « La ilaha illallah » [« Il n'y a pas de divinité digne d'être adorée autre que Allah », NDLR] », dit Mohamed Yattara, un habitant de Tombouctou. Le même jour Iyad a tenu une rencontre avec les imams de la ville de Tombouctou.

Instaurer la charia au Mali

Il leur a expliqué que son objectif était d'instaurer la charia au Mali et a aussitôt donné pour instruction à ses hommes de mettre l'ordre dans la ville, où des civils souvent armés ont commis de nombreux pillages. Au même moment, le maire de Tombouctou, Hallé Ousmane rencontrait Ag Najim à son QG de l'aéroport de Tombouctou. Ce dernier l'a prié de diffuser des communiqués sur les radios locales pour ordonner l'arrêt des pillages et demander aux populations de voir le MNLA comme une force au service de la population.

Les deux groupes rebelles semblent opérer main dans la main, de manière concertée et complémentaire. Iyad Ag Ghali veut instaurer la charia au Mali ou dans un État de l'Azawad acceptable à ses yeux. Quant à Ag Najim, il veut avant tout un État indépendant pour l'Azawad. Et une république islamique ne serait visiblement pas pour le déranger.

Par **Baba Ahmed**, à Bamako (03 avril 2012)

Mali: Aqmi profitera-t-elle du chaos pour avancer ses pions?



3 avril 2012 Rubrique: [Insécurité, Nord-Mali](#)

PARIS (AFP) - 21:52 – 02/04/12 - L'avancée éclair de la rébellion touareg au Mali, en position de contrôler le nord du pays, pose la question du bénéfice que les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) pourraient tirer dans cette zone de l'Afrique qui échappe désormais au contrôle des Etats.



Une patrouille de soldats maliens à Bamako, le 29 mars 2012 © AFP

Si les spécialistes ont vu dans les rebelles touareg les grands gagnants du récent putsch militaire au Mali, ils restent partagés sur la nature des liens entre le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), principal groupe rebelle touareg, d'autres petits mouvements locaux islamistes, et Aqmi.

« Pour l'instant, c'est la montée en puissance des touareg. Aqmi n'est qu'un acteur secondaire », relève Dominique Thomas, de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), en rappelant la volonté des Touareg de faire de l'Azawad (Nord-Mali) un Etat indépendant.

Le MNLA, qui nie toute alliance avec Aqmi n'a, selon plusieurs spécialistes, « pas de lien avec les islamistes ». Selon plusieurs responsables, il voudrait même « bouter » Aqmi hors de la région.

Dans la réalité, la coupure entre Touareg — qui nomadisent sur plusieurs pays sahariens — et membres d'Aqmi n'est pas aussi évidente: tous deux ont profité de l'effondrement du régime de Kadhafi en Libye et du départ d'ex-mercenaires pour recruter et acquérir davantage d'armes.

Groupe de jihadistes armés, qui a comme principal socle et dirigeants des Algériens complétés de Mauritaniens, Aqmi s'est développé au Sahel en ménageant les populations touareg.

« Il y a des liens mais ils ne sont pas forcément centraux ». « Pour s'implanter dans la région, bénéficier d'un sanctuaire, recruter, les jihadistes ont dû développer des liens, de protection, éventuellement tribaux, avec les différents milieux touareg, politisés ou non, armés ou non », estime Dominique Thomas.

Au sein d'Aqmi, une katiba (unité combattante islamiste) est dirigée par un touareg. Sa création est « le résultat d'une politique d'ancrage, d'enracinement », jugent certains experts.

Toutefois, pour Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des mondes africains (Cemaf) et spécialiste des touareg, « les recrues touareg restent marginales: il s'agit essentiellement de jeunes chômeurs, dont la plupart ont très vite regagné le MNLA au lancement de la dernière rébellion le 17 janvier ». Depuis cette date, « plusieurs escarmouches entre MNLA et Aqmi » ont été signalées, selon lui.

La relation d'Aqmi avec le mouvement Ansar Dine (Défenseur de la foi) est plus complexe: ce petit groupe touareg (environ 2 à 300 combattants contre 2 à 3.000 pour le MNLA, selon une estimation récente) prône l'instauration de la charia (loi coranique) dans tout le Mali et pourrait trouver son intérêt dans une alliance –même brève– avec Aqmi.

Son chef, Iyad Ag Ghaly, a pris lundi le contrôle de la ville de Tombouctou (nord-ouest) et en a chassé les rebelles du MNLA. « Ils (les membres d'Ansar Dine) sont là pour l'islam, pas pour l'indépendance ou pour faire mal », a déclaré un témoin à l'AFP.

Iyad Ag Ghaly, qui fut le principal chef de la rébellion touareg des années 1990, « est devenu salafiste au contact de religieux pakistanais dans les années 80, bien avant l'installation d'Aqmi dans la région », souligne Pierre Boilley. « Il a sans doute été un personnage clé dans les négociations pour libérer les otages dans la région », donc en lien à la fois avec Aqmi et Bamako.

Pour le chercheur, les objectifs de ces groupes sont différents: « le MNLA veut l'indépendance du Nord, Ansar Dine veut imposer la loi islamique sur tout le territoire, Aqmi prône le jihad (guerre sainte) ».

Certains experts, comme Dominique Thomas, n'excluent pas des contacts ou convergences d'agenda sur le terrain dont « Aqmi pourrait profiter ».

Tout dépendra du rapport de force qui va s'installer sur le terrain, soulignent les chercheurs.

Plusieurs autres petits groupes armés opèrent dans la bande sahélienne, comme le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao, composé essentiellement de Mauritanien et de quelques Touareg).

Ce mouvement, qui prône le jihad (guerre sainte) et a revendiqué l'enlèvement de trois Européens à Tindouf (ouest de l'Algérie), pourrait « avoir des contacts ou des liens distendus ou importants (avec Aqmi), selon les agendas et les circonstances locales », ajoute l'expert de l'EHESS.

Lundi à Dakar, le Français Alain Juppé, ministre des affaires étrangères de l'ancienne puissance coloniale, s'est inquiété de l'influence de ces groupes armés islamistes combattant au côté du MNLA.

« Il semble que cette fraction islamiste/jihadiste extrémiste soit en train de prendre le dessus parmi les différentes factions touareg », a-t-il affirmé, tout en excluant une participation de militaires français directe à une éventuelle intervention multinationale pour rétablir l'autorité de Bamako dans le Nord.

S'il faut marginaliser ou isoler Aqmi, cela ne peut se faire que par des contacts et des négociations avec les Touareg, à un niveau régional ou international, estime Dominique

Thomas, qui comme d'autres experts, écarte le scénario d'une intervention militaire extérieure pour résoudre la crise.

AFP

Crise au Nord : La France lâche le Mali



3 avril 2012 Rubrique: [Insécurité,Nord-Mali](#)

C'est au moment même où le Mali a le plus besoin du pays de Nicolas Sarkozy que celui-ci l'abandonne à son triste sort en conseillant à ses ressortissants de « quitter provisoirement » le pays. Pis, elle décide de ne faire aucune intervention, contrairement en Côte d'Ivoire ou en Libye où elle était au premier rang des « interventionnistes ».



Alain Juppé

« La situation est dangereuse, c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à nos ressortissants dont la présence n'est pas indispensable de quitter le pays », a déclaré Alain Juppé à des journalistes à Dakar, où a eu lieu hier lundi un sommet de la Cedeao associant des représentants de la communauté internationale, en marge de l'investiture du nouveau président Macky Sall. Et le ministre français des Affaires étrangères d'ajouter : « Nous pouvons aider sur le plan logistique ou la formation, mais il n'est pas question de mettre des soldats français sur le sol du Mali. ». Telle était la substance d'un message diffusé hier lundi sur le site internet du Quai d'Orsay. Une déclaration qui illustre suffisamment l'indifférence devant la situation chaotique dans laquelle est désormais englué le Mali. Paris avance évoque le renforcement d'un sentiment anti-français qui va conduire à des violences envers ses quelque 5 000 ressortissants à Bamako. Certes, la prise par les rebelles touaregs des villes du nord du Mali fait monter la tension à Bamako, où l'on redoute des émeutes anti-Touaregs, voire anti « peaux-rouges » – c'est-à-dire dirigées contre toutes les personnes de teint clair. Et les Européens notamment les Français risquent de ne pas être épargnés si des violences éclataient. C'est donc « pour parer à tout risque lié à un éventuel « syndrome ivoirien » que le ministère français des Affaires étrangères a indiqué hier lundi sur son site internet qu'il conseillait à ses quelque 5 000 ressortissants « dont la présence n'est pas indispensable de quitter provisoirement » le Mali, « compte tenu de l'instabilité de la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans le pays et notamment à Bamako ».

Cette décision du Quai d'Orsay déçoit logiquement les Maliens qui estiment à tort ou à raison que la France a un devoir historique d'assister sinon d'aider le Mali à sortir de l'ornière en ces temps des plus critiques. Mieux, elle reconforte les détracteurs de la France qui estiment qu'elle serait même les premiers « complices » des bandits armés qui sèment la terreur au nord du Mali.

Ben Dao

Mali: Aqmi profitera-t-elle du chaos pour avancer ses pions?



3 avril 2012 Rubrique: [Insécurité, Nord-Mali](#)

PARIS (AFP) - 21:52 – 02/04/12 - L'avancée éclair de la rébellion touareg au Mali, en position de contrôler le nord du pays, pose la question du bénéfice que les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) pourraient tirer dans cette zone de l'Afrique qui échappe désormais au contrôle des Etats.



Une patrouille de soldats maliens à Bamako, le 29 mars 2012 © AFP

Si les spécialistes ont vu dans les rebelles touareg les grands gagnants du récent putsch militaire au Mali, ils restent partagés sur la nature des liens entre le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), principal groupe rebelle touareg, d'autres petits mouvements locaux islamistes, et Aqmi.

« Pour l'instant, c'est la montée en puissance des touareg. Aqmi n'est qu'un acteur secondaire », relève Dominique Thomas, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), en rappelant la volonté des Touareg de faire de l'Azawad (Nord-Mali) un Etat indépendant.

Le MNLA, qui nie toute alliance avec Aqmi n'a, selon plusieurs spécialistes, « pas de lien avec les islamistes ». Selon plusieurs responsables, il voudrait même « bouter » Aqmi hors de la région.

Dans la réalité, la coupure entre Touareg — qui nomadisent sur plusieurs pays sahariens — et membres d'Aqmi n'est pas aussi évidente: tous deux ont profité de l'effondrement du régime

de Kadhafi en Libye et du départ d'ex-mercenaires pour recruter et acquérir davantage d'armes.

Groupe de jihadistes armés, qui a comme principal socle et dirigeants des Algériens complétés de Mauritaniens, Aqmi s'est développé au Sahel en ménageant les populations touareg.

« Il y a des liens mais ils ne sont pas forcément centraux ». « Pour s'implanter dans la région, bénéficier d'un sanctuaire, recruter, les jihadistes ont dû développer des liens, de protection, éventuellement tribaux, avec les différents milieux touareg, politisés ou non, armés ou non », estime Dominique Thomas.

Au sein d'Aqmi, une katiba (unité combattante islamiste) est dirigée par un touareg. Sa création est « le résultat d'une politique d'ancrage, d'enracinement », jugent certains experts.

Toutefois, pour Pierre Boilley, directeur du Centre d'études des mondes africains (Cemaf) et spécialiste des touareg, « les recrues touareg restent marginales: il s'agit essentiellement de jeunes chômeurs, dont la plupart ont très vite regagné le MNLA au lancement de la dernière rébellion le 17 janvier ». Depuis cette date, « plusieurs escarmouches entre MNLA et Aqmi » ont été signalées, selon lui.

La relation d'Aqmi avec le mouvement Ansar Dine (Défenseur de la foi) est plus complexe: ce petit groupe touareg (environ 2 à 300 combattants contre 2 à 3.000 pour le MNLA, selon une estimation récente) prône l'instauration de la charia (loi coranique) dans tout le Mali et pourrait trouver son intérêt dans une alliance –même brève– avec Aqmi.

Son chef, Iyad Ag Ghaly, a pris lundi le contrôle de la ville de Tombouctou (nord-ouest) et en a chassé les rebelles du MNLA. « Ils (les membres d'Ansar Dine) sont là pour l'islam, pas pour l'indépendance ou pour faire mal », a déclaré un témoin à l'AFP.

Iyad Ag Ghaly, qui fut le principal chef de la rébellion touareg des années 1990, « est devenu salafiste au contact de religieux pakistanais dans les années 80, bien avant l'installation d'Aqmi dans la région », souligne Pierre Boilley. « Il a sans doute été un personnage clé dans les négociations pour libérer les otages dans la région », donc en lien à la fois avec Aqmi et Bamako.

Pour le chercheur, les objectifs de ces groupes sont différents: « le MNLA veut l'indépendance du Nord, Ansar Dine veut imposer la loi islamique sur tout le territoire, Aqmi prône le jihad (guerre sainte) ».

Certains experts, comme Dominique Thomas, n'excluent pas des contacts ou convergences d'agenda sur le terrain dont « Aqmi pourrait profiter ».

Tout dépendra du rapport de force qui va s'installer sur le terrain, soulignent les chercheurs.

Plusieurs autres petits groupes armés opèrent dans la bande sahélienne, comme le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao, composé essentiellement de Mauritaniens et de quelques Touareg).

Ce mouvement, qui prône le jihad (guerre sainte) et a revendiqué l'enlèvement de trois Européens à Tindouf (ouest de l'Algérie), pourrait « avoir des contacts ou des liens distendus ou importants (avec Aqmi), selon les agendas et les circonstances locales », ajoute l'expert de l'EHESS.

Lundi à Dakar, le Français Alain Juppé, ministre des affaires étrangères de l'ancienne puissance coloniale, s'est inquiété de l'influence de ces groupes armés islamistes combattant au côté du MNLA.

« Il semble que cette fraction islamiste/jihadiste extrémiste soit en train de prendre le dessus parmi les différentes factions touareg », a-t-il affirmé, tout en excluant une participation de militaires français directe à une éventuelle intervention multinationale pour rétablir l'autorité de Bamako dans le Nord.

S'il faut marginaliser ou isoler Aqmi, cela ne peut se faire que par des contacts et des négociations avec les Touareg, à un niveau régional ou international, estime Dominique Thomas, qui comme d'autres experts, écarte le scénario d'une intervention militaire extérieure pour résoudre la crise.

AFP

Coup d'Etat du 22 mars : « Ça suffit » selon les « Sofas » de la République

Le Républicain

3 avril 2012 Rubrique: [Art & Culture](#), [Insécurité](#), [Nord-Mali](#)

Il est né. Le groupe s'appelle les « Sofas de la République ». Il a la particularité de regrouper un certain nombre de jeunes artistes et professionnels du secteur du show business au Mali. A la faveur de la crise multiforme qui secoue le Mali, il est sorti de sa réserve en animant une conférence de presse le 2 avril 2012, au carrefour des jeunes de Bamako.



« Les Sofas se donnent pour mission d'exhorter les partis politiques et la société civile à privilégier le dialogue et à préserver le Peuple des sanctions », c'est par cette phrase on ne peut plus clair, que Mohamed

Bathily dit Ras Bathily a introduit ses propos quant aux missions qu'ils ont assigné aux « Sofas de la République ». Selon lui, les « Sofas de la République » agiront pour faire cesser toutes manipulations des militaires, et surtout des populations.

« Les Sofas de la République tiennent à ce que les politiques, la CEDEAO et la communauté internationale tiennent compte de la situation qui prévalait et de la motivation des militaires dans les négociations qu'ils auront avec la junte », a-t-il déclaré. Mais auparavant, au nom des « Sofas de la République », Mohamed Bathily a indiqué que « le coup d'Etat fut-il légitime demeure un acte illégal ». Selon lui, au lieu de permettre le renforcement de l'unité nationale, de susciter le patriotisme en cette période cruciale, d'opérer le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat, le coup d'Etat perpétré le 22 mars est une cause de plus d'approfondissement de la fracture sociale, de deshumanisation, d'anéantissement des institutions.

Les Sofas de la République ont invité « le Front uni pour la démocratie, en dépit de leurs jugements sur le bilan de chaque parti politique membre, de chaque organisation sociale et de chaque homme, à saisir cette opportunité pour se racheter auprès de la population en ne sollicitant de sanctions sous régionale et internationale contre la population, d'intercéder aux près de la communauté de donner plus de chance au dialogue et de sursoir à mettre en application les sanctions prises contre le Mali ».

Le MP22 est sollicité d' « arrêter de faire croire au peuple qu'on n'a pas besoin de la CEDEAO et des autres institutions de la communauté internationale, qu'on peut se passer de la CEDEAO et de l'UEMOA, que l'armée malienne a les moyens de venir à bout des rebelles ». Au nom des « Sofas de la République », il a salué « le fait que le 30 mars 2012, le Capitaine Aya Sanogo a revendiqué leur liberté de penser et d'agir dans l'intérêt de la Nation en désavouant par là tous les vautours et démagogues qui rodent autour d'eux ». Il a aussi salué la volonté du CNRDRE de rétablir la constitution de 1992 et des institutions avant le coup d'Etat.

Assane Koné

Nouvelles du Sahel : La junte face à l'avancée des bandits armés : Des avions de combats et des hélicoptères attendus incessamment



3 avril 2012 Rubrique: [Nord-Mali](#)

L'arrivée de la junte du CNRDRE au pouvoir le 22 mars dernier, a encouragé les bandits armés et leurs mentors à accélérer leur projet de partition de notre territoire. Ainsi donc, les villes de Kidal, Gao et de Tombouctou sont tombées sans qu'ils ne rencontrent de réelles oppositions de la part de notre « Armée » méconnaissable. La cause de cet effondrement de l'appareil militaire est due à une mauvaise gestion des hommes et du matériel depuis deux décennies, si l'on en croit nos sources. C'est fort de ce constat que le CNRDRE vient d'avoir d'importants appuis tels le Burkina Faso, la Mauritanie, (la CEDEAO), l'Angola, des pays Européens, la Chine, la Russie qui sont prêts à envoyer du matériels surtout pour vaincre une bonne fois pour toujours, l'hydre Touareg.

Le CNRDRE à en croire nos sources, en acceptant dimanche dernier, de revenir sur la Constitution de 1992 et remettre les Institutions de la République sous ATT qu'il avait dissous, visait à éviter à notre pays de graves sanctions économiques de la part de la CEDEAO et de l'UE tout comme des USA, de la Russie et de la Chine. Aussi, faire face à l'avancée de la rébellion qui a le vent en poupe puisqu'ayant en face d'elle une Armée totalement défigurée.

Ce geste combien important et diplomatiquement intéressant de nos amis et partenaires, a permis au CNRDRE d'avoir des pays qui sont prêts à l'aider pour se battre sur deux fronts. D'abord la rébellion et ensuite, organiser des élections justes, transparentes après que le monde entier ait constaté le jeu trouble du régime défunt qui consistait à endormir le peuple malien pour se maintenir impunément au pouvoir.

D'emblée, face à la rébellion nos sources indiquent que le Burkina Faso s'apprête à envoyer du matériel militaire et des hommes. Idem pour la Mauritanie qui est prête à même fournir des avions de combats et des hommes au sol afin d'en finir avec les bandits armés qu'elle a toujours combattue et que le régime ATT a joué à la mauvaise volonté.

S'agissant de l'Angola, un soutien de taille qui a plus d'expérience en matière de rébellion, s'apprête aussi à envoyer beaucoup de matériels militaires dont des hélicoptères de combats ainsi que des avions. N'en parlons pas de la Turquie. Même position de la Russie de Poutine et de la Chine. Quant à l'Allemagne, nos sources précisent que son soutien ne nous surprend guère car, il est le premier pays à reconnaître l'indépendance du Mali le 22 septembre. Et dans les moments difficiles. Donc son appui sera la bienvenue. Les USA sont attendus. La CEDEAO qui voulait envoyer deux mille hommes, a été invité par le CNRDRE à envoyer du matériel car, le Mali a des hommes qui sont capables de les utiliser pour chasser les rebelles de notre territoire.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le CNRDRE qui a été bien compris par les partenaires et amis du Mali, est déterminé à en finir avec les bandits armés. « Cette rébellion est une occasion qui est donnée aux nouveaux maîtres du Mali, de refonder notre Armée nationale en piteuse état », reconnaît-on ça et là.

« C'est dire que les jours à venir seront déterminants pour la survie des rebelles. De toutes les façons en risquant d'avancer sur Mopti, ils l'apprendront à leurs dépens », nous confie un haut gradé qui a préféré garder l'anonymat sans donner le moindre détail sur leur stratégie en cours.

La guerre de libération vers les territoires occupés par les bandits armés, sera très bientôt engagée.

Bokari Dicko

Sortie de crise politico socio- sécuritaire au Mali : Le Haut Conseil Islamique veut diriger le Conseil consultatif de transition



3 avril 2012 Rubrique: [Armée, Nation](#)

Le dimanche 1^{er} avril 2012, le Haut Conseil Islamique du Mali a rencontré le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie et de la République. Au cours des échanges, le Haut Conseil

Islamique a proposé la mise en place de trois organes de transition. Il s'agit d'un Conseil national de transition, d'un Gouvernement de transition et d'un Conseil consultatif de transition.

Pour le Haut Conseil Islamique du Mali, ces trois organes contribueront à gérer cette période de crise. Concernant le Conseil national de transition, il sera composé de 30 membres répartis équitablement entre les militaires, les politiciens et la société civile. Ce Conseil de transition sera dirigé par la société civile.

Quant au Gouvernement de transition, il sera formé de 25 membres. Enfin, le dernier organe de transition, sera le Conseil consultatif de transition, que le Haut conseil islamique se propose de diriger.

Ces propositions du Haut Conseil Islamique n'enchantent pas beaucoup le Front Uni pour la Sauvegarde de la Démocratie et de la République. Celui-ci propose après le rétablissement de la Constitution et des Institutions de la République, la constatation de la vacance du pouvoir du président de la République par la Cour constitutionnelle, la désignation du président de l'Assemblée Nationale conformément à la Constitution pour exercer l'intérim du Chef de l'Etat. Il propose notamment la mise en place d'un Gouvernement intérimaire. Donc, au niveau du front, la transition n'est pas d'actualité, mais plutôt l'intérim conformément à la Constitution du 25 février 1992.

Ahmadou MAÏGA

EN DIRECT. Islamistes et rebelles progressent dans le nord du Mali

Les islamistes armés contrôlent Tombouctou et semblent prendre le dessus ce mardi dans le nord du Mali. Des éléments avancés des rebelles touaregs progressent vers le centre, notamment vers Mopti, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit ce mardi. Les dernières infos.

[**Actualiser le live**](#)



Les chefs d'état-major ouest-africains se réuniront jeudi à Abidjan. Préventivement, la Cédéao avait déjà mis en état d'alerte en fin de semaine dernière une force militaire de quelque 2000 hommes. Le président en exercice de la Cédéao, Alassane Ouattara, avait aussi affirmé que l'organisation mettrait "tous les moyens pour stopper la rébellion et (faire en sorte) que le Mali retrouve l'intégrité de son territoire. C'est un devoir pour la sous-région".

Il y a 52 minutes



Une délégation de la junte malienne a été envoyée au Nigeria pour s'entretenir avec les autorités d'Abuja, après avoir été soumise à un embargo de ses voisins ouest-africains. Lors d'un sommet lundi à Dakar, les chefs d'Etat de la Cédéao ont décidé de cet **"embargo total" qui suscite l'inquiétude** dans ce pays enclavé et essentiellement approvisionné à partir d'Etats voisins côtiers.

Il y a 1 heure



Les islamistes d'Ansar Dine distribuent des vivres à Tombouctou, qu'ils contrôlent avec des éléments d'Aqmi. Ces vivres sont des stocks réquisitionnés à un service public et à la Croix-Rouge, selon deux responsables de la direction régionale de la sécurité alimentaire de Tombouctou cités par l'AFP.

Il y a 1 heure



La France "ne s'engagera pas militairement" au Mali, a affirmé Alain Juppé, en visite à Dakar, au Sénégal. Venu assister lundi à la prestation de serment du nouveau président sénégalais Macky Sall et à un sommet ouest-africain sur le Mali, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que la France avait six otages détenus au Sahel par Aqmi qui "nous désigne explicitement comme une cible".



La rébellion touarègue, ses manifestations depuis les années 1950, sa diversité ethnique, ses revendications territoriales, son évolution, **ses liens avec les islamistes** et Aqmi, etc. Cette interview du journaliste Andy Morgan sur The Global Dispatches est à placer dans vos favoris pour comprendre **la crise malienne et sa complexité**. Elle date du 27 mars, certes, mais il évoquait déjà la progression des rebelles de ville en ville dans le nord et apporte encore un éclairage précieux sur ces différents groupes.

Il y a 3 heures



Qui sont les islamistes qui ont pris Tombouctou? Les hommes d'Ansar Dine ont d'abord aidé les rebelles du MNLA à prendre la ville, avant de les en expulser, selon l'AFP. Figure des rébellions touareg des années 1990, leur leader **Iyad Ag Ghaly** (photo) se bat aujourd'hui pour "l'application de la charia" au Mali par "la lutte armée", avec l'appui d'éléments d'Al-Qaïda au Maghreb (Aqmi). A ses côtés, on retrouve deux figures d'Aqmi, Mokhtar Belmokhtar et Yahya Abou Al-Hammam, selon l'AFP.



Iyad Ag Ghaly, ex-figure des rébellions touareg des années 1990, est le leader des islamistes armés du mouvement Ansar Dine (défenseurs de l'islam). - REUTERS/Yves Herman HRM/CP Il y a 3 heures



"Avant le coup d'Etat, quelles régions du Mali étaient entre les mains du MNLA? Aucune... Alors qui a foutu le bordel? ATT? Soyons sérieux... Que ce capitaine déguerpisse au plus vite." **Ce coup de gueule d'un internaute malien** cité dans [une revue de web de RFI](#). Il s'insurge contre le capitaine Sanogo, chef de la junte malienne qui a [renversé le président Amadou Toumani Touré](#)... au motif qu'il ne parvenait pas à contenir la rébellion dans le nord.

Il y a 5 heures



L'Unesco s'inquiète pour Tombouctou. "J'appelle les autorités maliennes et les factions belligérantes à respecter le patrimoine et les engagements du pays en tant que signataire de la convention de 1972 sur le patrimoine mondial", a déclaré la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, dans un communiqué. "Les merveilles architecturales en terre que sont les grandes mosquées de Djingareyber, Sankoré et Sidi Yahia doivent être préservées." (voir la photo) Elles témoignent de l'âge d'or de la ville inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité en 1988, et

qui fut une capitale intellectuelle et spirituelle et un centre de propagation de l'islam en Afrique au XVe et XVIe siècle.



Les mosquées de Tombouctou témoignent de l'âge d'or de la ville inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité en 1988. - Unesco Il y a 5 heures



Le ministre français de la Coopération Henri de Raincourt a indiqué ce mardi qu'il "y avait des mouvements autour de Mopti", une ville du centre du Mali située au sud de Tombouctou. Interrogé par RFI sur la possibilité de voir d'autres villes du centre du pays passer sous le contrôle de la rébellion touareg, le ministre a répondu: "Il y a eu des informations indiquant qu'il pouvait y avoir des mouvements d'approche des rebelles. (...) Aujourd'hui, compte tenu de ce que l'on sait de la situation militaire sur le terrain, je ne vois aucun secteur géographique sur lequel l'armée malienne serait susceptible de stopper l'avancée des rebelles."

Il y a 5 heures



L'un des chefs d'Aqmi, Mokhtar Belmokhtar, est cité par l'AFP comme étant apparu récemment aux côtés d'Iyad Ag Ghaly, chef d'Ansar Dine, qui aurait pris le contrôle de Tombouctou. Ce nom n'est pas inconnu... Il est l'un des deux "émirs" les plus célèbres d'Aqmi, avec Abou Zeir, cités dans les affaires d'enlèvements au Sahel. Il a longtemps été surnommé "Mister Malboro" en raison des multiples "accords explicites ou tacites qu'il a conclus avec des réseaux de trafics divers (armes, cigarettes, drogues, migrants illégaux)", confiait Jean-Pierre Filiu, spécialiste du terrorisme, à L'Express début 2011.

Il y a 5 heures



Les islamistes d'Ansar Dine (défenseur de l'Islam) et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ont repris Tombouctou aux Touaregs du MNLA qui avait conquis la ville tout récemment, selon l'AFP et l'agence d'information en ligne mauritanienne Al-Akhbar. Un scénario que remet en cause Hannah Armstrong sur Twitter: "Des Touaregs au Mali et au Niger ne croient pas les informations de l'AFP. Voeu pieux? L'AFP a tort?" Cette journaliste indépendante travaille notamment pour Bloomberg en Mauritanie, selon son profil LinkedIn.



Hannah Armstrong @HannahHaniya

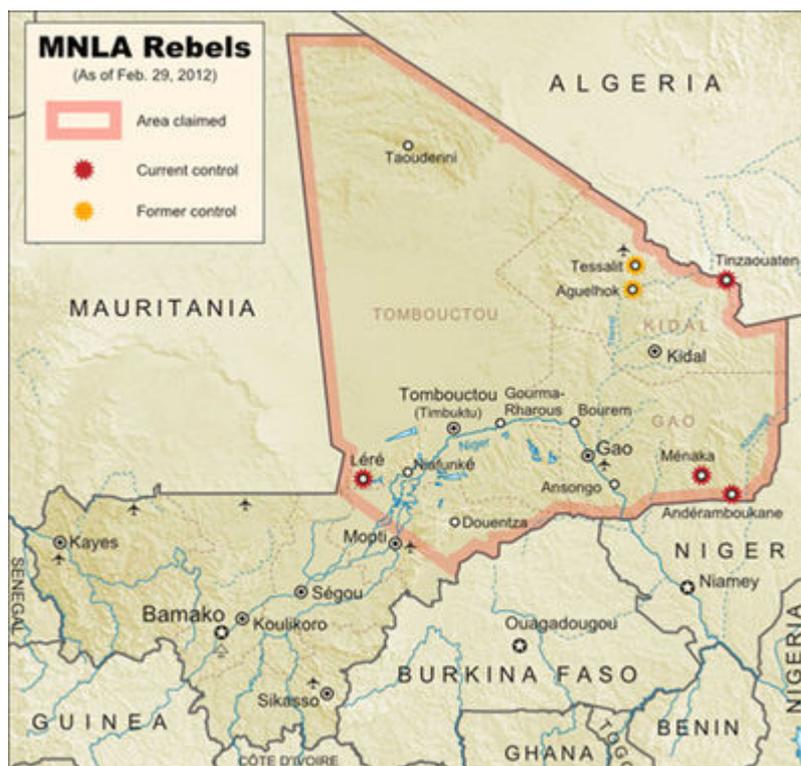
Tuaregs in Mali and Niger not believing that AFP story about Ansar Eddin taking Timbuktu, kicking out MNLA. Wishful thinking? Or AFP wrong?

3 Avr 12

il y a 6 heures



De quel territoire parle-t-on? Voyez cette carte du Mali, où l'on voit la zone sur lesquels les Touaregs du MNLA réclament le contrôle. Depuis la réalisation de ce document, ils ont progressé, pris Kidal et Gao, puis Tombouctou, d'où les islamistes d'Ansar Dine les ont chassés.



La zone dont les Touaregs réclament

le contrôle. - Wikimedia Commons Il y a 6 heures



Sur France 24, trois habitants racontent la prise de Tombouctou, leurs craintes et pour certains, leurs espoirs. "Il n'y a pas eu de véritables combats dimanche, relate Baba, un étudiant, pour la simple et bonne raison que les soldats de l'armée malienne avaient déjà commencé à quitter les camps

militaires avec toutes leurs affaires dès vendredi soir. Et ceux qui étaient encore sur place se sont habillés en civils pour ne pas avoir à combattre".

Il y a 6 heures



Sur le blog de [Jean-Philippe Rémy](#), journaliste au *Monde*, une analyse pour expliquer la déliquescence de l'armée malienne: "Depuis plusieurs années, des militaires brillants ont été mis à l'écart sous le régime d'ATT, parce qu'ils faisaient potentiellement de l'ombre aux responsables proches du président. Le népotisme, et le clientélisme se sont installés dans de nombreux rouages de l'armée. Promotions, nominations, et jusqu'au recrutement, ont été dévoyés par la corruption". Et Jean-Philippe Rémy de conclure, à propos de l'armée: "Il est devenu évident qu'elle ne sera plus en mesure de reprendre le contrôle du Nord, et risque même d'ouvrir le Sud aux rebelles. Raison pour laquelle les chefs d'état de la région veulent mettre sur pied une forme de force d'interposition, très vite".

Il y a 6 heures



A Bamako, des jeunes, artistes, hommes de médias et opérateurs culturels ont lancé un mouvement pour appeler les militaires putschistes à quitter le pouvoir. Ils prônent le dialogue entre les partisans et les détracteurs de la junte. Le porte-parole du mouvement, baptisé "Les Sofas de la République", en référence aux guerriers d'un des empires ayant marqué l'histoire du pays, est Mohamed Bathily dit "Ras Batch", un animateur de radio. On y trouve le groupe Tata Pound et le rappeur Yéli Madi Konaté dit Yeli Fuzzo, rappeurs célèbres dans le pays et à l'étranger.

Mali : l'ombre des islamistes

Par Europe1.fr avec Didier François et AFP



A Bamako, des files d'attente se forment devant les banques par crainte d'une pénurie de billets. © REUTERS

Leur progression dans le Nord, face à des putschistes impuissants, inquiète la communauté internationale

Près de deux semaines après le putsch du 22 mars, le Mali reste en proie à une grande incertitude. Le nord du pays a définitivement échappé au contrôle du pouvoir central de Bamako, et est désormais le théâtre d'une probable alliance entre les rebelles touaregs et les islamistes. Mais de son côté, la junte militaire installée au pouvoir subit de plein fouet la pression de la communauté régionale d'abord, internationale ensuite. Alors que le conseil de sécurité de l'ONU doit se pencher sur le cas malien mercredi, Europe1.fr fait le point sur la situation.

Qui contrôle le nord du pays ?

Une chose est sûre, ce n'est pas la junte militaire. Les putschistes avaient pourtant expliqué au moment de leur coup d'Etat qu'ils renversaient le président Amadou Toumani Touré en raison notamment de son inefficacité à combattre la rébellion dans le nord du pays. Or, les rebelles touaregs, appartenant notamment au Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), ont justement profité de la désorganisation de l'armée malienne régulière pendant

l'insurrection pour étendre leur influence dans le Nord, et s'emparer de villes importantes comme Tombouctou.

Ces rebelles touaregs, qui plaident pour un Etat touareg à part entière, doivent désormais composer avec d'autres rebelles, islamistes ceux-là. A Tombouctou, des drapeaux noirs fleurissent sur les bâtiments de la ville. Ce sont ceux du groupe islamique armé, Ansar Ed-Dine (Les gardiens de la foi), qui ont rejoint la principale ville du nord du Mali le 2 avril, après avoir pris Kigal et Gao. Pour l'heure, les deux groupes rebelles ne s'affrontent pas, au contraire. Il semble en effet que le MNLA ait cédé aux islamistes le camp militaire Cheick Sidi Elbakaye, qui est devenu leur QG dans le centre-ville.

Les membres d'Ansar Ed-Dine sont majoritairement issus de la tribu des Ifogha, une tribu extrêmement importante du nord de Tombouctou. Cette tribu est originaire d'une région à la fois désertique et montagneuse, l'Adrar des Ifogha, là où les terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ont implanté leur base arrière. Ce serait même dans les grottes de ce massif que seraient détenus les six otages français enlevés dans la région. C'est dire à quel point les liens sont réels entre l'Aqmi et Ansar Ed-Dine.

Bamako est-elle menacée par les islamistes ?

"Nous n'avons pas de précision très nette sur les intentions des rebelles d'attaquer la capitale", a affirmé Henri de Raincourt mardi soir sur Europe 1. Mais le ministre de la Coopération n'y croit pas. "Déjà, la capitale est située à 800 kilomètres des villes où ils sont installés. C'est dans le désert, c'est une grande métropole très urbanisée, avec une population très nombreuse. Ce serait une aventure périlleuse qui pourrait avoir des répercussions. A mon avis, il faut réfléchir à deux fois", a-t-il estimé.

Le ministre de la Coopération, interrogé mardi par RFI, a toutefois évoqué des "mouvements" rebelles "autour de Mopti", une ville à mi-chemin entre Bamako et Tombouctou et qui marque la limite avec le nord du pays..

Où en est la junte militaire ?

Elle semble aujourd'hui totalement dépassée. Les putschistes sont soumis depuis lundi à un embargo diplomatique, économique et financier imposé par la Communauté économiques des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Mardi, c'est l'Union africaine (UA) qui a adopté à son tour des sanctions contre les membres de la junte, en coopération avec la Cédéao.

Le département d'Etat américain a de son côté prononcé mardi des restrictions de voyages vers les Etats-Unis à l'encontre des membres de la junte militaire au Mali. Les Etats-Unis ont réitéré leur appel au chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo, et à ses partisans, à "rétablir sans attendre un gouvernement civil", a déclaré le département d'Etat dans un communiqué.

Pour tenter de ramener le calme, la junte elle a annoncé la tenue à partir de jeudi d'une "convention nationale" sur l'avenir du Mali à laquelle elle a convié tous les partis politiques et la société civile. Elle a également envisagé des poursuites contre le président renversé Amadou Toumani Touré pour "haute trahison et malversation financière". Enfin, une délégation des putschistes était mardi au Nigeria pour "expliquer la situation" et, selon une source du ministère nigérian des Affaires étrangères, l'objectif des discussions serait de proposer aux putschistes "une sortie honorable" en échange d'une forme d'amnistie.

Quelle est la position de la France ?

C'est à l'initiative de la France que la situation du Mali sera examinée mercredi au Conseil de sécurité des Nations unies. La France veut mobiliser contre le "péril islamiste" au Sahel et contre Aqmi, à la fois au niveau régional et au Conseil de sécurité, a affirmé Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, qui craint une alliance entre Touaregs et islamistes. "Certains rebelles pourraient se contenter du contrôle sur les territoires du Nord. D'autres, avec Aqmi, pourraient envisager de s'emparer de l'ensemble du territoire malien pour en faire une république islamiste", a prévenu l'ex-Premier ministre.

Quel est le bilan humain des combats ?

Aucun chiffre ne circule actuellement sur le nombre de victimes qu'auraient fait les combats. Mais selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 200.000 personnes ont déjà été contraintes de se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières du Mali. Un chiffre de 200.000 qui "risque (encore) d'augmenter", d'après une porte-parole du PAM. Et à Bamako, les premiers effets de l'embargo sont apparus, avec la formation de files d'attente devant des stations essence et les banques par crainte de pénurie.

QUI EST DERRIÈRE LA CRÉATION DE L'ÉTAT DE L'AZAWAD?

Sahel: Danger imminent

Par Kamel LAKHDAR-CHAOUICHE - Mercredi 04 Avril 2012 - Lu 2815 fois



La carte géostratégique du Sahel sera chamboulée

Il s'agit de savoir quel comportement adoptera ce nouveau voisin de l'Algérie par rapport aux questions sensibles qui marquent cette région.

L'Algérie suit avec un intérêt particulier ce qui se passe à sa frontière avec le Mali. L'annonce, par les rebelles touareg, de la création d'un Etat Azawad en rajoute une couche à une situation déjà très confuse dans cette région longtemps placée sur un véritable volcan sécuritaire. Les

conséquences sont nombreuses. La carte géostratégique du Sahel sera chamboulée et le principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme sera sacrifié. Qui est derrière la création de cet Etat? Mais ce n'est pas la seule interrogation puisqu'il s'agit de savoir également quel sera le comportement de ce nouveau voisin par rapport à l'ingérence étrangère, au terrorisme et à Al Qaïda aux frontières? Depuis le coup d'Etat du 22 mars, la situation est très confuse au Mali où plusieurs forces armées rivales sont en présence. Ce sont, entre autres, la junte, qui a pris le pouvoir à Bamako, la rébellion touarègue, qui poursuit son offensive dans le nord du pays, les groupes islamistes affiliés à l'organisation terroriste Al Qaïda au Maghreb islamiste (Aqmi), et l'armée régulière, fidèle au président sortant Amadou Toumani Touré, qui est en repli. Mais aussi et surtout, des forces opérant dans l'ombre, liées aux services spéciaux occidentaux. Des spécialistes des questions sécuritaires s'accordent à dire que ce qui se passe, aujourd'hui, était prévisible. Ainsi, des spécialistes des questions géostratégiques s'interrogent: comment se fait-il que le Mali, présenté jusqu'ici comme un exemple de démocratie, qui s'apprêtait à célébrer, le 26 mars dernier, le 21^e anniversaire de la révolution soit, confronté à un putsch? Un coup d'Etat aussitôt réprouvé, quasi unanimement, par les opinions africaines. Un putsch d'autant plus incompréhensible que ses auteurs semblaient l'avoir commis avant même d'en concevoir les termes de sa justification...En effet, comment expliquer un coup de force à 5 semaines d'une élection présidentielle? Comment comprendre la logique de cette action dirigée contre un chef d'Etat en fin de mandat et qui n'était pas candidat à cette future présidentielle, prévue pour fin avril? C'est dire à l'évidence que le Mali, occupant le coeur du Sahel, abrite une sorte de guerre froide depuis plusieurs années. Il est devenu le centre de guerre d'intérêts géostratégiques, animés et maintenus par les garants de la «sécurité», qui sont responsables et à l'origine du climat d'insécurité qui y règne. La confuse situation au Mali répond donc à une logique machiavélique, qui menace tout le Sahel: «Il faut qu'il y ait de l'insécurité volontaire pour que l'on cède le passage aux grands de l'insécurité.» Après le Mali, le deuxième plus vaste pays d'Afrique de l'Ouest, le Niger, se trouve menacé de désintégration. L'on peut s'étonner du silence assourdissant qui y sévit. Ainsi, avec la chute de Tombouctou, Gao et Kidal les trois capitales administratives du nord du pays, les rebelles du Mnlr contrôlent environ la moitié du territoire, au terme d'une avancée foudroyante de trois jours. Pourtant, c'était justement pour éviter ce scénario que la junte avait renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré, l'accusant d'avoir été incapable d'endiguer l'offensive touarègue depuis janvier. Autrement dit, pourquoi la junte militaire n'a pas lancé, comme sa principale priorité, une offensive décisive contre cette rébellion qui menace l'unité territoriale du pays, on en faisant son cheval de bataille pour la destitution d'ATT? Alors que, d'un point de vue formel, le coup de force du 22 mars devient évanescant, le Mali se trouve divisé, entre le Nord où flotte aujourd'hui le drapeau du Mnlr, et un «pouvoir central» à Bamako devenu ectoplasmique ou, à tout le moins, saugrenu...

L'ombre de la France plane sur le Mali

Mais, dans ce dossier malien, l'affaire n'est pas aussi simple... Pour les dirigeants membres de la Cedeao, le désamorçage de ce putsch apparaît, ce 1^{er} avril, comme un intermède vacancier, face à un autre péril, bien plus inquiétant, et qui se déploie, comme un éclair depuis le putsch du 22 mars: la rébellion touarègue du Mnlr. Le 30 mars, une semaine après son putsch, le chef de la junte, en désespoir de cause, avait lancé un appel à l'aide étrangère pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire malien. A ce sujet, le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, installé il y a quelque mois à son poste

grâce au soutien militaire de la France, a annoncé lundi à partir du Dakar que «la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a décidé de la mise en place immédiate de sa force militaire d'attente». S'ensuit la déclaration du ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, sur Radio France Internationale (RFI), qui met en évidence la position française quant à la situation prévalant au Mali. «Nous souhaitons que les rebelles du Mnl, qui ont lancé le mouvement, ne soient pas débordés par les uns et par les autres. Que ce soit eux avec lesquels on puisse engager les contacts nécessaires pour mettre sur pied un cessez-le-feu de toute urgence, et engager les négociations et discussions entre les uns et les autres», a-t-il indiqué. Pour ce qui est de la collusion des groupes terroristes, il est à signaler a priori et les Touareg eux-mêmes s'acharnent à le dire et redire: «Il n'y a pas de lien entre Aqmi et les rebelles touareg.»

A ce propos, Pierre Boilley, chercheur au Centre d'études des mondes africains (Cemaf) a expliqué: «Il n'y a pas de lien non plus a priori entre les populations touarègues, les Maures etc. et Aqmi est vraiment un corps étranger, enkysté dans la région depuis 2007.» Ce fin connaisseur du Sahel a également indiqué qu'il existe certes, des «mariages» entre Targuis et Maures, mais malgré tout, en général on estime que les Touareg et les Maures ne sont pas des terroristes, relevant que l'Islam qui est pratiqué dans ces régions n'est pas salafiste et qu'a priori, il ne faut pas faire d'amalgame.

Et le chercheur de s'interroger: «Pourquoi l'armée malienne s'est déployée largement contre quelques centaines de Targuis, qui effectivement attaquent des villes, mais elle ne s'est absolument pas déployée contre Aqmi?» Dans le même contexte, le porte-parole du Mnl, Hama Ag Sid'Ahmed, dans une récente interview accordée au journal La Tribune de Genève, est catégorique, les Touareg veulent chasser de leur territoire l'armée et Al Qaïda, qu'ils accusent de collusion. «Les Touareg restent le seul rempart possible à l'expansion d'Aqmi.

Ils ont, bel et bien, avant la rébellion, dénoncé et alerté l'opinion régionale et internationale sur les relations directes et douteuses existant entre officiels et des chefs terroristes», a-t-il expliqué, soutenant que les négociations conduites dans l'ombre pour la libérations des otages occidentaux détenus par les terroristes au Sahel, en l'occurrence au nord du Mali, en sont une preuve, qu'aucune personne ne peut contester. Il reste que maintes interrogations subsistent quant au pourquoi d'un putsch qui, loin de clarifier la donne malienne, n'aura fait que compliquer la situation et induit la confusion ouvrant la porte à toutes les interprétations.

Le nord du mali isolé : Tombouctou aux mains d'Aqmi



zoom | © D. R.

Imprimer  PDF Envoyer à un ami Flux RSS Partager

Les islamistes du mouvement armé Ançar Eddine, dirigé par Iyad Ag Ghaly, ex-figure des rébellions touareg des années 1990, viennent de planter leur étendard sur la terre historique et touristique de Tombouctou. Selon des sources locales citées par l'AFP, l'«émirat» islamique a déjà commencé à régenter la vie dans cette ville classée au patrimoine mondial de l'Unesco.

Après avoir pris tout le nord-est du Mali et depuis samedi le contrôle de la ville de Gao (nord-est) qui abritait l'état-major régional de l'armée (Kidal), les groupes islamistes liés à la nébuleuses Al Qaïda et au mouvement Azawad (MNLA) ont mis la main sur Tombouctou, située à 800 km au nord-est de Bamako. Et, sitôt conquise, cette ville historique a été soumise.

Les animateurs du mouvement Ançar Eddine qui contrôlent Tombouctou distribuaient hier des vivres pris à un service public et à la Croix-Rouge, selon des responsables locaux. «Les islamistes de Ançar Eddine organisent des distributions de vivres avec l'appui de certains membres de l'association des jeunes musulmans de Tombouctou», a dit à l'AFP Driss Haïdara, employé à la direction du Trésor de Tombouctou, un service qui relève du ministère de l'Economie et des Finances.

Deux responsables de la direction régionale de la sécurité alimentaire de Tombouctou (qui dépend du ministère de l'Agriculture) et de la Croix-Rouge locale ont affirmé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que les vivres distribués aux habitants étaient des stocks de leurs services réquisitionnés par les islamistes. Et pour faire accepter son «émirat» aux populations, le leader d' Ançar Eddine, Iyad Ag

Ghaly, a rencontré lundi soir les imams de Tombouctou, une ville de d'environ 30 000 habitants où il compte instaurer la loi islamique, selon un fonctionnaire de l'agglomération.

Moubayaâ des imams de la ville

Grand centre intellectuel de l'islam et ancienne cité marchande prospère des caravanes surnommée «la perle du désert», Tombouctou est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. La directrice générale de cette organisation onusienne, Mme Irina Bokova, a d'ailleurs exprimé hier sa «vive préoccupation» face aux risques que font peser les combats autour du site de Tombouctou, au nord du Mali, classé au patrimoine mondial, et rappelé l'obligation internationalement reconnue des pays à sauvegarder leur patrimoine en temps de guerre. «J'appelle les autorités maliennes et les factions belligérantes à respecter le patrimoine et les engagements du pays en tant que signataire de la convention de 1972 sur le patrimoine mondial», a-t-elle déclaré dans un communiqué rendu public hier.

Les craintes que soulèvent la situation au Mali a provoqué aussi la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui a examiné, hier, la crise née du coup d'Etat mené le 22 mars dernier par des militaires mutins. La réunion a été convoquée à la demande de la France. Les 15 pays membres devraient adopter une déclaration commune sur cette question, selon un diplomate américain, dont le pays assure en avril la présidence tournante du Conseil.

Peur sur Tombouctou

Cette réunion intervient au lendemain du sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) tenu à Dakar et à l'issue duquel les participants ont décidé d'imposer des sanctions aux militaires qui ont pris le pouvoir au Mali. La Cédéao a ainsi décidé de «la mise en place immédiate» de sa force militaire «d'attente» dans ce pays, théâtre d'une rébellion touareg dans le nord. «Nous avons décidé de la mise en place immédiate de la force d'attente de la Cédéao, en demandant au comité des chefs d'état-major de se réunir dès cette semaine à Abidjan pour voir les modalités d'activation de cette force», a déclaré le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, président en exercice de l'organisation.

La junte malienne, qui multiplie les contacts en Afrique, a réagi aux décisions du sommet, indiquant avoir «pris acte» des sanctions imposées par l'organisation régionale et rester à la disposition de la médiation burkinabé.

Son chef, le capitaine Amadou Sanogo, a souligné que le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE) créé après le renversement du président Amadou Toumani Touré, considère que «la priorité de toutes ses actions reste l'intérêt supérieur de la nation malienne et l'urgence du recouvrement de l'intégrité territoriale du pays face à la crise dans la partie Nord». Amadou Sanogo a réitéré l'engagement du Comité «à aller rapidement et dans les heures à

venir à la mise en place d'une convention nationale avec l'ensemble des forces vives du pays afin d'amorcer la mise en place des structures d'une transition convenable à toutes les parties». Mais les Maliens, pris entre deux feux, craignent que leur pays ne bascule définitivement dans le chaos.

Les trois chefs d'Al Qaïda à Tombouctou

Trois des principaux chefs d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) – Abou Zeïd, Mokhtar Belmokhtar et Yahya Abou Al Hammam – sont présents à Tombouctou (nord du Mali) aux côtés du leader touareg islamiste Iyad Ag Ghaly qui contrôle la ville, a appris mardi l'AFP de sources concordantes. Ces trois hommes, de nationalité algérienne, sont à Tombouctou où «ils ont participé à une rencontre entre Iyad Ag Ghaly et les imams de la ville», a déclaré une source sécuritaire, ce qu'a confirmé le proche d'un des imams ayant assisté à la rencontre.

«Oui, tous les trois sont là. Abou Zeïd a affirmé qu'il est heureux d'être sur la terre musulmane du Mali», a affirmé ce dernier. Ils ont fait de l'ancien camp de l'armée malienne de Tombouctou leur «base», selon la source sécuritaire. La plupart des treize otages occidentaux détenus au Sahel, dont six Français, ont été enlevés par ces trois hommes.

Selon des témoins, Iyad Ag Ghaly, chef du mouvement Ançar Eddine maîtrise totalement la ville de Tombouctou, appuyé par la branche maghrébine d'Al Qaïda, mais il lui reste à convaincre davantage les chefs religieux pour asseoir définitivement leur autorité : d'où la rencontre avec les imams. Selon le responsable d'une société privée de Tombouctou, deux jeunes, arrêtés dans la ville pour vol, devraient «subir ce soir la dure loi de la charia», la loi islamique qu'Ançar Eddine veut imposer par «la lutte armée» dans tout le Mali. «D'après ce que j'ai compris, les islamistes veulent conquérir d'autres villes maliennes», a affirmé ce responsable.

Les hommes d'Ançar Eddine et d'AQMI ont chassé de Tombouctou les rebelles touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) qui avaient pris le contrôle dimanche sans rencontrer de résistance.

Que peut faire la CÉDÉAO contre le MNLA et les islamistes ? Le Mali sur la voie de la partition



Par : Djamel Bouatta

Situation de chaos avec d'un côté des indépendantistes et de l'autre des islamistes qui veulent instaurer la charia... Que peut faire la Cédéao ? Et ces rebelles vont-ils souscrire à un cessez-le-feu ?

Isolée sur la scène régionale, la junte qui a fait chuter le président ATT et face au danger de la

partition du Mali, a annoncé dimanche le retour à la Constitution et à un pouvoir civil. Le dos au mur, le capitaine putschiste ne pouvait qu'obtempérer à l'ultimatum lancé jeudi par le premier sommet de la Cédéao, d'autant que sur le front nord, la junte a fait face ce week-end à une avancée éclair des rebelles.

À chaque jour une défaite depuis le coup d'État. Une situation inédite : l'armée malienne a abandonné tour à tour Kidal, la ville garnison de Gao et Tombouctou ! Première urgence pour la Cédéao: épargner à la capitale le chaos. En effet, il est à craindre que les militaires défaits viennent semer des troubles à Bamako déjà assis sur une poudrière. Les scènes de pillage à Gao et Tombouctou dans les bâtiments publics n'ont pas de quoi calmer les esprits. Contrairement à la ville de Kidal, peu vandalisée, les villes de Gao et de Tombouctou ont été elles entièrement dévastées. L'assaut contre Gao et Tombouctou a été mené principalement par des groupes islamistes. Selon des témoins, dans ces deux villes, les assaillants scandaient "Dieu est grand, Dieu est grand !" Appareils de transmission, armement, tout cet arsenal venu notamment de Libye, a fait la différence avec l'armée malienne.

Si la prise de Kidal est dans le tableau de chasse de la rébellion touareg du MNLA, la chute de Gao samedi et Tombouctou ce dimanche, est l'œuvre du mouvement islamiste Ansar Dine, qui revendique l'établissement d'un khalifa aux frontières de l'Algérie, au cœur du Sahara sahélien. Par ailleurs, même le mouvement des rebelles touareg indépendantiste du MNLA et ses milices locales arabes, semblent être profondément infiltré par les islamistes. À Kidal, présentée comme la capitale d'un futur État des Azawad au Nord du Mali, c'est un certain Iadarali qui règne en maître des lieux. Cet ex-rebelle touareg, devenu chef d'un mouvement islamiste armé du nom de Ansar Dine, ne cache pas ses objectifs. Dans des vidéos de propagande, on le voit passer les troupes en revue et ensuite diriger la prière. Un de ses lieutenants du nom de cheikh Aouicha explique devant la caméra que leur objectif est l'application de la charia. Jusqu'à la prise de Kidal, Gao, Tombouctou, Ansar Dine se définissait comme un groupe malien, et ne parlait pas d'indépendance, comme les rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui ont participé à la prise de Kidal. Cependant, cette question de khalifa semble ne pas être tout à fait tranchée. Dans la localité de Gao, selon Mohammed Asaleh, maire d'une localité de la région qui a rallié les rangs du MNLA, deux groupes armés se sont partagé les deux camps militaires de Gao. D'un côté, des rebelles qui veulent créer une république sont dans le camp situé à la périphérie de la ville, et des groupes islamistes, qui veulent l'application de la charia, dans le second camp militaire situé au cœur de la même localité. Dans la ville touristique de Tombouctou, les rebelles indépendantistes cohabitent également avec un groupe islamiste et deux milices locales. Comment faire face à ces situations ? Le sommet de la Cédéao devra y répondre rapidement, avant que le partage ne soit consommé. Le chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo, a envoyé des émissaires dans le Nord pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu, sans résultats apparemment. C'est pourquoi, il a fait un pas en avant en s'engageant à rétablir la Constitution et les institutions de la République. Mais pour autant, le chef de la junte n'entend pas quitter les commandes de l'Etat dans l'immédiat. Sa photo officielle déjà accrochée dans son bureau du camp de Kati, dans une banlieue de Bamako, le leader du putsch a précisé ses intentions : le comité qu'il dirige va nommer, après consultation de tous ceux qui comptent dans le pays, un gouvernement de technocrates chargé de régler la crise au Nord puis d'organiser des élections, un gouvernement de transition. Une solution inacceptable tant pour la médiation burkinabé que pour une bonne partie de la classe politique malienne. Pour l'heure, la plupart des partis annoncent qu'ils ne transigeront pas avec le respect de la Constitution, à savoir qu'en cas de vacance du pouvoir, l'intérim est assuré par le président de l'Assemblée nationale. Le médiateur burkinabé, le président Compaoré, travaille, lui, à obtenir en douceur le départ du chef de la junte. Néanmoins, aujourd'hui, si une personnalité consensuelle venait à être trouvée, personne ne devra faire la fine bouche. Outre l'arrêt de l'offensive islamo-MNLA dans le Nord, les chefs d'État de la Cédéao ne cachent pas qu'il faille aussi éviter que le capitaine Sanogo donne des idées à d'autres sous-officiers de la région, où les pays sont tout aussi fragiles que le Mali. Pour encourager le chef de la junte malienne après son engagement de rétablir la Constitution et les institutions républicaines, les chefs d'État devraient prendre la décision de suspendre les menaces de sanctions, dans l'attente que les putschistes cèdent le pouvoir dans les prochains jours. D'où le partage par la Cédéao de l'objectif des mutins de Bamako d'obtenir un cessez-le-feu au Nord.

بلمختار وأبو الهمام وأبو زيد يرفعون الرايات السوداء في تمبكتو ثلاثة أمراء من "القاعدة" يسيطرون على مدن شمال مالي

04-04-2012 الجزائر : عاطف قدارة



يسيطر ثلاثة أمراء من تنظيم "القاعدة" في الساحل الصحراوي على مدينة تمبكتو، في شمال مالي. وأفادت تقارير فرنسية أن مختار بلمختار، المكنى "أبو العباس" أحد زعماء تنظيم "القاعدة" عاد إلى المدينة حاملا شحنات سلاح، بالتوازي مع تواجد كل من أمير "سرية الفرقان" الإرهابي يحيى أبو الهمام وأمير "طارق بن زياد" عبد الحميد أبو زيد، بالمدينة التي سيطروا عليها ورفعوا فيها الأعلام السوداء.

ذكرت وكالة الأنباء الفرنسية أن مختار بلمختار المكنى "خالد أبو العباس" و"بلعور"، عاد من ليبيا التي قصدها قبل ثلاثة أسابيع لشراء الأسلحة، ويقود بلمختار كتيبة "الملثمون"، إحدى أهم الكتل الأربعة للتنظيم الإرهابي النشط جنوب الصحراء. وذكر مصدر أمني مالي أن "مختار بلمختار، عاد من ليبيا وهو الآن في شمال مالي"، وتحدثت المصادر أن "أبو العباس" موجود في تمبكتو التي سبقه إليها مقاتلو "سرية الفرقان"، وكذا كتيبة "طارق بن زياد" التي يقودها أبو زيد، وعمر ولد حامه، صهر "بلعور" وأحد عناصر القاعدة المنحدرين من مدينة تمبكتو. ونقل شهود محلون أن الأعلام السوداء رفعت فوق قاعدة عسكرية، فيما هربت الميليشيات العربية التي كانت تسيطر على المدينة، ولم تشارك في الهجوم كتيبة واحدة من "إمارة الصحراء" هي "الأنصار" التي يقودها التارفي أبو عبد الكريم. وتحدثت مصادر من تمبكتو أن قادة "القاعدة" عقدوا سلسلة اجتماعات مع بعض وجهاء المدينة وأئمة المساجد، أكدوا فيها أنهم "جاؤوا لإصلاح شأن الناس وتطبيق الشريعة الإسلامية"، وأن عناصر التنظيم توزعوا في مساجد المدينة واجتمعوا مع السكان بها، وألقوا خطبا قدموا خلالها شروحا عن "برنامج وطبيعة المهمة التي جاؤوا من أجلها". وتقاتل الحركة الوطنية لتحرير أزواد المؤلفة من متمردي التوارف والتي تسعى إلى الحصول على الاستقلال، إلى جانب مجموعة "أنصار الدين" الإسلامية التي تريد تطبيق الشريعة الإسلامية في البلاد. وتحكم "أنصار الدين" سيطرتها على عدد من مدن الإقليم بينها كيدال، وقد أسست فيها الحركة مجلسا انتقاليا لتسيير شؤونها بقيادة نائب رئيس الحركة "الشيخ أوسا". كما تسيطر حركة التوحيد والجهاد في غرب إفريقيا، على أجزاء كبيرة من مدينة غاو وذلك بمعية عناصر من تنظيم "القاعدة"، مستغلة انتماء معظم عناصرها إلى المدينة. وقالت مصادر، وفقا لصحف موريتانية، إن مقاتلي حركة التوحيد والجهاد يتحركون في المدينة بحرية، ويتقاسمون السيطرة عليها مع قوات الحركة الوطنية لتحرير أزواد. وتتفاعل التطورات الحاصلة في مالي، داخل المجموعة الدولية التي تراقب الانقلاب العسكري من جهة، وزحف "القاعدة" من جهة أخرى. وقالت الولايات المتحدة الأمريكية، أمس، إنها "قلقة جدا من التهديد الإرهابي في شمال مالي"، وذكرت فيكتوريا نولاند، الناطقة باسم الخارجية الأمريكية، أن بلدها "يدعو فوراً كل المجموعات المتمردة المسلحة في شمال مالي لوقف العمليات العسكرية"، كما أعلن الاتحاد الإفريقي عن عقوبات صارمة ضد قادة الانقلاب العسكري الذي أطاح بالرئيس توماني توري، فيما أعلنت فرنسا أن مشروعها في مجلس الأمن لإصدار قرار بخصوص مالي يلاقي ترحيبا واسعا.

لكن قادة الانقلاب في مالي أعلنوا، أمس، الدعوة لـ"وفاق وطني" يوم غد الخميس، لـ"بحث مستقبل البلاد ودراسة متابعات قضائية ضد الرئيس المخلوع أمادو تومانو توري"، ونقل عن الضابط أمادو سناغو، قائد الانقلاب، أن "الدعوة موجّهة لجميع فاعلي الساحة السياسية المالية".

الجزائر تنفي أي إصابات في صفوف الجالية المالي
أكد الناطق الرسمي باسم وزارة الشؤون الخارجية، عمار بلاني، أن مصالح سفارة الجزائر بباماكو وقنصليتها بغاو لم تسجل إلى حد الساعة أي شكوى أو تظلم من طرف أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة بمالي. وأوضح بلاني في تصريح أمس، أن "الوزارة التي تتابع عن كثب تطور الأوضاع في مالي هي في اتصال دائم مع سفارتنا بباماكو وقنصليتنا بغاو للإطلاع على ظروف إقامة أعضاء جاليتنا في هذا البلد الشقيق". وأضاف قائلا: "إن تمثيليتنا الدبلوماسية والقنصلية تبقيان

في الإصغاء لأعضاء جاليتنا المقدر عددها بـ002 شخص، بغية تقديم عند الحاجة المساعدة الضرورية لضمان أمنهم ورفاهيتهم".
الجزائر:

اختفاء 4 جزائريين في مالي
تلقت السلطات المالية في باماكو بلاغا عن اختفاء 4 جزائريين في ظروف غامضة، على مستوى الطريق الرابط بين بلدة
كابرا وتمبكتو في مالي.
وكشف أحد الجزائريين المقيمين في مدينة تمبكتو، في اتصال هاتفي مع "الخبر"، أن الشقيقين منصور وعبد الرحمن
خرصن كانا قد غادرا، يوم الأحد الماضي، حي سركينا بمدينة تمبكتو على متن سيارة دفع رباعي، بإتجاه بلدة كابرا
الواقعة جنوب مطار تمبكتو ومعهما جزائري يقيم في كيدال يدعى بوبكر وشخص آخر يدعى يوسف. وبعد المغادرة بثلاث
ساعات تقريبا انقطعت أخبار الجزائريين الأربعة وانقطع إرسال هواتفهم النقالة. يذكر بأن عددا من الجزائريين تعرضوا
للاعتداء والسرقة بالإكراه في كيدال وعاو، حسب شهود عيان من شمال مالي.
محمد بن أحمد

Qaeda using Mali crisis to expand, France warns

Ads by Google

Panama Beach Condo Great for entertaining & amenities. Starting at \$75k - only 16 units
www.mirandasuites.com

John Irish and Bate Felix Reuters

PARIS/BAMAKO (Reuters) - France warned on Wednesday the seizure of northern Mali by a Tuareg-led rebellion was playing into the hands of local al Qaeda units, urging neighbors including Algeria to do more to tackle the threat.

For long one of the most stable democracies in West Africa, Mali has plunged into turmoil since a widely condemned March 22 coup that emboldened Tuareg rebels in their quest for a northern homeland.

Timbuktu: from city of myth to rebel stronghold



A Malian junta soldier holds a gun as he stands guard in the headquarters in Kati, outside Bamako

Ads by Google

- Looking for Color Story? Find Color Story on Facebook. Sign Up Free Now! www.Facebook.com

They have been joined by Islamists bent on imposing Islamic sharia law across the whole of the moderate Muslim state, the latest security worry for a region battling organized crime and home-grown militant groups such as Nigeria's Boko Haram.

"We fear that in this confused situation al Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) will take advantage of the situation to expand its perimeter of activity and strengthen the terrorist threat," French Foreign Ministry spokesman Bernard Valero said.

AQIM is a mostly autonomous wing which sprung from the Algerian Salafist movement in 2007. The group, believed to number a few hundred members, has taken advantage of weak governance and poverty to mount sporadic attacks on local armies and kidnap Westerners, earning millions of dollars in ransoms.

The rebellion is likely to complicate efforts to secure the release of six French hostages held by the group.

While the stated aim of the coup leaders was to give the army more clout to tackle the two-month-old revolt, their power grab triggered a rebel sweep through a northern zone the size of France - in many cases hard on the heels of fleeing army forces.

The Tuareg-led rebel group MNLA says it now controls the three main towns in the desert zone - Kidal, Gao and the ancient trading post of Timbuktu - and has stressed it has no intention of pushing further north.

But there is growing disquiet about the role of the local Ansar Dine Islamist group, which, rather than seeking to carve out a northern homeland, wants to impose Islamic law across all of Mali.

"Our fear is based on AQIM's endemic presence in the region and the links we know between AQIM and Ansar Dine," Valero said.

Paris expects the U.N. Security Council to issue a statement on Mali later on Wednesday to show its support of the 15-state West African bloc ECOWAS's efforts to find a solution to the crisis.

Valero said it was vital Mali's neighbors worked together to prevent the rise of radical Islamists in the region.

"We've been saying for months that regional countries must cooperate with a stronger response to fight AQIM," he said.

"We want everybody to be part of it be it Mauritania, Niger, Burkina Faso ... and we want naturally that Algeria plays all its role in this situation and in face of the terrorist threat."

France, the former colonial ruler, is Mali's fourth-largest donor of aid - a vital source of income in one of the world's poorest countries - and it also trains and equips government forces. Since the rebellion, it has suspended its cooperation, but has maintained aid to the population and advised its 5,000 citizens living in the West African state to leave.

The United States said on Tuesday Mali's territorial integrity was at stake and called again on the junta to step down. In a security update, it said it was now authorizing the departure of non-emergency U.S. Embassy personnel and families. A junior officer in the central Malian town of Mopti - outside the northern territory which the rebels have claimed as their homeland - feared the rebels could mount an offensive on the town, 400 km (250 miles) northeast of the capital Bamako. "We've had indications that the town has already been infiltrated by a number of rebel units," said the officer, who requested anonymity.

(Additional reporting by Tiemoko Diallo in Bamako; editing by Mark John)

Mali coup leaders and ECOWAS reach deal

West African states and military junta reportedly agree deal in which president and coup leader will both stand aside.



Captain Amadou Sanago, the leading of the coup, is reported to have agreed to step down as part of the deal [Reuters]

Representatives of West African states and the military junta which seized power in Mali are reported to have reached a deal in which the country's president and the coup leader will both stand aside.

The agreement was brokered between members of the Economic Community Of West African States (ECOWAS) and the coup leaders during talks Bamako, the Mali

capital.

A group of low-ranking soldiers lead by Captain Amadou Sanago ousted President Amadou Toumani Toure on March 22, just weeks before he was due to step down after an election, citing his mishandling of the north as a primary reason for launching the coup.

In the weeks following the coup, Tuareg rebels and Islamist fighters, have captured the northern regions of Mali, with the Tuareg declaring an independent state of Azawad on Friday.

"We solemnly proclaim the independence of Azawad as from today," Mossa Ag Attaher, a spokesperson for the Tuareg based in Paris, said on Friday, adding that the rebels would respect "the borders with other states".

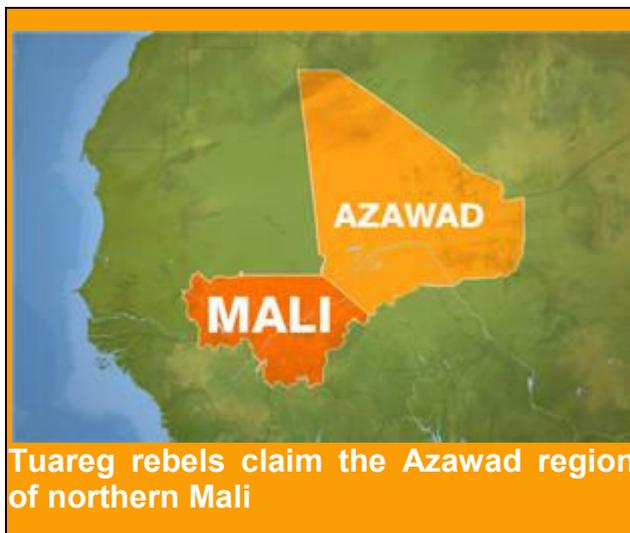
The Tuareg have declared the city of Gao as the capital of their new country.

Mali has been gripped by instability, following the coup and advances by Tuareg fighters and other armed groups that have seen a string of northern towns fall under their control in the broadly triangular area of desert in northern Mali

The MNLA statement on Friday stressed the group's "firm commitment to create the conditions for lasting peace [and] to initiate the institutional foundations for a state based on a democratic constitution for an independent Azawad".

Declaration questioned

However, the move was immediately questioned by the Ansar Dine, an Islamist group which also joined the fight against Malian government forces, who claim to be against independence.



"Our war is a holy war. It's a legal war in the name of Islam. We are against rebellions," Ansar Dine military chief Omar Hamaha said.

"We are against independence. We are against revolutions not in the name of Islam."

He was speaking in a video exclusively obtained by the AFP news agency and France 2 television filmed after the Islamist group's takeover of Timbuktu, where they have imposed Islamic law, forcing women to cover themselves and burning down bars.

Hamaha said they had "more than 120 prisoners" including thieves.

"We have tied them up and taken their weapons. We beat them well and it's likely we will slit their throats," he added, while it was not clear if this threat was aimed at all prisoners.

In the city of Gao, Ansar Dine kidnapped seven Algerian diplomats, according to witnesses and the Algerian foreign ministry.

Ag Attaher, speaking on behalf of the MNLA, called the kidnapping "deplorable", adding that his group had been against that action but finally went along with the move so as to spare lives.

"We are a liberation movement and we support the principles and values of democracy," he said.

"We distance ourselves completely from any Islamist movement and their fight for religious law."

Al Jazeera's Hashem Ahelbarra, reporting from Bamako, said the information found on the Tuareg website goes to show the unprecedented feelings of honour and pride, "after decades of suffering and wars are fights against what they describe as oppressive regimes."

"They say that finally they have an independent state, Azawad, and they will stick to that nation and fight for it until the last drop," he said.

He went on to say that since the international community does not seem convinced that an independent state is a realistic option, "the Tuareg can still hope to achieve some sense of larger autonomy, which would still be a great victory for them".

International condemnation

A series of international condemnations of the group's "independence" declaration rolled out as bodies around the world discussed the announcement.

A statement from the office of Jean Ping, the African Union's commission chair, called the announcement "null and of no value whatsoever".

"[Ping] calls on the international community as a whole to fully support this principled position of Africa," it said.

France, Mali's former colonial ruler, dismissed the declaration of independence, French defence minister Gerard Longuet said.

"A unilateral declaration of independence which is not recognised by African states would not have any meaning for us," Longuet told the Reuters news agency.

Ahmed Ouyahia, Algeria's prime minister, was quoted by France's *Le Monde* newspaper as saying the neighbouring country would "never accept questioning Mali's territorial integrity".

The UK Foreign Office released a statement saying they had temporarily suspended all in-country services, including consular services, and withdrawn their staff from the embassy in Bamako.

Alessandra Giuffrida, an anthropologist in the African Studies Department at the School of Oriental and African Studies in the UK, spoke to Al Jazeera about the

legality of creating an independent state for the Tuaregs.

"They are taking advantage of a new situation, which is the lack of a constitutional government in Bamako, which means the MNLA was able to claim, according to international law, independence, and this is a new fact which has never occurred before in the history of the Tuareg," she said.

"According to international law experts, this actually gives the Tuareg some ground to fight legally for the independence of their state."

Giuffrida said the reaction of the international community was important because "they have an interest in maintaining the status quo".

"There is economic interest in the north of the country after the discovery of mineral resources," she said.

'Strange situation'

"The coup leaders were of the view that they would get more support from the people because of the failure of the military establishment to cope with the situation," said Al Jazeera's Hashem Ahelbarra, reporting from Bamako.

"But they suddenly found themselves in a strange situation - the coup leaders lost control of half of the country, and they're now hoping for international support."

The MNLA, which on Thursday said it had halted military operations as a result of their capture of the Azawad, called on the international community to recognise its independence.

"We completely accept the role and responsibility that behoves us to secure this territory," Ag Attaher said. "We have ended a very important fight, that of liberation ... now the biggest task commences."

But a Malian military source told the AFP news agency that Ansar Dine leader Iyad Ag Ghaly wielded more power in the north, with the backing of alleged regional al-Qaeda fighters.

"From what we know, the MNLA is in charge of nothing at the moment ... it is Iyad who is the strongest and he is with AQIM," the source said, referring to al-Qaeda in the Islamic Maghreb.

Salafist flag

Witnesses told AFP that raiders had hoisted the black Salafist flag that has been the emblem of rebels who had overrun Gao, Timbuktu and other northern towns.

Amnesty International warned that north Mali was on the brink of a "major humanitarian disaster" while Oxfam and World Vision said crippling sanctions against the junta could have devastating consequences.

"All the food and medicine stored by major aid agencies has been looted and most of the aid workers have fled," said Gaetan Mootoo, Amnesty International's researcher on west Africa.

"The population is at imminent risk of severe food and medical shortages that could lead to many casualties especially among women and children who are less able to fend for themselves."

Mali Islamist advance alarms world leaders

By Coumba Sylla (AFP) –

BAMAKO — World leaders scrambled to stop Mali's descent into chaos Wednesday, two weeks after a coup in Bamako touched off a sequence which saw Tuareg rebels backed by radical Islamists conquer half the country.

The United Nations Security Council was to make a statement on the crisis amid warnings Al-Qaeda-linked militants were on the verge of creating an Islamic state on a territory larger than France.

Three of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb's top leaders were spotted in the fabled city Timbuktu, where the new rulers ordered women to wear headscarves and threatened to cut off the hands of thieves.

Algerians Abou Zeid, Mokhtar Belmokhtar and Yahya Abou Al-Hammam attended a meeting with the city's religious leaders and Iyad Ag Ghaly, a former Tuareg leader who recently founded the Ansar Dine group, a security source told AFP.

Ag Ghaly's men have fought alongside the Azawad National Liberation Movement (MNLA) - a secular group seeking independence for the Tuaregs -- to conquer more than half of Mali in a matter of days.

In an interview to AFP on Tuesday, French Foreign Minister Alain Juppe warned that while territorial claims could be addressed through dialogue, the Islamist advance could have continental repercussions.

"Some of the rebels may be content to control the northern territories. Others, with AQIM, may plan to take over all of Mali, in order to create an Islamist republic," he said.

"We need a collective response across the region against this Islamist threat, which stretches from Libya as far as Nigeria," he warned.

UN Security Council members on Wednesday were expected to agree on a joint statement sending out a strong message but offering no firm action on the ground.

With Mali's army in disarray since the March 22 coup and regional powers needing weeks to coordinate any military effort, a French minister on Tuesday admitted there was little hope of pinning back the Islamists in the short term.

The United States took action Tuesday, joining the African Union in imposing travel bans on coup leaders as international efforts were redoubled to restore democratic rule in a country descending into chaos.

Washington said it would restrict travel to the United States of those "who block Mali's return to civilian rule and a democratically elected government, including those who actively support Captain Amadou Sanogo," the coup leader.

Feeling the bite of the mounting sanctions and pressure from all sides, the soldiers who seized the capital two weeks ago proposed a national meeting on Thursday and dispatched a team to Nigeria for talks.

Sanogo told journalists that Thursday's meeting would determine "what will be best for the country in a consensual, democratic fashion."

His ousting of President Amadou Toumani Toure weeks before a presidential election -- ostensibly over the government's failure to stamp out the Tuareg rebellion -- achieved the opposite of the desired effect.

Following what some observers have described as an "accidental coup" by a band of low-ranking officers angry at their hierarchy, the Tuareg-Islamist alliance swept across the north, seizing all key cities virtually unopposed.

The 15-nation Economic Community of West African States (ECOWAS) already cut off the landlocked country which depends heavily on imported fuel and froze access to its bank account in Dakar.

One of its mediators, Burkina Faso President Blaise Compaore -- who took part in two coups to reach power -- started holding talks with Malian leaders on Tuesday in a bid to convince Sanogo to climb down.

The crisis precipitated by Sanogo's coup also sparked mounting concern that a massive regional humanitarian emergency fueled by conflict and drought was developing.

More than 200,000 people have been forced from their homes since the Tuareg rebels launched their offensive on March 17.

The UN cultural agency UNESCO also called on the Malian authorities and the warring factions to respect the desert country's heritage and the "outstanding architectural wonders" in Timbuktu.

Copyright © 2012 AFP. All rights reserved

"Si la situation se durcit au Mali, le monde entier en sera victime"

Le Monde.fr | 04.04.2012

Par Jean-Philippe Rémy (Bamako, envoyé spécial)



Le capitaine Amadou Sanogo, dans le camp militaire de Kati, près de Bamako, le 31 mars. | AP/Rebecca Blackwell

Le capitaine Amadou Sanogo est le chef du Conseil national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), représentant la junte militaire qui a renversé le président malien, Amadou Toumani Touré, dans la nuit du 21 au 22 mars, à Bamako. Le chef mutin s'exprime à l'envoyé spécial du Monde depuis le camp militaire de Kati, près de la capitale malienne.

Les rebelles avancent à grande vitesse. Est-ce l'heure d'une opération militaire, d'une contre-offensive de l'armée dans le Nord ?

La situation est critique, mais pas générée par le CNRDRE. C'est une des raisons pour lesquelles on a décidé de mettre fin à un régime [celui du président Amadou Toumani Touré]. La situation était déjà pourrie, depuis une dizaine d'années, par des personnes qui avaient trahi ce pays. Nous mettons tout à la disposition des forces armées qui doivent préserver l'intégrité du territoire. La situation n'est pas seulement critique pour le Mali. Ce n'est plus une rébellion simple. On a un groupe islamique qui s'installe, avec tout un réseau. Si la situation se durcit, et l'Afrique et le monde entier en seront victimes un jour.

Que faut-il faire à ce stade ?

Essayons d'oublier le Comité [le CNRDRE], oublions les rouages de la Constitution : on doit faire face à un problème. Chaque heure compte.

Quelle est la solution ? Vous appelez à une aide militaire internationale contre les rebelles ?

Si les grandes puissances ont été en mesure de traverser les océans pour aller lutter contre... [un ennemi comparable], qu'est-ce qui les empêche de venir ici ? Le danger, ce n'est pas

seulement pour le Mali. Qu'on oublie un peu le Comité. Parlement, Constitution, ça peut attendre. Le dossier grave, c'est au Nord, c'est le plus important.

Une force internationale au Mali serait souhaitable, selon vous ?

Le Comité va toujours dans le sens de ce qui est bien pour ce pays. L'intervention d'une force, d'accord, mais bien canalisée, conformément à nos principes. L'ennemi est connu, ce n'est pas Bamako. Si une force devait intervenir, elle sait où. C'est là-haut [au Nord].

Des éléments africains ou occidentaux pourraient prendre part à cette force ?

J'ouvre la porte à toutes les possibilités. Mais, encore une fois, dans le souci d'aller en guerre contre ce système [les rebelles], pas à Bamako.

Vous appelez la classe politique et les organisations à tenir, jeudi 5 mars, une convention nationale pour décider du futur du pays ? Quand pensez-vous que des conclusions peuvent être attendues ?

Nous sommes venus [au pouvoir] pas pour nous [y] éterniser, je le dis et le maintiens. Nous sommes des militaires. Notre mission principale, c'est de sécuriser le territoire, d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Si vous voyez qu'on est là aujourd'hui, c'est par la force des choses. On compte tenir la promesse qu'on ne sera pas là pour longtemps. Concernant la convention, puisque on l'a fait pour le bonheur du peuple, c'est que quelque chose ne marchait pas. Dans la convention, demain, les participants parviendront à dégager les grandes lignes d'une feuille de route. Pour le petit temps qu'on aura fait ici, et projeter ce qui se passera plus tard.

Y a-t-il a des négociations avec Ansar Dine ou le Mouvement national de libération de l'Azawad -MNLA- [les deux groupes rebelles qui ont pris le nord du Mali] ? Faut-il discuter avec ces deux groupes séparément ?

Tant qu'un individu est en armes, avec l'objectif de semer la terreur ou tuer, pour moi ces groupes n'ont pas de différence. Quant aux négociations, les portes sont ouvertes, mais une chose est sûre : l'intégrité du territoire reste mon mot d'ordre. C'est l'une des plus graves crises dans le nord du Mali. Ce qui est certain, c'est que le groupe islamiste est en train de s'installer, et ça n'interpelle pas seulement le Mali. Cela interpelle tout le monde.

Vous avez peur que le MNLA décrète une forme d'autonomie, ou de sécession, dans le Nord du pays ?

D'abord, en tant que soldat, je n'ai jamais peur. Mais j'ai quelques inquiétudes quand même. Pour l'instant, je préfère ne pas me prononcer.

Hier, vous annonciez des poursuites contre "ATT" [le président Amadou Toumani Touré, toujours caché]. Que vont devenir les ministres arrêtés [comme Boubeye Maiga, ministre des affaires étrangères] ?

Je n'ai pas de ministre arrêté. Pour le moment, je les détiens pour protéger leur intégrité physique, car je connais bien mon pays. En les laissant en ville, ils peuvent courir un risque. Si on devait faire des exactions, on l'aurait déjà fait, mais vous conviendrez avec moi que depuis qu'on est là, on est à l'écoute du peuple, on fait ça pour le peuple, donc on n'est pas dans une chasse aux sorcières. Ces gens, en les laissant en ville, courent un danger. Voilà pourquoi je les garde, mais ils ne sont pas détenus.

Et "ATT" ?

Si je le trouve, c'est aux services spécialisés de le décider. Il y a encore un service judiciaire qui fonctionne, c'est à eux de déterminer.

Où sont les militaires qui ont fui ?

Mes soldats n'ont pas fui, ils se sont repliés. Une grande partie est restée à Sévaré [base militaire près de Mopti].

Etes-vous en contact avec les pays qui sont utilisés par la rébellion comme bases arrières, l'Algérie et la Mauritanie ?

Je n'en veux à personne. D'ailleurs, si nos propres responsables ont permis l'accueil de groupes armés... Tout un groupe [de rebelles] a quitté la Libye et a été accueilli en héros ici, avec les honneurs, et c'est ce même groupe qui en train de tuer les Maliens aujourd'hui... Je n'en veux à personne. Au contraire, je les invite à une collaboration pour éradiquer le mal commun.

Avez-vous peur de voir la classe politique qui était aux affaires revenir au pouvoir ?

C'est ma plus grande préoccupation. Il y a ceux qui ont fait dix ou quinze ans au pouvoir. De député on devient ministre sans rien rapporter au pays. Vous croyez que les mêmes têtes vont rester ? Nous, on veut un changement, pas un changement pour changer, pour les valeurs. "Tu as dirigé le Mali pendant trente ans, et tu t'accroches encore ? Laisse les autres s'exprimer !" C'est tout ce que je demande à la classe politique.

Si la convention nationale décide que votre départ est souhaitable, que ferez-vous ?

Laissons la convention décider de cela, mais laissez-moi vous dire quelque chose : à l'heure où nous sommes, on a déjà évité un chaos. J'espère bien que la convention ne souhaitera pas voir ce Comité disparaître, parce que ça va être le chaos le lendemain.

L'application des sanctions est-elle une grande surprise ?

La Cédéao [Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest], c'est l'organisation à laquelle nous appartenons, je respecte leur décision, mais je les appelle au dialogue. Il est temps qu'on aille vers une Cédéao des peuples et non des Etats, des peuples d'Afrique. Je n'ai rien contre les circuits institutionnels, mais j'ai peut-être quelque chose contre les hommes. Si dans vingt à quarante jours, il n'y a pas d'élection, il y aura un vide. Ce vide, qui va le combler ? Au lieu de perdre deux mois et de repartir sur quelque chose d'incertain, puisque il y a déjà des acquis, pourquoi ne pas faire un démarrage imminent ? On gagne en temps, on gagne en structure, on gagne en confiance. Et surtout le CNRDRE est le comité du peuple, vous l'avez remarqué, faites des sondages. On a posé un acte qui a plu au peuple.

Des propositions pour la Cédéao ?

Je suis obligé de garder une position. Ce n'est pas de la bravade, c'est pour l'intérêt du peuple malien. L'heure n'est pas au Comité, ou au jeu politique, ça peut attendre dix ans. C'est un pays de la Cédéao qui est en train de mourir chaque jour, c'est ça la priorité. L'administration à Bamako fonctionne, les gens vaquent à leurs affaires, le Comité est là, bien respecté, donc il n'y a pas d'urgence ici. L'urgence, c'est le Nord.

Les pays qui conseillent à leurs ressortissants de quitter le pays ?

Ils ont leurs raisons. Vous êtes là, à Bamako, on vous a menacé ?

Certains journalistes l'ont été, oui...

Certains journalistes ? Ceux qui les ont agressé ont leurs raisons. Mais moi, ma mission est d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire malien, que vous soyez malien ou étranger. Et si je suis incapable de le faire, ce n'est pas délibéré.

Y a-t-il déjà un effet des sanctions qui perturbent le secteur bancaire ?

Pour le moment, le Mali marche bien. Pour les structures bancaires, je ne suis pas informé, mais ça marche. Je peux vous assurer qu'on n'arrivera pas à ce point.

Au Mali, "le pétrole est pour le moment un mirage"

LE MONDE | 04.04.2012

Par Propos recueillis par Jean-Philippe Rémy

Principal mouvement rebelle, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) souhaite que cette région Nord du Mali fasse sécession. S'agit-il d'un enjeu pétrolier ? Réponses avec Benjamin Augé, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et rédacteur en chef adjoint d'Africa Energy Intelligence.

Monde" | "Le

Que sait-on des réserves ou des possibilités d'exploitation du pétrole au Mali ?

La région Nord est la plus prometteuse parce qu'elle fait partie du bassin de Taoudenni (partagé entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali). Le Taoudenni ne produit pas encore, mais un forage de Total dans la partie mauritanienne du bassin en 2009-2010 a suscité de grands espoirs. Au Mali, on n'en est pas là. Des travaux sismiques (2D et 3D) ont eu lieu, mais la phase des forages est constamment repoussée, pour des questions de coût et de priorité pour les sociétés présentes.

Que peut peser le pétrole face aux autres ressources naturelles du Mali, comme l'or ?

Le pétrole est pour le moment un mirage au Mali. On ne peut pas mesurer les réserves sans avoir mené une série de forages dans une zone qui s'étend sur des centaines de milliers de kilomètres carrés. De plus, le Taoudenni n'est pas le seul bassin. Le Mali abrite aussi le graben de Gao, les bassins du Tamesna et des Iullemeden (tous trois frontaliers avec le Niger), et celui de Nara (proche de Mopti). Pour chacun, on est loin de l'étape du forage. Le pays souffre de son enclavement. Les sociétés sont moins enthousiastes que pour les gisements offshore du golfe de Guinée, où il est facile d'exporter le brut. Pour l'or, en revanche, le Mali est l'un des premiers producteurs du continent.

Quels sont les pays qui s'intéressent particulièrement au nord du Mali du point de vue pétrolier ?

L'Algérie est présente au Mali (ainsi qu'au Niger et en Mauritanie) depuis moins de dix ans, mais avec une position très dominante. Au nord, l'Algérie a pris des blocs par l'intermédiaire de Sipex, filiale internationale de sa société nationale, la Sonatrach, et s'est associée avec l'italienne ENI pour partager les coûts d'exploration. Les deux sociétés opèrent un bloc très prometteur, mais le premier forage aurait dû avoir lieu en février, comme l'avait promis l'ex-premier ministre (arrêtée par la junte) Mariam Kaidaba Cissé Sidibe.

Comment les permis pétroliers ont-ils été attribués ?

Le Mali a monté vers le début 2000 un organisme sous tutelle du ministère des mines, l'Autorité pour la promotion de la recherche pétrolière (Aurep), qui a accordé le plus grand nombre de blocs en un temps record. Parmi les sociétés sélectionnées, certaines sont sérieuses (Sonatrach, ENI), mais le plus grand nombre n'a pas les capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter et retarde la mise en valeur des zones concernées. D'ailleurs, il n'y a pas eu un forage depuis.

La région est-elle susceptible de devenir un eldorado pétrolier ?

On en est loin. L'exploration n'en est qu'à ses débuts, et la zone saharienne reste méconnue. La Mauritanie produit depuis 2006 de petites quantités de brut en mer (8 000 barils par jour en 2011). A la suite d'une sélection rigoureuse du gouvernement, ce sont des sociétés reconnues qui veulent y investir (Total, Tullow Oil, Dana Petroleum, GDF Suez, Wintershall, Repsol...) et faire croître le débit. Le Niger produit depuis 2011 de faibles quantités de brut (20 000 b/j) à l'est (bloc d'Agadem) grâce aux Chinois de CNPC. D'ici cinq à six ans, une partie du brut d'Agadem sera exportée par un oléoduc qui serait raccordé à celui existant entre le Tchad (Doba) et le Cameroun (Kribi) construit en 2003 par Exxon. Le Mali, lui, est à la traîne.

Propos recueillis par Jean-Philippe Rémy

Washington prend des sanctions contre la junte au Mali

Le Monde.fr avec AFP | 04.04.2012



Le capitaine Amadou Sanogo, a reconnu que la "situation est critique". | AP/Rebecca Blackwell

Le département d'Etat américain a prononcé, mardi 3 avril, des restrictions de voyage vers les Etats-Unis à l'encontre des membres de la junte militaire responsables du putsch du 22 mars contre le président Amadou Toumani Touré, au Mali. Les Etats-Unis réitèrent dans le même temps leur appel au chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo, et à ses partisans, à "*rétablir sans attendre un gouvernement civil au Mali*", a déclaré le département d'Etat dans un communiqué.

Les restrictions concernent les personnes qui "*bloquent le retour d'un gouvernement démocratiquement élu au Mali*", ainsi que leur famille proche, a précisé la diplomatie américaine. La liste des personnes visées par ces sanctions inclut "*ceux qui soutiennent le capitaine Amadou Sanogo*". Le département d'Etat a indiqué que la décision de restreindre

l'attribution de visas américains avait été prise pour "*soutenir*" les sanctions adoptées par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et par l'Union africaine (UA) pour faire plier la junte.

Les Etats-Unis avaient précédemment suspendu plusieurs dizaines de millions de dollars d'aide au Mali, hors assistance humanitaire.

Une junte militaire, commandée par le capitaine Amadou Haya Sanogo, a renversé le 22 mars Amadou Toumani Touré ("ATT"), lui reprochant son incompetence pour contrer les rebelles touareg et des groupes islamistes opérant dans le Nord. Profitant du putsch à Bamako, rebelles touareg, militants islamistes et des supplétifs du régime libyen rentrés au pays lourdement armés après la chute de Mouammar Kadhafi, en août 2011, ont conquis en trois jours les trois capitales du Nord, Kidal, Gao et Tombouctou.

Mali: la junte dénonce des viols dans le Nord sous domination des islamistes

Avec cet article

Crise malienne : la France mobilise la communauté internationale contre le "péril islamiste"

L'ordre islamiste s'installe dans le nord du Mali

Bertrand Delanoë déclare la guerre au « Pentagone français »

La situation au Mali tourmente le foyer Bara de Montreuil

La junte militaire de Bamako a dénoncé mercredi des viols et autres "graves violations des droits de l'homme" dans le nord du Mali, sous contrôle de rebelles touaregs et groupes islamistes dont l'influence grandissante dans cette partie du Sahel inquiète la communauté internationale.

"Les populations du Nord-Mali, singulièrement celles de Gao, subissent de graves violations des droits de l'homme" depuis "l'invasion des combattants MNLA (rébellion touareg), Ansar Dine (groupe islamiste) et Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique)", a affirmé la junte.

"Les femmes et les filles sont enlevées puis violées par les nouveaux occupants qui y dictent leur loi", selon un communiqué, qui ne fournit aucun autre détail, notamment sur l'ampleur de ces viols présumés.

"C'est une réalité, ici. La nuit, ils enlèvent des femmes, ils les emmènent, ils les violent", a affirmé à l'AFP un habitant de Gao, assurant avoir connaissance d'une "dizaine de cas au moins".

Profitant du putsch à Bamako contre le président Amani Toumani Touré le 22 mars, les rebelles touareg et des groupes islamistes ont pris en fin de semaine le contrôle des trois métropoles du nord du Mali, Kidal, Gao et Tombouctou, quasi sans rencontrer de résistance de la part d'une armée malienne sous-équipée et désorganisée, coupant de fait le pays en deux.

La zone est depuis totalement isolée, inaccessible à la presse et aux organisations internationales. Mais de nombreux habitants interrogés au téléphone depuis Bamako ont fait état de saccages et pillages à Gao et Tombouctou, visant en particulier des bâtiments publics, des locaux et entrepôts d'ONG internationales.

Kidal, dont le chef d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghaly, est originaire, a été épargnée car ce sont essentiellement les combattants d'Ansar Dine qui ont capturé la ville, et non plusieurs groupes rivaux, selon un observateur.

Dans la ville historique de Tombouctou, les hommes d'Ansar Dine, appuyés par des éléments d'Aqmi, ont pris le dessus sur le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et mis fin aux pillages, annonçant vouloir appliquer la charia (loi islamique).

Trois des principaux chefs d'Aqmi ont été signalés mardi dans Tombouctou aux côtés d'Iyad Ag Ghaly, dont Mokhtar Belmokhtar, figure historique d'Aqmi surnommé "Le Borgne" ou encore "Mister Marlboro" pour son implication dans le trafic de cigarettes.

Dans un communiqué publié mercredi sur son site internet, le MNLA a démenti ces informations.

Le MNLA "tient sa position face à tous les réseaux mafieux et se démarque de l'organisation Ansar Dine et autres (groupes) qui se dressent sur le chemin de la libération de l'Azawad".

Mais selon des habitants interrogés mercredi, c'est toujours Ansar Dine qui contrôle fermement la ville. Iyad Ag Ghaly, qui se fait appeler "Cheikh", a fait du camp militaire son quartier général. Il multiplie les prêches défendant l'imposition de la charia et contre l'indépendantisme du MNLA.

Dans les rues, ses hommes contrôlent les véhicules. Plusieurs bars et débits d'alcool ont été saccagés dans la nuit de mardi à mercredi, tandis que femmes et filles sont désormais voilées, racontent des habitants.

Mobiliser contre "le péril islamiste"

A Gao, trois groupes distincts se partagent le contrôle de l'agglomération, selon un député local, Abdou Sidibé.

Le MNLA tient le camp militaire en périphérie. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe dissident d'Aqmi dirigé essentiellement par des Maliens et des Mauritaniens, contrôle le camp en centre-ville et deux quartiers voisins avec Ansar Dine. Il y a enfin les trafiquants et autres groupes criminels.

La montée en puissance de ces groupes jihadistes inquiète la communauté internationale, la France en tête, qui veut mobiliser contre le "péril islamiste" au Sahel et contre Aqmi, à la fois au niveau régional et au Conseil de sécurité de l'ONU, selon le chef de la diplomatie française Alain Juppé.

Paris dit avoir notamment obtenu de ses partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU un "accord de principe" sur une déclaration qui pourrait être adoptée mercredi.

L'Union européenne de son côté a appelé mercredi à un "cessez-le-feu immédiat" dans le nord du Mali, où la situation en particulier à Tombouctou est "source de grande inquiétude".

A Bamako, la junte militaire, sous embargo des pays d'Afrique de l'Ouest, continuait mercredi d'essayer de négocier des modalités de sortie de crise.

Mandaté par le médiateur ouest-africain, le président burkinabè Blaise Compaoré, son ministre des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé, est arrivé dans la capitale et devait rencontrer le chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo.

Soumise depuis lundi à un embargo diplomatique, économique et financier imposé par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), la junte s'est vue infliger mardi de nouvelles sanctions par l'Union africaine (UA) et les Etats-Unis.

Elle reste également sous la menace d'une intervention militaire ouest-africaine, alors que les chefs d'état-major de la Cédéao doivent se retrouver jeudi à Abidjan pour activer une force régionale déjà en alerte.

Des émissaires de la junte poursuivent par ailleurs leur "échanges" en cours depuis mardi avec la Cédéao au Nigeria, où se trouve le siège de l'organisation, selon le colonel Moussa Coulibaly, directeur de cabinet du capitaine Sanogo.

AFP

Ançar Dine au temps des croisades saintes...

Par Lalla M - 04/04/2012

A Tombouctou, les habitants découvrent la charia. Les femmes sont désormais voilées et les chefs islamistes tentent de convaincre les imams de la ville du bien fondé de leur dogme. Avec l'aide d'Aqmi.

Le fondamentalisme religieux est entrain de gagner du terrain au Mali ». Ces propos d'une grande militante féministe prononcés en Août 2009 au Mali, précisément, au moment où le nouveau code de la famille avait été voté puis renvoyé en seconde lecture à l'Assemblée nationale, trouvent tout leur écho dans la situation que vit Tombouctou, Inouvelle cité de la charia. Les adeptes de l'Islam radical en ont désormais fait leur capitale et ne comptent pas s'arrêter là...

Trois ans plus tard, Tombouctou la cité culturelle, historique est devenue le fief des islamistes de tout bord. Les 333 saints doivent se retourner dans leur tombe, puisque la charia est de rigueur. Après avoir descendu le drapeau du MNLA, qui a pris Tombouctou le 31 Mars, les hommes d'Iyad Ag Ghaly, le chef du mouvement Ançar Dine (serviteurs de Dieu) ont pris le relais et planté leur drapeau à la place du celui du MNLA :



© AFP

Belmokhtar, l'un des chefs d'AQMI vu à Tombouctout

La charia et rien d'autre

« A Tombouctou, c'est comme si nous étions en Afghanistan. Ils sont là avec leur turbans attachés à la Ben Laden, mais ils ne s'en prennent pas à la population... », témoigne Oumar guide touristique, avec un brin d'humour malgré la situation

Sauf que les islamistes, ont déjà commencé à faire appliquer la charia dans la cité du désert. Une annonce à la radio a été faite et toutes les femmes de Tombouctou se sont aussitôt voilées. La chose n'a pas dû être très difficile puisque les citoyennes de Tombouctou s'habillent en dampè et se recouvrent la tête par habitude.

Par ailleurs, l'alcool, et même la musique sont interdites dans la ville. Dans la ville, les hommes d'Ançar Dine ont aussi rencontré quelques imams de la ville. Pour les convaincre de leur idéologie.

'Ils surveillent la population, témoigne un habitante au téléphone, désormais la seule musique qu'on a le droit d'écouter, ce sont les prêches.

La guerre sainte

Pour s'assurer du bien fondé de leur mission, les hommes d'Ançar Dine se sont faits accompagner de leaders d'Al Qaeda au Maghreb Islamique, AQMI, qui fait la loi dans la bande sahélo-saharienne. Face à ces mouvances, la population de Tombouctou a-t-elle le choix ? De jeunes voleurs ont même été arrêtés, d'autres pour avoir pillé l'EDM de Tombouctou en profitant du pillage orchestré par la prise de la ville. Pour peu, on leur aurait coupé la main...

Ançar Dine, qui ne partage pas les revendications indépendantistes du MNLA, tend à instaurer une loi rigoureuse comme l'exprime Iyad Ag Ghaly lors d'une réunion publique de l'association des jeunes musulmans de Tombouctou :

« Nous ne sommes pas venus pour créer une république. Nous avons déjà une république. Nous sommes venus pour l'islam. Le MNLA parle de république. Ils n'ont qu'à aller créer leur république là où ils veulent. Pas ici, ni ailleurs au Mali. Nous sommes déjà à Kidal, Nous irons après partout au Mali pour répandre l'islam. Partout où c'est nécessaire»,

Alors que le MNLA, retranché aux abords de la ville, près de l'aéroport, cherche une nouvelle voie, Ançar Dine ne compte pas s'arrêter là. A Bamako, le mouvement du même nom, dirigé par le prêcheur Ousmane Madani Haidara, affirme n'avoir aucun lien avec la branche d'Iyad Ag Ghaly. La crainte demeure pourtant chez la population de voir s'imposer les idées d'Ançar Dine à Bamako.

Si le MNLA a clairement affirmé vouloir le contrôle des régions du Nord, Ançar Dine compte bien répandre son message à tout le Mali.

Le temps des croisades est revenu.

Mali: la junte demande une intervention

AFP Publié le 05/04/2012 à 09:06 Réagir

Le capitaine Amadou Sanogo, chef de la junte malienne, a appelé les Occidentaux à intervenir militairement dans le nord du **Mali**, contre les groupes islamistes armés, dans un entretien publié aujourd'hui dans les quotidiens français *Libération* et *le Monde*.

"Si les grandes puissances ont été capables de traverser les océans pour aller lutter contre ces structures intégristes en Afghanistan, qu'est-ce qui les empêche de venir chez nous ? Notre comité veut le bien du pays. L'ennemi est connu et il n'est pas à Bamako. Si une force devait intervenir, il faudrait qu'elle le fasse dans le Nord", a déclaré le capitaine Sanogo. "A Bamako, la vie continue, l'administration tourne, les gens vaquent à leurs affaires, notre comité est respecté. Donc il n'y a pas d'urgence à Bamako. L'urgence, c'est le Nord", a insisté le chef de la junte qui a renversé **le président Amadou Toumani Touré** il y a deux semaines.

Profitant du putsch de Bamako, rebelles touareg et groupes islamistes, parmi lesquels des éléments d'**Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi)** ont pris en fin de semaine le contrôle des trois principales villes du nord du Mali, Kidal, Gao et Tombouctou, sans rencontrer de résistance de la part d'une armée malienne sous-équipée et désorganisée, coupant de fait le pays en deux. Parmi ses adversaires au Nord-Mali, le capitaine Sanogo a refusé de différencier le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA, indépendantiste), qui a annoncé jeudi la fin de ses opérations militaires, et les groupes islamistes. "Pourquoi faire des distinctions entre les groupes armés ? Tant qu'ils continuent à semer la terreur, je ne les différencie pas. Pour le reste, les portes du dialogue sont ouvertes, mais on ne négociera pas l'intégrité du territoire malien", a-t-il assuré.

"La situation est critique depuis longtemps. C'est la raison pour laquelle nous avons renversé le pouvoir en place. Il y a eu des trahisons, l'armée a été abandonnée face à la rébellion touareg. Aujourd'hui, ce n'est plus une simple rébellion, ce sont des groupes islamistes qui s'installent dans le nord du pays. Et si on laisse le Mali seul avec ce problème, l'Afrique et le monde en paieront les conséquences", a souligné le capitaine

Mali : un groupe rebelle touareg annonce la fin de ses opérations militaires

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 05.04.2012 à 06h48 • Mis à jour le 05.04.2012 à 07h33



Des membres du Mouvement national pour la libération de l'Azawad, en février 2012. | AFP/-

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), importante composante de la rébellion touareg malienne, a proclamé mercredi 4 avril *"la fin"* de ses *"opérations militaires"* dans le nord du Mali.

Le MNLA *"décide unilatéralement de proclamer la fin des opérations militaires à compter de jeudi minuit"*, indique un communiqué mis en ligne mercredi soir sur le site Internet du mouvement et signé de son secrétaire général, Bilal Ag Chérif. Cette décision a été prise à la *"suite de la libération complète du territoire de l'Azawad et compte tenu de la forte demande de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité de l'ONU, des Etats-Unis, de la France ainsi que des Etats de la sous-région (...)"*, explique le texte. Le MNLA *"invite en conséquence les Etats de la sous-région et la communauté internationale à garantir le peuple de l'Azawad contre toute agression du Mali"*, conclut le communiqué, signé depuis Gao, ville du Nord malien prise samedi par la rébellion et des groupes islamistes.

Profitant du putsch à Bamako contre le président Amani Toumani Touré le 22 mars, les rebelles touareg et des groupes islamistes ont pris en fin de semaine le contrôle des trois métropoles du nord du Mali, Kidal, Gao et Tombouctou, coupant le pays en deux. Les islamistes d'Ansar Dine, dirigés par le chef touareg Iyad Ag Ghaly, et des éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) ont, depuis lors, pris le dessus sur la composante laïque de la rébellion, incarnée par le MNLA, qui affirme *"tenir sa position"* face à ses rivaux.

La montée en puissance de ces groupes islamistes a suscité l'inquiétude au sein de la communauté internationale, en particulier de la France qui a obtenu mercredi le vote d'une résolution du Conseil de sécurité sur la situation au Mali. Le Conseil de sécurité a demandé aux militaires putschistes à Bamako de rétablir sans tarder le gouvernement légitime et aux rebelles dans le Nord de déposer *"immédiatement"* les armes et d'entamer des négociations. Il s'est *"inquiété de la présence dans la région"* d'AQMI, qui pourrait *"déstabiliser encore davantage"* la situation, et a *"condamné fermement les attaques, les pillages et la confiscation de territoire"* par les rebelles dans le Nord.

Washington suspend son aide au Mali

Les Etats-Unis suspendent une partie de leur aide financière au Mali en raison du putsch militaire du 22 mars, a annoncé mercredi le département d'Etat. Les versements suspendus représentent 13 millions de dollars, soit près de 10 % de l'aide annuelle totale des Etats-Unis au Mali, d'un montant qui avoisine les 140 millions de dollars. L'aide suspendue correspond aux sommes allouées au ministère de la santé malien, à la construction d'écoles publiques et aux efforts des autorités pour doper la production agricole. *"Le reste de l'aide sera maintenu, mais tout ce qui allait directement à des programmes gouvernementaux et à des ministères doit être suspendu"*, a indiqué le porte-parole du département d'Etat. - (avec Reuters)

Mali : un groupe rebelle touareg annonce la fin de ses opérations

Publié le 05/04/2012 | 07:25 , mis à jour le 05/04/2012 | 07:48



Des combattants de la rébellion touareg du MNLA. Image transmise le 2 avril par ces derniers.

(MNLA / AFP)

Ils sont l'un des principaux groupes rebelles à s'être emparé de la moitié nord du Mali. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (région du nord du Mali) *"décide unilatéralement de proclamer la fin des opérations militaires à compter de jeudi minuit"*, selon un communiqué mercredi 4 avril.

Le MNLA est un mouvement laïque et séparatiste. Il revendique l'indépendance de l'Azawad, région désertique considérée comme un des berceaux des Touareg. Il était considéré comme le principal adversaire des autorités maliennes. A la faveur du putsch militaire qui a déstabilisé le pays et avec la participation des islamistes touareg d'Ansar Dine et d'éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), il s'est facilement emparé de trois grandes villes du

Nord (Kidal, Gao, Tombouctou), scindant, de fait, le pays en deux. Il semble toutefois qu'Ansar Dine et Aqmi aient maintenant pris le dessus sur le MNLA.

Fortes pressions de l'ONU

La décision du MNLA de cesser son offensive a été prise à la *"suite de la libération complète du territoire de l'Azawad et compte tenu de la forte demande de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité de l'ONU, des Etats-Unis, de la France ainsi que des Etats de la sous-région"*, explique le communiqué. Le MNLA *"invite en conséquence les Etats de la sous-région et la communauté internationale à garantir le peuple de l'Azawad contre toute agression du Mali"*, conclut le communiqué, signé depuis Gao.

Dans une déclaration proposée par la France, les 15 membres du Conseil de sécurité ont demandé à *"cesser immédiatement toute violence et à rechercher une solution pacifique par un dialogue politique"*, et *"condamné fermement les attaques, les pillages et la confiscation de territoire auxquels (ils) se livrent"*. La montée en puissance des islamistes, qui ont annoncé leur intention d'imposer la charia dans leur zone, a suscité l'inquiétude au sein de la communauté internationale, en particulier de la France. Elle a obtenu mercredi le vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Les membres du Conseil se sont *"inquiétés de la présence dans la région du groupe terroriste Aqmi"*, ce qui pourrait *"déstabiliser encore davantage la situation"*.

Violations des droits de l'homme

Depuis Bamako, la junte du capitaine Amadou Sanogo, qui a renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré, a dénoncé *"de graves violations des droits de l'homme"* dans le nord, et plus particulièrement à Gao, depuis *"l'invasion des combattants MNLA, Ansar Dine et Aqmi"* : *"Les femmes et les filles sont enlevées puis violées par les nouveaux occupants qui y dictent leur loi."*

"C'est une réalité, ici. La nuit, ils enlèvent des femmes, ils les emmènent, ils les violent", a confirmé à l'AFP un habitant de Gao, assurant avoir connaissance d'une *"dizaine de cas au moins"*. Le nord du Mali est aujourd'hui devenu totalement inaccessible à la presse et aux organisations internationales. De nombreux habitants ont fait état de saccages et de pillages à Gao et Tombouctou. Quelque 90 000 personnes déplacées qui se trouvaient à Gao, Tombouctou et Kidal, sont *"sans assistance"*, selon Caritas international.

FTVi avec AFP

MALI: LA COUR CONSTITUTIONNELLE PRONONCE LA VACANCE DU POUVOIR

Mali: la cour constitutionnelle prononce la vacance du pouvoir

BAMAKO (AP) — La cour constitutionnelle du Mali a prononcé la vacance du pouvoir ouvrant la voie à la nomination du président de l'assemblée nationale Dioncounda Traoré comme président par intérim.

La décision annoncée mardi précise que Dioncounda Traoré servira comme chef de l'Etat par intérim pour une durée maximale de 40 jours afin d'organiser de nouvelles élections.

L'accord signé vendredi par le chef des putschistes le capitaine Amadou Haya Sanogo avec la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) précisait toutefois que compte tenu de la situation dans le pays, dont le Nord est désormais contrôlé par les rebelles touaregs, il ne serait vraisemblablement pas possible d'organiser les nouvelles élections dans ce délai de 40 jours prévu par la Constitution.

Il reste une certaine incertitude sur l'équipe qui dirigera le Mali après les 40 jours. Le chef de la junta avait précisé lundi qu'il déciderait avec la CEDEAO de la nouvelle équipe.

L'accord signé vendredi sous la pression de la CEDEAO vise à rétablir l'ordre constitutionnel au Mali après le coup d'Etat du 21 mars dernier. Le chef des putschistes a accepté de céder le pouvoir aux civils après la démission du président renversé Amadou Toumani Touré, qui l'a effectivement signée dimanche. AP

sb/v0558

Edito : Le roi est mort, vive le roi

Le Républicain



Il y a deux générosités dans la lettre de Amadou Toumani Touré : sa démission pour au nom de l'avancement du Mali et le pardon demandé au peuple, pour les torts éventuels causés, assure t-il, sans intention de nuire. Tout cela peut être de bon présage.

Et de bon présage en ces moments, le Mali en a bien besoin qui sait donner dans la noblesse quand tout paraît perdu comme dans le hara-kiri lorsque l'heure est à la moisson. Preuve que rien n'est octroyé à un pays et que tout se travaille pour éviter les tâtonnements et les contre-performances. Dioncounda Traoré dont le destin est d'être propulsé en avant par les crises qu'il n'a pas créées, affrontera, en tout cas, les quarante jours les plus périlleux du Mali désireux de coller à la légalité constitutionnelle.

Voire les quarante jours les plus sensibles du long parcours politique du président de l'Assemblée Nationale qui sera investi demain comme président intérimaire. Il devra d'abord forcer son talent de fédérateur. Car le putsch du 22 mars a créé deux pôles dont des ténors aujourd'hui ennemis intimes ont marché ensemble pour l'avènement de la démocratie malienne, il y a vingt et un ans. Il lui faudra aussi contenir les ambitions, les plans et les calculs qui viendront de toutes parts et dans une période où la sincérité et l'abnégation seront les denrées les plus rares.

Entre les contradictions secondaires et les contradictions principales, entre les forêts d'équations qui se poseront, le mathématicien formé dans la chapelle du matérialisme historique est, sans doute, en terrain connu. Mais le défi est mieux connu qu'un terrain qu'au fond nous devons avoir l'humilité de reconnaître que nous ne le connaissons plus, sinon nous ne serions pas dans une si mauvaise passe. Et ce défi s'appelle aller vers la transition sans zapper l'intérim.

Adam Thiam

Le Républicain du 11 avril 2012.

Crise post coup d'Etat : La transition déjà compromise



Avant même le début de la transition qui devra commencer demain avec l'investiture de Dioncounda Traoré, les choses sont très mal engagées.



Dioncounda Traoré

En plus de la guerre des tranchées entre les différents regroupements politiques dont certains ont du mal à accepter l'intérim du président de l'Assemblée nationale comme stipulé par la Constitution, il faut s'attendre à une nouvelle volte-face de la junte dont les intentions sont désormais claires depuis la énième sortie médiatique de son chef, Amadou Haya Sanogo le lundi dernier. Il faut s'attendre à de nouveaux blocages institutionnels. C'est en principe demain que Dioncounda Traoré devra être investi président de la République par intérim conformément à l'article 36 de la Constitution. Une investiture qui ne s'annonce pas sous de bons auspices à cause de la guerre des tranchées qui pointe à l'horizon avec la prise de position des différents regroupements politiques et de la junte. Le ton a été donné par le chef de la junte lui-même Amadou Haya Sanogo le lundi dernier lors d'une conférence de presse de « rectification ». Il a presque prédit un retour du CNRDRE quarante jours après. Un discours qui fait écho à celui d'Oumar Mariko qui a tenu dans la matinée les mêmes propos allant jusqu'à dire la fin du mandat de Dioncounda Traoré le soir

de son 40e jour de présidence. Une position partagée par d'autres acteurs politiques à l'instar du Front patriotique pour la sauvegarde de la démocratie qui rejette dorénavant toute prorogation de l'intérim du président de l'Assemblée nationale. Tout indique que l'affrontement entre les différents clans est prévisible ainsi qu'un nouveau bras de fer avec les putschistes qui n'ont pas visiblement envie de retourner dans les casernes. D'ailleurs, leur réticence a été forte dans la désignation du Premier ministre consensuel devant conduire la campagne de reconquête du Nord et de l'organisation des élections générales. Durant tout le week-end, les négociations entre la junte et le nouveau président de la République ont été sans concession et ont logiquement abouti à des rejets des différentes personnalités proposées. La volonté de la junte d'imposer son choix au très stratégique poste de Premier ministre de transition est sans limite surtout qu'elle est soutenue par les blocs politiques soutenant le putsch qui voient aux nouvelles circonstances sociopolitiques une aubaine pour en finir avec les grands partis comme l'Adéma, le RPM, l'URD et le PDES. Ces partis ont commencé de leur côté une contre-offensive pour déjouer les plans de la junte et de ses alliés. Un document expliquant leur position a déjà distillé au niveau des ambassades et des partenaires au développement. Et d'autres initiatives sont annoncées dans le même sens. Comme quoi, tout le monde est en train de fourbir en prévision des joutes devenues inévitables.

Abdoulaye Diakité

L'Indicateur du Renouveau du 11 avril 2012.

Dioncounda Président de la République, jeu de prolongation pour l'Assemblée nationale : Le Mali à la recherche d'un Premier ministre et d'un gouvernement d'union nationale



Le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, sera investi président par intérim du Mali, ce jeudi. Mais, il ne pourra pas se présenter à la prochaine présidentielle, un sacrifice de taille pour le président de l'Adema-Pasj.



Dioncounda Traoré

Le quartier général de Dioncounda Traoré est désormais à l'hôtel Salam où le président de l'Assemblée nationale a élu domicile en attendant son investiture pour assurer l'intérim du Président de la République. Amadou Toumani Touré, le président démissionnaire, a depuis dimanche 8 avril laissé un poste vacant dont l'intérim est dévolu au président de l'Assemblée nationale, selon la constitution.

Le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, était au Burkina Faso le 22 mars, au moment du coup d'Etat de la junte. Il y est resté jusqu'au samedi 7 avril, soit 24 heures après la signature de l'accord cadre entre le CNRDRE et le médiateur de la CEDEAO, visant la mise en œuvre de l'engagement du 1er avril. Les chefs d'Etat de la CEDEAO lors du sommet de Dakar avaient décidé de sanctionner le Mali en prenant des sanctions diplomatique, économique et financière, un "embargo total". En conséquence, le Capitaine Amadou Aya Sanogo s'est engagé solennellement pour le retour à l'ordre constitutionnel et le rétablissement des institutions de la République, dont la présidence. Aujourd'hui, tous les Maliens ont les yeux rivés sur la cour constitutionnelle pour le constat de la vacance du pouvoir, afin de permettre d'organiser la prestation de serment du président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré. En entendant cette prestation de serment, finalement annoncée pour jeudi, Dioncounda poursuit ses consultations à l'hôtel Salam.

Lundi 9 avril à Kati, Dioncounda Traoré a eu une prise de contact avec le président du CNRDRE, le Capitaine Amadou Aya Sanogo, de laquelle rien n'a filtré. Quelques heures plus tard, le capitaine Sanogo a donné une conférence de presse pour expliquer que la mission du président intérimaire s'arrêtait à 40 jours. Selon lui, c'est à partir de cet instant que les signataires de l'accord-cadre, c'est-à-dire le CNRDRE et le médiateur de la CEDEAO, définiront la transition. Une interprétation de l'accord cadre qui, de l'avis de certains observateurs, mérite l'instauration d'un dialogue entre les acteurs maliens d'une part et ceux-ci et le médiateur de la CEDEAO d'autre part. L'heure n'a donc pas sonné pour le retour des

militaires dans les casernes. Par ailleurs, on reproche à l'accord cadre de ne pas être suffisamment explicite sur ces points. Cependant l'heure est aussi au choix d'un Premier ministre consensuel, puis d'un gouvernement d'union nationale, toutes choses impossibles sans des négociations bien menées entre les parties prenantes, sans se voiler la face, sans politique d'autruche, ni fuite en avant et avec une dose suffisante de patriotisme. Dans l'intérêt du peuple malien et du Mali.

B. Daou

Le Républicain du 11 avril 2012.

Mali coup leaders release senior officials

Published: 3:17PM Friday April 20, 2012 Source: Reuters



A Malian junta soldier holds a gun as he stands guard in the headquarters in Kati, outside Bamako - Source: Reuters

Mali's military has released all the senior political and army officials it arrested earlier this week, announced the army leaders behind last month's coup.

Separately, neighbouring Senegal said Mali's ousted former president, Amadou Toumani Toure, was on a plane heading for the capital Dakar.

Senegal revealed this week that Toure been sheltering in its embassy in the Malian capital, Bamako.

Toure fled his palace on March 22.

The arrests of 22 officials by security forces drew broad international condemnation just days after the junta that seized power in a coup officially stepped aside for a civilian leader.

Any derailment of Mali's return to constitutional order would risk efforts by its neighbours to help Bamako try to retake northern regions seized by rebels since the coup.

"I can confirm that they have all been freed," an official in the CNRDRE, the group that seized power in the coup, told Reuters, asking not to be identified.

A defence ministry source also confirmed that the officials, 11 civilians and 11 soldiers who were being held in the army town of Kati, just north of Bamako, had been released.

The release was later confirmed in a brief emailed statement released by the junta.

Advertisement

All those held were seen as close to Toure, who was due to step down before an April 29 election.

International organisations including the United Nations and the African Union on Wednesday condemned the wave of arrests.

Politicians accused the military of not wanting to cede power.

A mix of separatist and Islamist rebels seized Mali's three northern regions as government forces fighting on several fronts collapsed in the chaos that followed the coup.

The coup shattered Mali's reputation for stability in an otherwise turbulent region and the retreat of government forces in the north stoked fears that groups linked to al Qaeda and international criminals will take advantage of a security void.

Ousted President Toure had come under criticism abroad and at home for failing to tackle the growing insecurity in its largely desert north, an area larger than France.

Senegalese President Macky Sall said this week Toure had most recently been sheltering at its embassy in Mali.

A presidential spokesman said he was due in Dakar late on Thursday.

"It was President Sall who organised his passage to Dakar," spokesman Abou Abel Thiam said by telephone.

Accord-cadre Cédéao/Cnrdre : Marché de dupes ou tentative de légalisation d'un putsch ?



Accueilli avec grande satisfaction par les Maliens ainsi que par la communauté internationale, le déclenchement du processus du retour à l'ordre constitutionnel est finalement effectif au bout de dures tractations entre la CEDEAO et les tombeurs d'ATT. Les protagonistes en ont toutefois des lectures si divergentes, que ce qui est considéré comme un dénouement pourrait n'être qu'un acquis de courte durée, au grand dam peut-être de priorités que relèguent au second l'attachement de la junte au pouvoir conquis par les armes.



Le leader de la junte malienne, le capitaine Amadou Sanogo, et le ministre des Affaires étrangères du Burkina-Faso, Djibrill Bassole, le 1er avril 2012, près de Bamako. AFP

Le processus de transmission du pouvoir aux civils est en marche et rien ne semble l'arrêter, selon toute vraisemblance. Après la démission officielle du président Amadou Toumani Touré de ses fonctions, dimanche dernier, la Cour constitutionnelle, dans le strict respect des dispositions légales applicables en la matière, a procédé à la constatation, avant-hier, de la vacance du pouvoir présidentiel en y consacrant un arrêt historique au Mali. C'est en vertu dudit arrêt, notamment, que l'intérim sera assuré, à compter de ce jour Jeudi 12 Avril, par le président de l'Assemblée Nationale, le Pr. Dioncounda Traoré. Son intronisation comme président de la République, tient certes d'une conformité aux règles constitutionnelles, mais elle intervient également en application de l'accord-cadre passé entre la CEDEAO et le Comité National de Redressement de la Démocratie et de Restauration de l'État, dans la foulée des sanctions infligées au Mali après le coup de force du 22 Mars 2012 contre l'ordre constitutionnel et institutionnel du Mali. Conclu en fin de semaine dernière, au bout d'un suspense à peine tenable, ledit accord s'articule autour d'une dizaine d'articles fixant les diverses étapes de réhabilitation de l'ordre interrompu par l'interférence de la junte, les modalités d'organisation d'une transition vers un régime démocratique régulièrement instauré, etc. Cet accord, qui a consacré la levée immédiate des sanctions de la CEDEAO, est à l'origine d'interprétations très controversées, depuis sa publication par la CNRDRE, conformément à ses engagements solennels du 1er Avril dernier. Il ne serait peut-être même pas exagéré de parler de marché de dupes, tant les parties prenantes paraissent avoir des visées et des compréhensions divergentes sur la question fondamentale du retour à l'ordre constitutionnel. Quid par exemple de la durée de l'intérim ? Sur la question, la junte militaire fait montre d'une intransigeante pour le moins mesurée, laquelle consiste à n'en retenir que le délai contenu dans le texte fondamental en vigueur. A son entendement, selon toute évidence, la période intérimaire ne saurait excéder la quarantaine de jours au bout desquels les cartes doivent être à nouveau rebattues par les protagonistes de l'accord-cadre, en l'occurrence la CEDEAO et le CNRDRE. C'est en substance ce qu'a indiqué son premier responsable, Amadou H. Sanogo, lors de sa conférence de presse au cours de laquelle il a également mis en garde contre toute velléité de transgression ou d'atteinte à l'accord-cadre. À y regarder de près, une telle position est sous-tendue en filigrane dans le document dont les

confusions, non-dits ou sous-entendus ouvrent la brèche à l'interprétation simpliste selon laquelle les concessions obtenues avec le concours de la CEDEAO se résument à une instrumentalisation ni plus ni moins des institutions de la République aux fins d'une légalisation de l'organe enfanté par le coup de force du 22 Mars : la Cour Constitutionnelle se chargeant de constater la vacance de pouvoir, le président de l'Assemblée Nationale d'assurer l'intérim conformément à la constitution du 22 Février 1991, l'Assemblée Nationale de voter une loi d'amnistie et de protection des auteurs du putsch contre d'éventuels ennuis judiciaires. En faveur de la présomption d'une manœuvre de légalisation du coup d'État milite, par ailleurs, cette intention manifeste chez la junte de continuer à régenter la transition même après l'installation des organes devant la conduire. C'est de cela que procède sans doute ses réclamations relatives à l'attribution d'une partition au CNRDRE dans le mécanisme de la transition. Mais le hic, c'est que la CEDEAO ainsi que les tous les autres tenants de la légalité ont sans doute une lecture beaucoup moins étriquée du rétablissement de l'ordre constitutionnel dont l'étape la plus déterminante commence aujourd'hui avec l'installation du président de l'Assemblée Nationale dans ses nouvelles fonctions de président de la République. Et, pour autant qu'on sache, l'ordre constitutionnel ne fait aucune place au CNRDRE dans le mécanisme institutionnel du Mali. Comme il est loisible de le constater, l'accord-cadre porte en lui les germes de divergences dont les premières manifestations se feront probablement jour avec la mise en œuvre de la panoplie de mesures de nominations opérées par la junte sur la base d'un acte fondamental inconstitutionnel.

Cette bataille pour le pouvoir fait malheureusement rage pendant que les priorités du pays n'ont de cesse de s'amplifier depuis le coup de force du 22 Mars : destruction du système défensif de l'armée, atteinte à l'intégrité territoriale, grave crise humanitaire consécutive au déplacement massif des populations et à la partition du pays entre nord et sud.

A. Keïta

La junte malienne rejette le plan de la CEDEAO sur 12 mois

29 avril 2012 Rubrique: [Armée.Politique](#)

La junte militaire qui s'est emparée du pouvoir le 22 mars au Mali a rejeté ce samedi le plan de la Cedeao visant à porter à 12 mois le mandat du gouvernement de transition, civil. La junte avait d'ores et déjà accepté de transmettre le pouvoir pour une durée de 40 jours à un gouvernement civil, dirigé par le président par intérim Dioncounda Traoré, puis de permettre la tenue d'élections d'ici la fin mai.

Mais jeudi, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest a estimé que le gouvernement de transition devrait rester en fonctions pour une durée allant jusqu'à 12 mois. La junte a accusé samedi la Cedeao d'avoir pris cette décision sans la consulter et a estimé que cette modification risquait de faire échouer le processus de transition politique dans son ensemble.

Soldats en armes

«Je tiens à réaffirmer à tous que la junte s'en tiendra uniquement à l'accord (antérieur, sur les 40 jours) signé avec la Cedeao. Il n'est pas possible de le modifier», a déclaré l'auteur du putsch, le capitaine Amadou Sanogo, au terme d'une réunion tendue avec les médiateurs de la Cedeao.

«Après les 40 jours, nous déciderons quels organes de l'Etat continueront, c'est ce qui a fait l'objet d'un accord et ne peut être changé», a dit Sanogo à la presse. Il n'a pas fait allusion à la tenue d'élections au terme de la période de 40 jours.

Des soldats en armes s'étaient rassemblés aux abords du lieu où s'est déroulée la rencontre avec les médiateurs de la Cedeao, à la base militaire de Kati, à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale Bamako. «A bas la Cedeao» et «A bas Dioncounda», ont-ils scandé.

Reuters - 28.04.12 à 23h39

Mali : Dioncounda Traoré et Cheick Modibo Diarra ne doivent pas faire cavaliers seuls (FDR)

28 avril 2012 Rubrique: [Politique](#)

Une des exigences du Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et la restauration de la République (FDR) est que la transition réussisse, ce qui suppose que ceux qui la dirigent ne fassent pas cavaliers seuls, a indiqué vendredi M. Tiébilé Dramé, président du parti PARENA et membre influent du FDR.



Ce souhait de M. Dramé a été émis lors d'une conférence de presse à travers laquelle les membres du FDR ont « réaffirmé » qu'ils n'ont pas été « consultés » pour la formation du gouvernement de Dr Cheick Modibo Diarra, ajoutant qu'ils n'ont jamais été « demandeurs » d'un quelconque portefeuille ministériel.

De l'avis de M. Tiébilé Dramé, le président de la république par intérim, Pr. Dioncounda Traoré et le premier ministre Dr Cheick Modibo Diarra ne doivent faire cavaliers seuls. Dans ses explications, celui-ci a déclaré ceux-ci doivent jouer « collectifs » car, dit-il, ils en ont besoin.

« S'ils ne jouent pas collectifs, je ne vois pas comment ils peuvent mobiliser toutes les énergies du pays pour la réussite de transition ».

M. Dramé a poursuivi en ses propos en ces termes : « Ceux-ci sont des hommes politiques. Le président de transition dirigeait un parti politique (l'ADEMA, Ndlr) jusqu'à sa prestation de serment et le premier ministre est le président-fondateur d'un parti politique (le Rassemblement pour le Développement du Mali ou RpDM, Ndlr). Au regard de ces considérations, le président du PARENA a dit « Nous comptons donc sur eux pour qu'ils jouent collectifs avec l'ensemble des forces politiques et sociales du pays pour mobiliser l'ensemble du pays pour la réussite de la transition ».

Sans les citer nommément, M. Dramé et Me Kassoum Tapo, porte-parole du FDR, ont jeté des piques à certains acteurs de la scène politique et de la société civile malienne lors de cette rencontre. « Notre ambition au FDR n'a jamais été d'obtenir un poste ministériel. C'est le retour à l'ordre constitutionnel qui était l'une de nos préoccupations. L'autre préoccupation est l'instauration de la paix dans tout le pays, ce qui n'est pas encore effectif », ont-ils dit avant de conclure « vous (les journalistes, Ndlr) avez vu vous-mêmes la désolation dans l'autre camp ». A rappeler qu'aucune des deux tendances (pro ou anti-putsch) n'est représentée dans le gouvernement de Dr Cheick Modibo Diarra.

De l'avis de certains observateurs avertis de la scène politique malienne, « Si dans l'avenir, le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE qui a renversé le 22 mars dernier l'ancien président Amadou Toumani Touré) est appelé à composer avec une tendance, ça sera le FDR ».

Xinhua

Samedi 28 avril 2012

Sommet extraordinaire des chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO : Communiqué final

27 avril 2012 Rubrique: [CEDEAO,Politique](#)



COMUNIDADE DOS ESTADOS DA
AFRICA DO OESTE

ECONOMIC COMMUNITY OF
WEST AFRICAN STATES



COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST

SOMMET EXTRAORDINAIRE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

Abidjan Côte d'Ivoire, 26 avril 2012

COMMUNIQUE FINAL

1. À l'invitation de S.E.M Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire et Président en exercice de la CEDEAO, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des États l'Afrique de l'Ouest, ont tenu une Session extraordinaire le 26 Avril 2012 à Abidjan, République de Côte d'Ivoire.

2. Cette session a été convoquée à l'effet d'examiner la situation politique, sécuritaire et humanitaire au Mali et en Guinée Bissau.

3. Etaient présents les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants ou leurs représentants dûment accrédités :

- **Son Excellence Thomas Boni YAYI**, Président de la République du Bénin
- **Son Excellence Blaise COMPAORE**, Président du Burkina Faso
- **Son Excellence, Jorge Carlos FONSECA**, Président de la République du Cap Vert
- **Son Excellence Alassane OUATTARA**, Président de la République de Côte d'Ivoire
- **Son Excellence Sheikh Prof. Alh. Yahya AJJ JAMMEH**, Président de la République de Gambie
- **Son Excellence Alpha CONDE**, Président de la République de Guinée
- **Son Excellence Dioncounda TRAORE**, Président par Intérim de la République du Mali
- **Son Excellence Goodluck Ebele JONATHAN** , Président de la République Fédérale du Nigeria
- **Son Excellence Macky SALL**, Président de la République du Sénégal
- **Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise

- **Son Excellence Brigi RAFINI**, Premier Ministre de la République du Niger
- **Son Excellence Alhaji Mohamed MUMUNI**, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Ghana
- **Son Excellence Augustine Kpehe NGAFUAN**, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Libéria
- **Son Excellence Joseph B. DAUDA**, Ministre des Affaires Etrangères de la République de Sierra Leone

4. Les représentants des Etats et des organisations suivants ont également pris part à cette session en qualité d'observateurs:

- S.E.M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République Islamique de Mauritanie ;
- L'Algérie ;
- La France ;
- Les Etats Unis d'Amérique.
- Union Africaine ;
- L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- L'Organisation des Nations Unies ;
- L'Union Européenne ;

5. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note des rapports du Président de la Commission de la CEDEAO sur l'évolution récente de la situation politique et sécuritaire au Mali et en Guinée Bissau ainsi que du Président du Comité des Chefs d'Etats Major sur l'état des préparatifs de la Force en Attente de la CEDEAO. Ils ont également pris note des comptes rendu de **S.E.M Blaise Compaoré**, Président du Faso,

Médiateur de la CEDEAO au Mali et de **S.E.M Alpha Condé**, Président de la République de Guinée, Médiateur de la CEDEAO en Guinée Bissau.

6. La Conférence a rappelé la déclaration du 6 avril 2012 du Président en exercice de la CEDEAO sur la signature de l'Accord cadre par les parties prenantes de la crise constitutionnelle au Mali ainsi que les déclarations du 12 et 19 avril 2012 du Président de la Commission portant respectivement sur le coup d'état en Guinée Bissau et la mise en place d'un « soit disant » Conseil National de Transition par le Commandement Militaire.

7. Après avoir longuement délibéré sur la situation au Mali et en Guinée Bissau, la Conférence a pris les décisions suivantes:

Sur la restauration de l'ordre constitutionnel au Mali :

8. La Conférence prend note de «l'engagement solennel» pris le 1^{er} Avril 2012 par le Comité National de Redressement pour la Démocratie et la Restauration de l'Etat (CNRDRE), de restaurer rapidement la légalité constitutionnelle au Mali.

9. Le Sommet se félicite de la signature, le 6 avril 2012, de « l'Accord Cadre de la mise en œuvre de l'engagement solennel » par les parties prenantes de la crise constitutionnelle sous l'égide du Médiateur, **S.E.M Blaise Compaoré**, Président du Faso et le félicite chaleureusement pour cette avancée significative.

10. La Conférence prend acte de la mise en place des organes de transition conformément à l'Accord cadre, en particulier de l'installation du Président par Intérim, de la nomination du Premier Ministre et du gouvernement. Elle se félicite de l'esprit de sacrifice et de dépassement dont ont fait preuve les populations maliennes et leurs dirigeants, dans l'intérêt de l'unité et de l'intégrité de la Nation.

11. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de porter la transition au Mali sur une période de 12 mois, au cours desquels les élections présidentielles doivent être organisées pour choisir un nouveau Président. Le Sommet décide également d'étendre le mandat des organes de transition, notamment le Président par Intérim, le Premier Ministre et le Gouvernement sur cette période de 12 mois pour assurer, dans la limite des pouvoirs qui leurs sont conférés par la Constitution, la continuité de la gouvernance du pays.

12. La Conférence exhorte toutes les parties prenantes concernées à s'engager résolument dans la mise en œuvre de la feuille de route jusqu'à la tenue des élections présidentielles et la restauration de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement demandent que les autorités de transition garantissent non seulement le droit de retour au Mali de l'ex Président, **M. Amadou Toumani Touré** et de toutes autres personnalités forcées de quitter le pays mais aussi leur sécurité une fois au pays.

13. Le Sommet exhorte les autorités de transition de prendre toutes les mesures pour déployer, durant la période de transition, les services centraux de l'administration dans tout le pays en particulier dans le Nord.

14. Le Sommet salue la libération des personnalités détenues par les Militaires le 17 avril 2012 et demande au CNRDRE d'honorer scrupuleusement son engagement pris dans le cadre de l'Accord en respectant l'ordre constitutionnel et en se soumettant aux autorités civiles de la transition. A cet égard la Conférence demande aux membres du CNRDRE de retourner dans les casernes et de se consacrer à leur mission régalienne de défense du territoire.

15. La Conférence met en garde le CNRDRE que ses membres qui commettraient désormais toutes actions arbitraires et unilatérales seront passibles de sanctions individuelles ciblées.

16. Le Sommet exprime sa gratitude aux six (6) Chefs d'Etat désignés par la CEDEAO pour le suivi du dossier Malien, aux pays du Champ (Algérie, Mauritanie), à l'Union Africaine, aux Nations Unies, et aux Partenaires au Développement, pour leur coopération dans le processus de retour à l'ordre constitutionnel au Mali.

SUR LA REBELLION AU NORD DU MALI:

17. En dépit de la prétendue déclaration unilatérale de cessez-le-feu par le MNLA le 5 avril 2012, le Sommet constate, avec préoccupation, la poursuite des atrocités au nord du Mali perpétrées par les rebelles, les groupes terroristes et les autres réseaux de criminalité transnationale organisés transformant ainsi le territoire occupé en une grande zone de banditisme et d'insécurité aigue avec des conséquences humanitaires graves.

18. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement dénoncent l'occupation continue des régions de Kidal, de Gao et de Tombouctou par les rebelles. Ils réaffirment leur attachement à l'unité et l'intégrité territoriale du Mali et réitèrent leur détermination à assister le gouvernement du Mali dans la restauration de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, conformément aux dispositions pertinentes des protocoles de la CEDEAO.

19. La Conférence réaffirme la proposition de médiation de la CEDEAO en vue d'un règlement négocié de la crise au nord du Mali. A cet égard, la Conférence renouvelle sa confiance au Médiateur, S.E.M Blaise Compaoré et l'encourage à persévérer dans ses efforts de médiation en concertation avec les pays du champ (l'Algérie et la Mauritanie) jusqu'à la restauration de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali.

20. La Conférence salue et entérine le souhait exprimé par **S.E.M Goodluck Ebele Jonathan**, Président de la République Fédérale du Nigeria de se joindre aux efforts du Médiateur **S.E.M Blaise Compaoré** dans la résolution pacifique de la crise au Mali.

21. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de prendre toutes les mesures nécessaires visant à assister le Mali dans le rétablissement de son unité et de son intégrité territoriale. A cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement instruisent la Commission de commencer, avec effet immédiat, le déploiement de la Force en Attente de la CEDEAO conformément au mandat approuvé.

22. La Conférence réaffirme son engagement à aider le Mali et les pays membres limitrophes à faire face aux conséquences humanitaires de la rébellion. En conséquence, elle instruit la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour mobiliser les ressources, assister les populations affectées, protéger les corridors, ainsi que les acteurs et les biens humanitaires en consultation et en collaboration avec les pays du champ et les partenaires. La Conférence instruit la Commission de mettre à disposition une dotation dont le montant sera déterminé au titre de fonds de roulement initial conformément au rapport du Comité des Chefs d'Etat-major.

23. Le Sommet exprime sa gratitude aux partenaires au développement qui ont promis d'accompagner les efforts humanitaires et de médiation de la CEDEAO à travers leur soutien technique, financier et logistique. Elle lance un appel à toutes les agences humanitaires et à la Communauté internationale d'intensifier leur assistance à cet égard.

24. La Conférence lance un appel à tous les pays, notamment ceux du champ non membres de la CEDEAO, et à tous les partenaires désireux d'accompagner la CEDEAO dans ses efforts de restauration de l'ordre constitutionnel et l'intégrité territoriale du Mali. A cet égard, le Sommet instruit la Commission de prendre les mesures nécessaires pour mettre en place un mécanisme de concertation et de coordination avec ses partenaires pour la mobilisation des appuis à ces efforts.

SUR LA SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE EN GUINEE BISSAU :

25. Le Conférence réaffirme le principe fondamental de « tolérance zéro » pour la prise ou le maintien du pouvoir par des moyens non constitutionnels ainsi que le rôle apolitique des militaires dans une démocratie tels que consacrés par le Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance.

26. Le Sommet condamne fermement le coup d'état du 12 avril 2012 perpétré par le Commandement militaire et ses associés et dénonce l'interruption du processus de l'élection présidentielle ainsi que la détention du premier Ministre et du Président par Intérim par la junte.

27. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement réitèrent la dénonciation de l'accord du 17 avril 2012 établissant un soit disant Conseil National de Transition et réaffirment que la CEDEAO ne reconnaîtra aucune transition anti-constitutionnelle.

28. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement demandent la libération immédiate et sans condition du Premier Ministre M. Carlos Gomes Junior, du Président par Intérim M. Raimundo Pereira ainsi que de toutes personnes illégalement détenues par la Junte, et leur remise à la disposition de la CEDEAO, l'Union Africaine ou de l'ONU. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement demandent également la restauration immédiate de l'ordre constitutionnel.

29. La Conférence exhorte toutes les parties prenantes à s'en remettre à la médiation de la CEDEAO visant à s'accorder sur les modalités d'une transition consensuelle vers la tenue d'élections dans un délai de douze (12) mois en tenant compte de l'engagement écrit pris par le commandement militaire le 16 avril 2012 d'accepter le retour à l'ordre constitutionnel selon les modalités à définir avec l'assistance de la CEDEAO.

30. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement instruisent la Commission de déployer, avec effet immédiat, un contingent de la Force en Attente de la CEDEAO (FAC) en Guinée Bissau pour entre autres, faciliter le retrait de la Mission d'Assistance Technique et Militaire de l'Angola en Guinée Bissau (MISSANG), d'assister à la sécurisation du processus de transition et d'anticiper sur la mise en œuvre effective de la feuille de route du programme de réforme du secteur de défense et de sécurité.

Dans cette perspective, la Conférence a approuvé le mandat de la FAC en Guinée Bissau.

31. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement mettent en garde le Commandement militaire que s'il n'accepte pas toutes les demandes de la Conférence dans les prochains 72 heures, la CEDEAO imposera, avec effet immédiat, des sanctions ciblées sur les membres du Commandement Militaires et leurs associés ainsi que des sanctions diplomatique, économique et financière sur la Guinée Bissau sans exclure des poursuites de la Cour Pénale Internationale (CPI). La Conférence décide, en addition de ces sanctions, de prendre toutes autres mesures nécessaires pour l'atteinte de ces objectifs.

32. La Conférence décide de la mise en place d'un groupe régional de contact placé sous la responsabilité du Nigeria et aussi constitué du Bénin, du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée, du Sénégal et du Togo, dont la mission sera de coordonner le suivi de la mise en œuvre des décisions du Sommet sur la Guinée Bissau.

33. La Conférence réaffirme son engagement pour une collaboration étroite entre la CEDEAO, l'Union Africaine, les Nations Unies et les autres partenaires dans les efforts collectifs de maintien de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Elle en appelle à un renforcement de cette coopération basée sur le principe cardinal de subsidiarité.

34. Le Sommet exhorte la Commission de la CEDEAO à diligenter la mise en œuvre du Plan Opérationnel de Lutte contre la Drogue de la CEDEAO, en particulier en Guinée Bissau par la recherche de financement au niveau interne et auprès des partenaires.

35. Les Chefs d'Etats et de Gouvernement félicitent **S.E.M Alassane Ouattara**, Président de la République de Côte d'Ivoire Président en Exercice pour son leadership dans la région et pour ses efforts infatigables dans la consolidation de l'Etat de droit, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

36. La Conférence accueille chaleureusement en son sein **S.E.M Macky Sall**, Président nouvellement élu de la République du Sénégal et l'assure de son engagement à travailler étroitement avec lui dans l'intérêt de l'intégration régionale, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

37. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement félicitent **S.E.M. Dioncounda Traoré**, Président par Intérim de la République du Mali, pour sa nomination et l'assurent de leur soutien dans l'accomplissement de sa mission.

38. La Conférence reste saisie des situations au Mali et en Guinée Bissau et prendra toutes autres mesures additionnelles nécessaires pour y faire face.

Fait à Abidjan, le 26 Avril 2012

LA CONFERENCE

Mali. Situation confuse à Bamako après des affrontements

Conflits mardi 01 mai 2012



Les anciens putschistes du capitaine Sanogo disent avoir sécurisé Bamako et ses environs.

Archives AFP.

Des affrontements armés ont opposé lundi soir à Bamako et dans ses alentours d'anciens militaires putschistes et la garde présidentielle, loyale au président renversé, Amadou Toumani Touré. Mardi matin, un représentant de l'ex-junte malienne a assuré que la situation était « sécurisée » dans la capitale.

Échanges de tirs

Pendant plusieurs heures lundi soir, des affrontements ont opposé des membres de l'ex-junte au pouvoir à la garde présidentielle loyale à Amadou Toumani Touré, renversé le 22 mars.

Des échanges de tirs nourris ont été entendus dans le centre-ville et dans d'autres quartiers, et des coups de feu signalés au camp militaire de Kati, quartier général de l'ex-junte au pouvoir, près de Bamako.

On dénombre « **14 morts et 40 blessés** », a indiqué le docteur Abdoulaye Nene Coulibaly, directeur de l'hôpital Gabriel Touré à Bamako.

En début de nuit, plusieurs témoins avaient affirmé que l'ORTM (radio-télévision malienne), mais aussi l'aéroport de Bamako, étaient passés sous le contrôle des bérets rouges fidèles à l'ancien président.

« **Forces obscures** »

Mais ce matin, peu après 3 h 30 (5 h 30 en France), un représentant de l'ex-junte malienne est apparu à la télévision pour « **rassurer** » la population, affirmant que la situation était « **sécurisée** » à Bamako après des « **attaques** » visant, selon lui, à « **déstabiliser le processus de retour à l'ordre constitutionnel** ».

« **Tous ces endroits sont sécurisés** », a assuré cet homme, avant de faire état d'arrestations. Dans une déclaration en français, il a affirmé que les « **attaques** » de la nuit avaient été perpétrées avec le soutien de « **forces obscures qui sont actuellement détenues** ».

Des tirs nourris ont toutefois été entendus dans la matinée près d'un camp où sont basées des forces loyalistes dans le centre de Bamako, avant que le calme ne revienne, hors quelques tirs sporadiques.

Le président par intérim en « **sécurité** »

Quelques instants avant cette déclaration télévisée, le chef de l'ex-junte malienne, le capitaine Amadou Haya Sanogo, avait affirmé, dans un message écrit diffusé par la télévision, « **maîtriser la situation** » à Bamako, qui semble pourtant extrêmement confuse.

Quant au président par intérim Dioncounda Traoré, investi le 12 avril, il se trouvait « **en sécurité dans un hôtel de Bamako** », lundi soir, selon une source diplomatique occidentale.

Situation à Bamako au Mali: La confusion

AFRIQUE DE L'OUEST - MALI

Crise politique - La confusion c'est le climat qui a prévalu à Bamako lundi et mardi deniers. Des tirs nourris de militaires en bérets verts d'une part et rouges de l'autre, à l'Ortm, à l'aéroport de Sénou et à la garnison de Kati, sans qu'on en sache de façon claire les tenants et des aboutissants. Des échanges de tirs qui ont semé panique et psychose au sein de la population. C'est aux environs de 19 heures, lundi dernier que des tirs nourris ont éclaté à Bamako. Selon les premières informations, des éléments du Régiment des commando-paras (Rcp) de Djicoroni para ont tenté de prendre l'Ortm pendant que d'autres tirs se faisaient entendre sous la colline de Koulouba. Dans le même temps, l'aéroport Bamako-Sénou et le camp de Kati, quartier général du Cnrde, aussi, ont été simultanément attaqués selon de

nombreux témoins. Les tirs ont continué toute la nuit. Mardi matin, un communiqué diffusé par le CNRDRE à l'Ortm déclarait que les éléments de la junte maîtrisaient la situation.

C'est le lieutenant Mohamed Issa Ouédraogo, en français, et le vice président de la Copam, Adama Traoré, en bamanan, qui ont expliqué aux téléspectateurs que les trois sites : l'Ortm, la garnison de Kati et l'aéroport de Bamako-Sénou ont été attaqués par des éléments du Rcp et des forces internes obscurs qui ont été repoussés.

Certains parmi les assaillants, selon la déclaration, ont été faits prisonniers. Le lieutenant Mohamed Issa Ouédraogo a affirmé : ' tous ceux qui sont, de près ou de loin, impliqués dans l'accomplissement de cet acte odieux à l'endroit du peuple malien, seront recherchés et traduits devant les juridictions compétentes.

Des tirs sporadiques continuaient à se faire entendre, notamment à Bamako et vers le RCP, à Djicoroni, pendant toute la journée d'hier, mardi. On apercevait, aussi, face à l'Ortm, des Brdm.

Selon des sources hospitalières, les attaques auraient fait une quinzaine de morts et une quarantaine de blessés. Vers 15 heures, hier, le capitaine Amadou Haya Sanogo est apparu à l'Ortm pour indiquer que ces attaques ont été perpétrées par des éléments du Rcp et des mercenaires. Il a lancé un appel aux militaires qui ne sont pas dans leur garnison pour qu'ils rejoignent les postes de gendarmerie. ' Cela va faciliter les choses ', a-t-il soutenu.

Il a demandé à la population de garder son calme, car, tout était sous contrôle. Répondant à la presse qui l'interrogeait, il a affirmé que l'Accord-cadre reste en vigueur. Il a souligné que le président de la République, le gouvernement et l'Assemblée nationale, aussi, étaient en place. Toujours à propos des attaques, il a ajouté : ' c'est un problème interne qu'on gère. ' A la suite de son intervention, le ministre de la Communication, de la poste et des nouvelles technologies, porte-parole du gouvernement, Hamadoun Touré, a fait savoir que toutes les mesures seront prises en vue d'un retour à la normalité.

Chaque Malien, a-t-il dit, doit se convaincre que la violence n'est pas la solution '. Il a indiqué que le gouvernement s'attelle à la tâche de parachever le retour à la vie constitutionnelle, le rétablissement de l'autorité de l'Etat et de la démocratie, y compris au Nord du Mali. Hier, vers 18 heures, le calme revenait progressivement à Bamako et on apprenait que le Rcp serait sous le contrôle du Cnrdre.

Baba Dembélé

Le Républicain du 02 Mai 2012

Mali: situation confuse à Tombouctou, les groupes islamistes imposent leur loi.



Vendredi, Ansar Dine a renforcé son emprise sur la ville en mettant sur pied une "police islamique" pour "appliquer la charia" (loi islamique) aux voleurs, a appris l'AFP de sources concordantes.

Le Front national de libération de l'Azawad (FNLA), composé d'arabes de la région de Tombouctou, qui avait pris vendredi le contrôle d'une partie de cette ville du Nord du Mali, a annoncé dans la soirée avoir quitté les lieux à la demande d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

"Abou Zéïd, le chef d'Aqmi lui-même, nous a demandé de quitter nos positions de Tombouctou. Pour éviter un carnage dont les premières victimes seront les populations civiles, nous avons quitté la ville", a déclaré à l'AFP Ahmed Ould Chérif, l'un des responsables du FNLA.

"Les combattants du FNLA ont quitté la ville de Tombouctou vendredi soir. C'est Aqmi qui a demandé leur départ", a confirmé à l'AFP une source sécuritaire malienne.

Vendredi matin, le FNLA, qui avait pris la veille le contrôle des entrées est et sud de Tombouctou, avait pénétré jusqu'au centre-ville, contrôlé depuis le 1er avril par le groupe islamiste armé Ansar Dine, soutenu par des combattants d'Aqmi.

"Environ cent véhicules chargés de combattants armés du FNLA sont venus aujourd'hui au quartier Sans Fil de Tombouctou (centre). Ils sont armés jusqu'aux dents", avait déclaré une source sécuritaire malienne dans la ville, information confirmée par des témoins et un membre du FNLA.

Ce dernier, Ahmed Ould Mamoud, avait déclaré que les combattants du FNLA venaient "défendre et protéger" la région "de Tombouctou à Taoudenit", plus au nord.

Créé courant avril, le FNLA affirme n'être ni sécessionniste ni islamiste, contrairement aux deux autres groupes armés qui occupent Tombouctou, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg indépendantiste) et surtout Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghaly.

La "charia" pour les voleurs

"Ansar Dine a installé ce vendredi +une police islamique+ à Tombouctou pour appliquer la

charia aux voleurs", a déclaré à l'AFP une source très bien informée à Tombouctou.

"C'est vrai. La nouvelle police islamique est installée dans le siège de l'ancienne Banque malienne de la solidarité (BMS), à Tombouctou. Ansar Dine a dit qu'il va appliquer la charia parce qu'il y a trop de vols", a précisé à l'AFP Issa Maïga, un élu de la région.

"Au siège de la police islamique a été inscrit +police islamique+ en arabe. Il y a aussi un véhicule qui circule en ville sur lequel il est écrit +police islamique+ en arabe", a ajouté un proche d'un imam de Tombouctou.

La confusion qui semblait régner vendredi soir autour de Tombouctou, illustre cité historique située à un millier de km au nord de Bamako, survient au lendemain d'un sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui a décidé du déploiement "immédiat" d'une force militaire régionale au Mali.

Pas question, pour le moment, d'envoyer des soldats combattre en plein désert du Nord malien. Le but est de "sécuriser les organes de la transition et le gouvernement intérimaire" de Bamako, l'usage de la force contre les groupes du septentrion n'étant envisagé qu'en cas d'échec des négociations à venir.

Mais le caractère "immédiat" du déploiement de cette force, saluée par le front anti-junte et la France, est tout relatif.

"Aucune date n'a été arrêtée, les chefs d'état-major doivent se réunir encore", a indiqué à l'AFP une source militaire du Burkina Faso, pays qui conduit la médiation ouest-africaine dans la crise malienne. Des discussions sont en cours pour définir "les effectifs et les pays qui vont contribuer".

Des organes de transition ont été mis en place à Bamako après le retrait des militaires qui ont renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré (ATT).

Mali: quelques tirs sporadiques à Bamako après des combats meurtriers

(AFP) –

BAMAKO — Des tirs sporadiques ont été entendus dans la nuit de mardi à mercredi à Bamako après deux jours de combats meurtriers entre parachutistes fidèles au président malien renversé Amadou Toumani Touré (ATT) et les militaires de l'ex-junte qui contrôlent toujours la ville, a constaté l'AFP.

Le calme était revenu mercredi matin dans la capitale malienne où la circulation était normale sur les principales artères. L'activité au marché avait également repris et les forces de sécurité se faisaient discrètes.

Sur la route menant au camp de Kati, la base des ex-putschistes à 15 km de Bamako attaquée lundi par les "bérets rouges", les forces loyales au président ATT renversé le 22 mars, les points de contrôle installés par l'ex-junte ont été levés, a-t-on constaté.

Lundi en fin de journée et jusqu'au milieu de la nuit, les "bérets rouges" ont mené des attaques contre le camp des ex-putschistes à Kati, l'aéroport et la radio-télévision nationale (ORTM), occupée par les partisans du capitaine Amadou Haya Sanogo, chef de l'ex-junte qui avait pris le pouvoir avant de le rendre aux civils.

Ces combats ont fait au moins 14 morts et 40 blessés, un bilan encore provisoire.

Le capitaine Sanogo a assuré mardi à l'ORTM que la situation était "sous contrôle", précisant que les troubles ne remettaient pas en cause l'accord-cadre sur le retour du pouvoir aux civils. Il a désigné les auteurs des attaques comme étant des "mercenaires" associés aux éléments du 33^e Régiment de commandos-parachutistes, fidèles à ATT.

Mardi soir, la télévision a montré quelques images de auteurs présumés des attaques dont l'un s'est présenté comme étant un "Burkinabè" en montrant une pièce d'identité présumée du Burkina-Faso.

A Bamako, affrontements meurtriers entre militaires

LE MONDE | 02.05.2012 à 11h51 • Mis à jour le 02.05.2012 à 14h53

Par Jean-Philippe Rémy (Johannesburg, correspondant régional)



Des soldats loyaux au chef de la junte, Amadou Sanogo, mardi 1er mai à Bamako. | AP/Harouna Traore

Bamako n'a pas fini de compter ses blessés et ses morts, ni de s'interroger, depuis que les premières rafales ont retenti dans le quartier du fleuve, lundi 30 avril au soir. Quel était l'enjeu des combats dans la capitale malienne ? Des hommes en uniforme, présentés par plusieurs sources jointes au téléphone comme des "bérets rouges", des paracommandos fidèles au président renversé le 22 mars, Amadou Toumani Touré (ATT), semblent avoir tenté un *"contre-coup d'Etat avec le soutien de pays de la région"*. Une telle combinaison reste à prouver, mais l'enjeu des combats était bien le pouvoir.

Lundi soir, des paracommandos se sont lancés à l'assaut de points stratégiques de Bamako contrôlés par les forces de la junte du capitaine Amadou Sanogo, les membres du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE).

Mercredi matin, cette tentative avait échoué. La télévision nationale, investie quelques heures lundi soir par les bérets rouges, avait été vite reprise par les hommes du CNRDRE. Malgré les dégâts, des responsables de la junte avaient pu y diffuser leurs communiqués dans la nuit même. Les assaillants avaient, de toute évidence, surestimé leur capacité à tenir le bâtiment, ou bien ils attendaient des renforts qui ne sont pas venus.

Les hôpitaux avançaient, le 1^{er} mai, le chiffre de 14 morts et 40 blessés. Des sources humanitaires estiment que le bilan devrait s'alourdir. Plusieurs dizaines d'autres

blessés, essentiellement des militaires cachés ou disséminés dans la ville, n'auraient pas été comptabilisés.

PICK-UP CONTRE BLINDÉS

Les bérets rouges semblent être également partis à l'assaut de l'aéroport et du camp de Kati (siège du CNRDRE), près de Bamako, en braquant des véhicules en ville, faute d'un nombre suffisant de pick-up équipés de mitrailleuses lourdes. En face, les hommes du CNRDRE ont sorti des blindés. Ni l'aéroport ni le camp de Kati ne sont tombés.

Inversement, les forces du capitaine Sanogo, portant béret vert, ont pris mardi Djiconori, camp des paracommandos qui avaient quitté les lieux peu auparavant en tirant en l'air, se dispersant dans Bamako avec leur chef, le colonel Apidime Guindo, ex-aide de camp d'ATT. Le camp aurait subi de sérieux dommages.

Bérets verts contre bérets rouges, ces affrontements doivent faire la joie des rebelles qui tiennent le Nord du pays. L'éclatement d'une première rébellion touareg, le 17 janvier, avait marqué le début de la crise au Mali, conduisant au renversement d'ATT, à l'aube du 22 mars. Le CNRDRE avait été formé dans la hâte la nuit précédente lorsqu'une mutinerie partie de Kati s'était transformée en coup d'Etat. Les projets de renversement du pouvoir étaient alors légion. L'un d'eux impliquant des officiers supérieurs devait avoir lieu le lendemain du jour où les *"jeunes gens"* de Kati, qui comptent dans leurs rangs le fils de l'ex-président Alpha Oumar Konaré, avaient pris de vitesse les plus gradés.

Kati, vaste cité militaire vétuste, incarne l'un des drames du Mali. Les unités qui s'y trouvent cantonnées ont été, progressivement, marginalisées par le pouvoir au profit des unités dites d'élite, comme les bérets rouges du Régiment commando parachutiste (RCP). Depuis le coup d'Etat, ces derniers avaient conclu avec la junte ce qu'un responsable politique malien qualifie de *"gentleman agreement"*. Les paracommandos s'étaient fait discrets, mais restaient en armes dans leurs camps, notamment celui de Djicoroni, à Bamako, avec pour mission de protéger ATT sans intervenir en ville ou dans le débat politique.

UN VAINQUEUR : LE CAPITAINE SANOGO

Depuis, Amadou Toumani Touré a pu quitter le Mali, un plan de *"retour à l'ordre constitutionnel"* a commencé à se mettre en place, mais l'accord entre forces militaires rivales a volé en éclats. Alors que les combats semblaient toucher à leur fin mercredi, un vainqueur se dessinait au milieu de la confusion : le capitaine Sanogo, chef du CNRDRE.

Les unités d'élite ont été défaites par une coalition de militaires qui portent un badge avec le visage du chef de la junte, qui en théorie n'assure plus le pouvoir depuis la signature d'un accord-cadre, le 6 avril. Ce texte, signé sous la pression des pays de la région, prévoit un retour à l'ordre constitutionnel. Un président par intérim et un premier ministre ont été nommés, un gouvernement formé, des élections doivent être

organisées. Autant de dispositions destinées à écarter la junte du pouvoir. Or, celle-ci fait de la résistance. Trois ministres de poids (défense, sécurité, administration territoriale), issus de ses rangs, font partie du nouveau gouvernement.

Quant au capitaine Sanogo, il pèse sur les décisions et s'oppose au déploiement d'une force de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), comme à l'extension de la transition à douze mois. Les affrontements à Bamako vont-ils servir de prétexte pour bloquer ce projet ? Des sources proches de la junte, jointes au téléphone, ont accusé les bérets rouges d'avoir reçu l'appui de soldats de la région, aussitôt qualifiés de "*mercenaires*", et affirmé qu'un ou plusieurs avions auraient tenté d'atterrir à Bamako avec des renforts venus "*de pays de la région*".

Le chef d'état-major général des armées désigné par la junte, le colonel Ibrahim Dahirou Dembele, a déclaré à l'ORTM : "*Avec l'appui de mercenaires, les parachutistes devaient, dans un premier temps, conquérir l'ORTM et l'aéroport pour permettre l'arrivée de renforts extérieurs.*" L'officier affirme aussi que le but de l'opération avait pour "*objectif l'assassinat de chefs militaires et particulièrement le président du CNRDRE, le capitaine Sanogo*". La télévision a également présenté un prisonnier décrit comme un ressortissant du Burkina Faso voisin. Des accusations graves, qui devraient faire monter le ton entre le putschiste de Bamako et des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Nigeria ou le Bénin. Après les bérets rouges, c'est aux chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest que le capitaine Sanogo va devoir faire face.

Mali: Rebel Soldiers 'Control Situation' in Country's Capital, Bamako

1 MAY 2012

Mali's ruling military leaders have said in a message aired over state television said that they are in control of the state broadcaster building, ... (*Resource: Troops Battle for Control of Mali's Capital*)

The soldiers who staged a putsch in Mali five weeks ago said on Tuesday they were in control of the situation in the capital Bamako after they defeated an overnight counter-coup by forces loyal to ousted president Amadou Toumani Toure.

After an evening when gunfire echoed through the capital, coup leader Captian Amadou Haya Sanogo declared early Tuesday in a message that scrolled across the screen of state television that "the situation is under control".

He said his troops were in control of the airport, the state TV and radio station and the Kati army barracks.

Gunfire had erupted at the national TV and radio station, the airport and at the garrison town near Bamako that is the headquarters of the rebel soldiers led by Sanogo. A number of people were reported to have been killed in the clashes.

The fighting followed an attempt by junta loyalists to arrest Abidine Guindo, the former chief of staff of toppled president Toure. Guindo was the head of the "Red Berets" presidential guard.

The resurgence of fighting dimmed hopes for a quick return to order in the west African country where political chaos has allowed Tuareg rebels and Islamists to seize swathes of the vast desert north.

The coup leaders, under intense regional and international pressure, have allowed a civilian interim government to take over but have kept making arrests, which witnesses said sparked the latest violence.

When the renegade soldiers staged their coup on 22 March, shortly before scheduled elections, their power grab shattered the country's image as a democratic success story in the region.

Under diplomatic pressure from Mali's partners and military pressure from the advancing rebellion in the north, the junta agreed to hand power over to Dioncounda Traore, the former parliament speaker.

Traore was sworn in as interim president on 12 April 12, but the situation in the country has remained volatile

Mali coup leader says 'situation under control'



Malian ex-junta leader Amadou Sanogo (C) arrives at Bamako airport on March 29, 2012 in Bamako.

Tue May 1, 2012 4:45AM GMT

The leader of the military coup that ousted Mali's president from power says "the situation is under control" in the country's capital Bamako.

In a written statement shown on state television early Tuesday, Captain Amadou Sanogo said that his troops are now in control of the airport, state television, radio station and an army barracks in Bamako following nighttime clashes with guardsmen loyal to the toppled president Amani Toumani Toure.

Several people reportedly lost their lives Monday night when Toure loyalists tried to reverse the coup.

The clashes occurred around the state broadcasting building and in several other locations in Bamako.

"These are elements of the presidential guard from the old regime and they're trying to turn things around," Bacary Mariko, a spokesman for the ruling military junta said. "We have the situation under control."

It has been just over a month since the military coup in Mali. Although the junta has handed power to an interim government, it is still thought to wield considerable influence.

On April 20, President Toure fled to Senegal after taking shelter in the Senegalese Embassy in Mali.

Toure tendered his official resignation on April 8 to facilitate a deal signed by the junta chief and Economic Community of West African States (ECOWAS) mediator Djibril Bassole to establish an interim government and restore constitutional rule.

Mali's interim leaders, President Dioncounda Traore and Prime Minister Cheick Modibo Diarra, have been tasked with organizing elections and putting an end to the rebellion of separatists in the north.

Army troops staged the coup after accusing Toure of inability to control the rebels of the north who had for months tried to gain independence.

DB/MA

Mali junta claims control of Bamako after fighting



Bamako-based journalist Martin Vogl said clashes continued late into the night

Mali's coup leaders have said they are in control of the situation in Bamako, after hours of fighting in the capital.

In a message on TV, they said they held the state broadcasting building, the airport and army barracks after a counter-coup attempt by loyalists of ousted President Amadou Toumani Toure.

However, some gunfire can still be heard in the city. Several people are believed to have been killed.

The junta handed power to an interim government after the March coup.

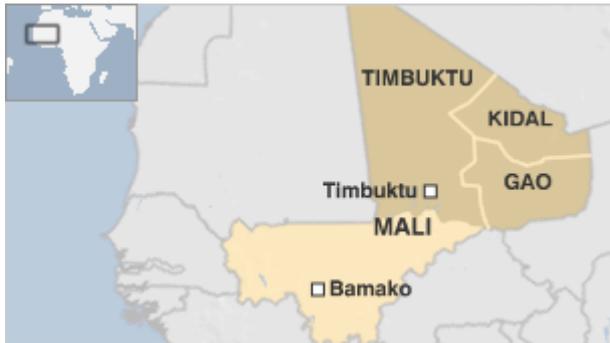
But the junta - led by Capt Amadou Sanago - is still thought to wield considerable influence in the West African country and opposes plans to send a regional peacekeeping force to the country.

Deserted streets

In the TV message broadcast early on Tuesday, the coup leaders said the situation was under control after the clashes with members of the presidential guard and "foreign elements".

Continue reading the main story

Mali coup: The story so far



- 22 March: Junta seizes power, accusing President Amadou Toumani Toure of not enough to tackle rebels
- 28 March: Mali suspended by regional bloc, Ecowas
- 1 April: Rebels seize whole of north, including historic city of Timbuktu
- 6 April: Tuareg rebels declare independence for the north - not recognised internationally
- 12 April: Speaker of parliament Dioncounda Traore sworn in as Mali's interim leader
- 17 April: Junta arrests several allies of former President Toure
- 19 April: Mr Toure and his family flee to Senegal
- 30 April: Fighting breaks out in Bamako

Members of the "Red Berets" presidential guards unit earlier reportedly entered the broadcaster's building, which had been controlled by pro-junta forces since the coup.

"These are elements of the presidential guard from the old regime and they're trying to turn things around," junta spokesman Bacary Mariko told the Reuters news agency.

Bamako-based journalist Martin Vogl said the airport and the junta's military base just outside the capital were also attacked.

He says it is not clear where the latest shooting is coming from.

The clashes reportedly came after junta loyalists tried to arrest the head of the presidential guard, whose forces decided to strike first.

One eyewitness told Reuters that the streets of Bamako were deserted. Electricity has been cut in several part of the city.

A spokesman for the regional body, Ecowas, told the BBC he was not surprised by the fighting because the junta was "still meddling" in the affairs of government.

"We urge [the military] to get back to barracks," said Sonny Ugoh.

He said there was "no alternative" to sending troops to Mali but stressed they were to help Mali fight rebels who have seized control of the three northern provinces of Timbuktu, Kidal and Gao - a mostly desert area the size of France.

The rebels are a combination of ethnic Tuareg separatists and Islamists, who want to impose Sharia law across the whole country.

The 22 March coup was led by soldiers who accused former President Toure of failing to combat the insurgency, which took advantage of the unrest to make rapid advances.

Martin Vogl says the coup leaders oppose Ecowas plans for interim President Dioncounda Traore to stay in power for a year while organising elections.

Despite officially handing over power on 12 April, the junta later went on to arrest a number of loyalist to the ousted president, prompting Mr Toure to flee to neighbouring Senegal.

Mali's coup leader sits down with the country's future president, will hand over power

Agence France-Presse Apr 9, 2012 – 5:35 PM ET



Joe Penney/REUTERS

Mali's soon-to-be interim President Diounkounda Traore (R) speaks with military junta leader Amadou Haya Sanogo (L) at a military base in Kati, April 9, 2012.

by **Coumba Sylla**

BAMAKO—Mali's coup leader held talks on Monday on when he would hand over power to allow the return of democratic rule in the troubled west African nation, now half controlled by Islamists and rebels.

The constitutional court was expected to expedite the transfer of power on Tuesday by officially registering the resignation of Mali's president, paving the way for the current parliament speaker to be sworn in effectively ending the putsch, a source close to the court said.

Army Captain Amadou Sanogo, who seized power with other soldiers on March 22, held talks Monday with the speaker Dioncounda Traore, who is set to become Mali's interim president and oversee the transition back to constitutional rule.



[Enlarge this image](#)

Mali coup leaders fend off countercoup

Martin Vogl

Bamako, Mali— The Associated Press

Published Tuesday, May. 01, 2012 11:41AM EDT

Gunfire echoed across Bamako on Tuesday as Malian government troops battled each other, killing at least 12 people as one side tried to oust soldiers who seized power in a coup over a month ago.

Mali's coup leaders, who ostensibly handed over power to an interim civilian government on April 12 but who still wield power, said they control the state broadcaster, the airport and a military base, fending off attacks by opposing forces. Coup leader Captain Amadou Sanogo told a private radio station Monday night that the countercoup had failed and that his soldiers have captured foreign fighters.



Mali Islamists strengthen hold on Timbuktu

A senior Western diplomat based in Bamako told The Associated Press that the fighting apparently started Monday when forces loyal to the junta tried to arrest the former head of the presidential guard. The presidential guard is part of Mali's parachutist regiment, known as the Red Berets, who are believed to have remained loyal to President Amadou Toumani Toure, who was ousted during the coup.

Anti-junta forces tried to take over the country's state broadcaster and attacked the airport and the junta's main military base. Yaya Konate, the head of the broadcast station, said that troops arrived at the station at around 6:30 p.m. on Monday firing in the air and told all personnel working there to leave. He said the soldiers who took charge of the building were from the Red Berets.

Soldiers loyal to Capt. Sanogo, however, appeared on state television early Tuesday and said the important installations remain in their hands after fighting. But heavy gunfire across Bamako suggests that the leaders of the March coup don't yet have total control over the capital.

A dozen bodies had been brought to the hospital since the fighting started Monday evening, said a hospital official.

"Some are military and some are civilians who must have got caught up in the fighting. They were all killed by gunshot wounds in areas around where the conflict was going on," Adama Traore said.

Mr. Traore said that the hospital had treated around 30 injured people. He said most of the military personnel had been given treatment and then returned to their bases.

A source close to the junta told AP that reinforcements were coming from other major Malian towns to strengthen the junta's position.

"The first reinforcements have already arrived and others will be in Bamako soon," the soldier said. He spoke on condition of anonymity as he is not authorized to speak to the press.

A resident in the camp where most of the military personnel who tried to stage the countercoup live said Capt. Sanogo's forces are trying to capture those soldiers.

"Most of the families who live here and most of the military personnel have fled, but they still come to attack the camp," the resident said. He asked for anonymity for fear of reprisals. He said that he could hear both small arms fire and heavy weapons but could not give more details as he was afraid to leave his house.

State television showed a small group of prisoners along with guns, ammunition and grenades supposedly belonging to the captured troops.

"Those arrested come from different origins and were supported by hidden internal forces," a statement read by soldiers Tuesday said. "Some of these people have been detained by the armed forces and an in-depth investigation will take place. We remind you that everyone involved ... will be tracked down and brought before the competent jurisdictions."

Capt. Sanogo has signed a deal with ECOWAS, the West African regional bloc, to return the country to constitutional rule. The deal gave the junta a supervisory role in the transition. But Capt. Sanogo said Sunday that he rejects a plan to send ECOWAS troops to Mali to protect the president's and prime minister's office.

Mali is also battling insecurity in its desert north where separatist rebels have declared independence, and militants are trying to impose strict Islamic law.

Tuareg separatist fighters and Islamic militants took advantage of the chaos caused by the coup in Bamako last month to quickly advance and capture the three main towns in the north of Mali at the end of March. Mali government forces fled south without putting up any major resistance.